



CONSEIL COMMUNAL DU 23 JUIN 2016
GEMEENTERAAD VAN 23 JUNI 2016

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Eric Tomas, *Bourgmestre-Président/Burgemeester-Voorzitter* ;
Gaëtan Van Goidsenhoven, Fabrice Cumps, Monique Cassart, Mustapha Akouz, Françoise Carlier,
Elke Roex, Jean-Jacques Boelpaep, Fatiha El Ikdimi, Sofia Bennani, Christophe Dielis,
Échevin(e)s/Schepenen ;
Walter Vandenbossche, Fabienne Miroir, Leopold Lapage, Fadila Laanan, Philippe Debry, Isabelle
Emmery, Danielle Depre, Guy Wilmart, Abdurrahman Kaya, Abdallah Boustani, Nketo Bomele, Oscar
Dubru, Kamal Adine, Hediye Yigit, Patricia Empain, Redouane Ahrouch, El-Houssien Ghallada, Waut
Es, Pierre Migisha, Achille Vandyck, Nadine Van Lysebetten, Lotfi Mostefa, Latifa Ahmiri, Anne
Mertens, Louis Bogemans, Didier Bertrand, Mustafa Ulusoy, Susanne Muller-Hubsch, Hilde Duroi,
Hugo De Deken, François Rygaert, Anne Vanden Bosch, *Conseillers*
communaux/Gemeenteraadsleden ;
Marcel Vermeulen, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

René Pypens, Jérémie Drouart, Ann Brusseel, Alain Kestemont, *Conseillers*
communaux/Gemeenteraadsleden.

Ouverture de la séance à 19:07
Opening van de zitting om 19:07

AUDITION PUBLIQUE - OPENBARE HOORZITTING

23.06.2016/A/0001 **100 Secrétariat général - B110 Protocole**
CC. Interpellation des habitants relative au réaménagement de la place de la
Vaillance.

Le Conseil prend connaissance.

100 Algemeen Secretariaat - B110 Protocol
GR. Interpellatie van de inwoners aangaande de herinrichting van de
Dapperheidsplein.

De Raad neemt kennis.

La représentante des habitants donne lecture du texte suivant :

De vertegenwoordiger van de bewoners geeft lezing van de volgende tekst :

Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Échevins,

Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux,

Les derniers échanges au sujet du réaménagement de la Place de la Vaillance nous laissent insatisfaits. En effet, selon nous, le Collège des Bourgmestre et Échevins a décidé, de manière trop tardive, de mettre en place un processus participatif ouvert à tou(te)s les Anderlechtois(es) au sujet du devenir du Centre. Vous avez même, d'après ce que l'on entend, choisi un bureau d'études ayant une certaine expérience en matière de processus participatif. Ce bureau d'études, ERU, aura pour mission de formuler des recommandations pour redynamiser l'hypercentre de la commune.

Nous ne pourrions que nous réjouir face à ces décisions ! D'autant plus que vous soutenez dans vos récentes publications que notre avis compte pour vous !

En réalité, la pilule est difficile à avaler.

Rappelez-vous : depuis presque deux ans déjà, nous, habitants, commerçants et associations, n'avons de cesse de vous réclamer la mise sur pied d'un réel processus participatif. Dès lors, nous ne pouvons que nous étonner de ce que ce processus participatif soit limité à un cadre bien donné, c'est-à-dire, après la décision de l'implantation du parking et la concession à APCOA. A nos yeux, la véritable concertation avec la population est celle qui permet de définir le cadre préalablement à tout autre chose, y compris à un choix politique.

Nous ajoutons que dans le cadre de cette participation citoyenne, la première mission du centre d'études aurait dû être d'examiner la pertinence d'un parking souterrain au niveau de la Place de la Vaillance même. Certes, il apparaît dans le plan communal de développement de 2015 mais nous ne comprenons pas quelle étude de mobilité le justifie à cet endroit précis.

Cette interpellation communale porte les questions que se posent encore et toujours les Anderlechtois(es) au sujet de ce projet dans sa globalité. Dans un premier temps, nous voulons avoir des réponses quant à l'incidence de la construction de ce parking et, dans un second temps, sur la mission du bureau d'études et la participation citoyenne.

1) Incidence mobilité du parking sur le quartier

- Pourquoi n'avez-vous pas procédé à une étude d'incidence liée à la

mobilité avant de décider la construction de ce parking ?

- Comment favoriser une mobilité douce si les conséquences de ce parking seront de doubler la capacité de stationnement dans le centre historique et d'ainsi augmenter le trafic tout en asphyxiant encore plus les commerçants et habitants ?

- La seule étude de mobilité qui ait été faite au sujet du centre historique est le PCM de 2005. Celui-ci est toujours en vigueur aujourd'hui et ne mentionne pas un parking souterrain de plus que 250 emplacements. Comment justifiez-vous la pertinence de ce projet ?

- Quel est le calendrier précis des travaux ? Quand vont-ils débuter ? Combien de temps vont-ils durer ? La commune a informé par voie de presse que les travaux seraient retardés d'une année. Pourquoi ne pas en profiter pour lancer une étude d'incidence liée à la mobilité et, en fonction de ses résultats, éventuellement changer de cap ?

- Imaginons que ce projet voit malgré tout le jour, quelles en seraient les répercussions financières pour les habitants et les commerçants ? Quelle sera la tarification des places de parking ? Des avantages sont-ils envisagés pour les riverains ?

2) Abordons maintenant la mission d'études et la participation citoyenne

Le cahier spécial des charges ayant pour objet la redynamisation de l'hypercentre mentionne qu' «une concertation avec les habitants et les commerçants permettra d'ailleurs de nourrir les réflexions. Leur implication s'avère en effet indispensable étant donné qu'il s'agit d'améliorer leur qualité de vie dans le quartier».

Si la qualité de vie dans le quartier est primordiale, pourquoi avoir attendu si longtemps pour mettre en place cette étude ?

Dans cette commande d'étude, nous nous étonnons qu'aucun chapitre ne soit consacré à la mobilité. Il nous semble que la mobilité tient un rôle principal s'il est question de redynamiser un centre urbain. Cela nous inquiète d'autant plus vu toutes les questions que nous venons de vous poser quant à la pertinence du parking souterrain. Notre question-clé sur le volet participatif de l'étude est donc la suivante : est-ce que oui ou non, les habitants, commerçants et associations pourront encore se prononcer sur la

pertinence du projet de parking lors de ce processus participatif ?

A côté de cette question clé sur le contenu, deux autres questions :

- Au sujet du comité d'accompagnement, composé principalement de 5 représentants du Collège des Bourgmestre et Échevins et de différents fonctionnaires, pourquoi ne pas l'ouvrir directement à des experts externes et également aux usagers de la Place de la Vaillance, premiers concernés par les travaux de réaménagement ?

- Pourquoi refuser que des membres de la Plateforme Vaillance puissent assister aux réunions du comité d'accompagnement ?

Une note positive cependant ! Nous ne pouvons que nous réjouir du fait que le Bouwmeester- Maître architecte, Monsieur Borret, sera impliqué dans l'étude.

Un projet aussi ambitieux que celui-ci mérite une véritable réflexion de fond qui tienne compte de l'avis des principaux concernés : les habitants et les commerçants du centre de la commune.

Jusqu'à présent, nous avons l'impression que vous n'avez jamais pris en considération l'avis des premiers concernés. Au contraire, vous semblez refuser le dialogue par vos réactions par voie de presse.

Tout ceci nous paraît paradoxal, vu que vous citez par ailleurs dans vos publications : « je souhaite qu'un maximum d'habitants de notre commune saisissent cette chance unique de donner leur point de vue afin de définir ensemble les aménagements les plus souhaitables, qui redessineront Anderlecht pour des décennies ! ».

Oui, nous souhaitons un réel processus participatif et non une enquête publique qui ne vienne qu'en fin de parcours !

Nous voulons enfin être entendus et réfléchir avec vous pour donner au centre d'Anderlecht toute l'attention qu'il mérite !

Enfin, sachez que nous, habitants, commerçants et associations, restons

ouverts pour entamer un dialogue constructif !

Merci pour votre écoute !

P. DEBRY soutient ce qui a été dit par les habitants. Le groupe ECOLO a très tôt demandé au Collège que celui-ci fasse une réelle participation au sujet du futur parking de la Vaillance et du réaménagement de l'espace public. Une polémique s'est alors développée car le Collège avait répondu que les habitants allaient être "informés". Il y a une divergence de point de vue entre le Collège et le groupe ECOLO car l'interprétation du mot "informer" est différente sur le concept de participation. La participation, c'est plus que de l'information. Il rappelle qu'ECOLO était le seul groupe à voter contre le principe de la réalisation de ce parking car il a contesté l'utilité de ce parking qui n'était pas prévu dans le plan communal de mobilité. Le plan régional de stationnement impose notamment que pour la création d'une place en sous-sol, il faut supprimer une place en surface, ce qui n'est pas prévu dans le plan du Collège. Lors du vote du cahier des charges de ce parking, P. DEBRY avait demandé qu'on renforce le volet participatif par la présence des usagers dans le comité d'accompagnement et d'autre part par l'officialisation d'un budget participatif.

R. AHROUCH dit que c'est déjà la troisième fois que les habitants de la place de la Vaillance interpellent le Collège. Beaucoup de monde est déçu et pas seulement les habitants du quartier Vaillance. Actuellement, rien que l'état des trottoirs en dit long sur l'attention prêtée par le Collège au centre historique.

Monsieur l'Échevin AKOUZ félicite les personnes qui ont lancé cette initiative car cela montre que le Collège a le souci du dialogue, mais il y a un hiatus qui doit être rapidement levé. Il faut prendre en considération le contexte qui a permis de lancer cette initiative et de permettre le débat au sein du Conseil communal. Il y a des compromis et des choix politiques faits dans le cadre de l'accord de majorité, la construction de ce parking souterrain en est un, ainsi que le réaménagement de la place de la Vaillance en piétonnier. L'étude d'incidence aura un impact, mais pour l'instant, aucun bilan n'a encore été déposé. Le choix de construire un parking souterrain n'a pas été remis en question, par contre la demande a été forte pour qu'il y ait un processus participatif pour intégrer l'ensemble des acteurs, dont les citoyens, à l'aménagement de l'espace public. Lors de la précédente législature, le Plan Communal de Mobilité prévoyait, parmi ses recommandations, la création d'un plan de stationnement anderlechtois car la commune était victime du stationnement des navetteurs. Il fallait réguler le stationnement. Le plan de stationnement n'aurait jamais été mis en vigueur sans la participation des habitants, ce plan est aujourd'hui pris en exemple en région bruxelloise. Il en va de même pour la "zone Astrid" autour du stade. Le résultat de cela est le report du stationnement vers le centre historique. Le Plan Régional de Stationnement tient compte du respect des orientations politiques du "Plan Iris II" relatif au nombre de places de stationnement, en concertation avec les habitants des communes, visant à réduire de 16% les places non réglementées en voirie d'ici

2018. Entre 2004 et 2005, il y a eu une forte augmentation de la population anderlechtoise et donc de véhicules. Il est vrai qu'il y a peu de stationnement de petite, courte ou longue durée. La réglementation stipule qu'en compensation des places supprimées en voirie il faut créer des places hors voirie. Monsieur l'Echevin AKOUZ a précédemment initié et participé aux travaux de réaménagement de la Place de la Résistance, entraînant la suppression d'une centaine de places de parking sur la place mais également plusieurs autres à la rue Wayez et dans les rues avoisinantes. Cela a évidemment désavantagé les habitants du quartier, il fallait donc recréer de nouvelles capacité de parking. Actuellement, les places de parking à la place de la Vaillance qui seront supprimées seront cumulées avec celles déjà supprimées à la Place de la Résistance et rues avoisinantes. Les chiffres montrent qu'il n'y aura pas plus de places créées que de places supprimées. Le réaménagement de la Place de la Vaillance entraînera un piétonnier et répondra à toute une série de grandes directives du "Plan Iris II", de promouvoir une politique de mobilité douce. Les mesures prises ne sont pas faciles mais le Collège les assume. Concernant la question du timing, le Collège a l'expérience en matière de l'aménagement de l'espace public, notamment les aménagements récents de la Place de La Roue. Lorsque ce processus participatif a été établi, le Collège avait prévu des aménagements avec des fonctionnaires communaux, des bureaux d'études et divers partenaires. Avec les évolutions sur le terrain, les ambitions ont évolué dans le temps, ce qui a eu des répercussions sur la méthode de travail et les réalisations effectuées. Cela ne s'est pas fait sans concertation des habitants. Ce genre de communication permet de répondre aux défis d'une société en mouvement. Ce qui est en cours au Centre tient compte des expériences précédentes. Les discussions au sujet de la rue Wayez ne sont pas encore définitives, ni figées. Il est certain que des parkings de dissuasion doivent être développés en périphérie de la région bruxelloise mais la Commune n'a pas toutes les cartes en mains pour agir seule. Il y a des discussions régulières à ce sujet avec la Région et la STIB mais des blocages subsistent. Auparavant, si le Collège avait dû attendre l'accord de la STIB pour débiter la "Zone Astrid", cette dernière n'aurait jamais vu le jour. Concrètement, par rapport au parking souterrain, la réponse de Monsieur l'Échevin AKOUZ est qu'il y largement la place pour la participation des habitants mais dans le respect du cadre fixé. Ce dialogue permettra notamment de créer des parkings pour les vélos et motos car 80% des utilisateurs de la rue Wayez s'y rendent à pied, en transports en commun ou à vélo. Des parkings fermés seront aussi mis à la disposition des habitants. Le processus participatif ira loin car plusieurs choses restent encore à fixer en matière d'aménagement. Le souhait du Collège est que la population puisse participer à cela. Par rapport au plan de mobilité, un travail très intense est réalisé et des études sont en cours. Monsieur l'Échevin AKOUZ conclut que le Collège est disponible et qu'il s'impliquera dans la dynamique déjà lancée. Il invite les habitants à collaborer avec le Collège. Le travail de citoyenneté est sa participation, c'est un partenariat, bien que les décisions finales soient prises par le Collège.

Monsieur l'Échevin VAN GOIDSENHOVEN donne lecture du texte suivant :

De heer schepen VAN GOIDSENHOVEN geeft lezing van de volgende tekst :

Mesdames, Messieurs,

Comme Échevin du développement urbain, je me charge de la coordination de l'étude visant à la redynamisation de l'hypercentre de la commune. C'est à ce titre que je m'adresse à vous. Je dois vous dire que c'est un dossier qui m'enthousiasme parce qu'il s'intègre parfaitement dans une politique plus globale du Collège qui consiste à améliorer la qualité de vie dans notre commune.

Il existe comme vous le savez probablement un Plan Communal de Développement (le PCD) qui réserve au quartier du Centre une attention prioritaire. Véritable poumon commercial d'Anderlecht mais aussi lieu où se concentrent l'offre culturelle ainsi que diverses écoles, le centre d'Anderlecht doit faire l'objet de toutes les attentions des pouvoirs publics. Dans notre PCD, le Centre est même qualifié de «pôle d'envergure métropolitaine».

A cet égard, je pense que nous sommes tous d'accord.

L'objet du marché qui a été confié au bureau d'études ERU et qui fait l'objet de vos interrogations consiste à (je cite le cahier spécial des charges) : «formuler une vision durable en tenant compte du développement de projets contigus en cours ou à l'étude, avec le souci du respect de ses habitants et usagers, ainsi que de l'impact économique du projet».

Le marché a pour objet de : «confier à une équipe pluridisciplinaire la mission d'identification des recommandations d'aménagement devant mener à la mise en valeur du Centre à savoir l'harmonisation des espaces publics avec les fonctions urbaines, le renforcement de l'image et la vocation de centralité de l'hypercentre de la commune (pôle multimodal majeur, centralité culturelle et historique, ...).»

Dans ce cadre, il s'agit de travailler autour de trois axes de développement à savoir : l'aménagement urbain, la mobilité et le dynamisme commercial.

Le rapport final de cette étude sera pour nous un document de référence qui balisera les projets à venir de réaménagement des espaces publics sur le moyen et le long terme.

Par cette étude, nous avons aussi voulu faire la part belle à la participation avec les citoyens.

En effet, comme j'ai eu l'occasion de le dire hier lors de la séance d'information aux habitants organisée chaussée de Mons, qui d'autre que les habitants et les utilisateurs journaliers du quartier peuvent être les mieux amenés à dresser le bilan de ce qui fonctionne ou ne fonctionne pas actuellement au Centre ? Qui d'autre que vous est mieux en mesure d'envisager l'avenir de votre quartier ?

C'est sur cette base que nous entendons travailler.

Divers moments de concertation sont prévus dans le cadre de cette étude. Celui d'hier soir n'était qu'un premier pas. Par ailleurs, ne l'oublions pas, tous les projets concrets seront soumis aux règles de publicité (et donc de concertation formelle) avant de se voir octroyer des éventuels permis d'urbanisme et d'environnement. Donc, en plus du processus de participation prévu dans le cadre de l'étude que je viens d'évoquer, les uns et les autres auront la faculté de faire entendre leur point de vue à l'occasion des procédures légales.

Puisque nous voulons prétendre à une certaine efficacité, nous avons prévu un comité d'accompagnement de notre étude qui inclut aussi des représentants régionaux impliqués dans le développement urbain. Leur expertise sera la bienvenue et loin de nous toute forme d'orgueil déplacé. Dès lors, le comité est composé d'experts communaux, régionaux et de certains Échevins qui exercent des compétences en lien direct avec cette problématique qui nous préoccupe. Nous ne pensons pas utile de l'élargir formellement à d'autres personnes dont la représentativité ne serait pas démontrée.

Quant au fond du dossier, sachez - je vous le dit sincèrement - que rien n'est d'ores et déjà décidé en matière d'aménagements urbains !

Je ne peux pas être plus clair avec vous.

Bien au contraire, nous comptons sur la participation de tous les acteurs du quartier pour refaire de notre Centre un réel lieu convivial pour l'ensemble des Anderlechtois.

Je vous remercie déjà pour votre participation active.

23.06.2016/A/0002 **100 Secrétariat général - B110 Protocole**

CC. Interpellation des habitants relative à la baisse des loyers dans les logements communaux des Trèfles et à la demande d'informations relatives à la sécurisation

des parkings et abris à vélos.

Le Conseil prend connaissance.

100 Algemeen Secretariaat - B110 Protocol

GR. Interpellatie van de inwoners aangaande de vermindering van het huurgeld van de gemeentelijke huisvestingen Klaverwijk en betreffende de inlichtingen aanvraag omtrent de beveiliging van de parkings en de fietsenhokjes.

De Raad neemt kennis.

La représentante des habitants donne lecture du texte suivant :

De vertegenwoordiger van de bewoners geeft lezing van de volgende tekst :

Monsieur le Bourgmestre-Président annonce que la représentante des habitants n'interpelle pas directement Madame l'Echevine EL IKDIMI mais bien le Collège dans son ensemble, qui répondra par Madame l'Echevine.

P. DEBRY est intervenu sur ce problème des logements vides et les pertes financières le mois passé, alors qu'il ne connaissait pas les difficultés évoquées à l'instant. Il avait posé la question "le Collège souhaite-t-il des locataires à forts revenus ou souhaitent-ils des locataires plus sociaux?". La majorité des logements communaux ne sont pas des "loyers modérés" mais des "loyers sociaux", intermédiaires entre les loyers sociaux et les loyers privés. Il semble que dans cette stratégie de loyers et de gestion des logements communaux, le complexe de la rue des Trèfles est une exception car les loyers sont proches de ceux du privé, ce qui a une double conséquence : d'une part, les locataires sont financièrement étranglés, d'autre part, une grande partie des logements restent vides pour une perte d'environ 1 millions d'Euros en cinq années. Il y a un mois, P. DEBRY avait suggéré au collège de revoir sa stratégie des loyers mais cette suggestion semble encore plus pertinente suite à l'interpellation de ce soir.

R. AHROUCH déclare que Monsieur le Bourgmestre doit saisir l'occasion pour que la population ait une bonne image de lui avant la fin de la législature. Il se doit d'être socialiste et donc de faire du social, en essayant de comprendre la situation. Des logements à 1.200€ par mois, même neufs, sont presque inaccessibles à plusieurs personnes. Cette douzaine de logements vides depuis plusieurs années ne permettra jamais leur amortissement, même partiel. En baissant le loyer, on attirerait de nouveaux locataires et donc de rentrées financières. Les actuels locataires ont su

s'acquitter du loyer dans les premières années mais maintenant cela devient réellement difficile pour eux. Le Collège doit mettre du cœur dans sa Commune, aux yeux de nombreux Anderlechtois c'est cela qui manque et qui crée leur désespoir et le manque de confiance donné au Collège. L'alliance du social et de l'humanisme n'a pas fonctionné depuis le début de la législature.

Monsieur le Bourgmestre-Président rétorque que si c'est décevant aux yeux de R. AHROUCH, c'est quelque chose de positif pour lui.

Madame l'Echevine EL IKDIMI donne lecture du texte suivant :

Mevrouw de schepen EL IKDIMI geeft lezing van de volgende tekst :

Madame, Monsieur,

Je tiens tout d'abord à vous assurer que je suis très préoccupée, au même titre que tous les membres du Collège, par les difficultés rencontrées par les locataires des logements communaux des Trèfles.

Comme j'ai rappelé le mois dernier en séance du Conseil communal, le prix de base des loyers a été calculé par la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale, en fonction du coût de la construction du bâtiment, dont le promoteur, la société Thomas & Piron, a été désigné par la SLRB, elle-même mandatée par la Région bruxelloise dans le cadre du plan Logement. Par ailleurs, ces loyers sont comparables à ceux d'autres projets plan Logement en Région bruxelloise. Ils sont indexés annuellement comme cela est le cas pour tous nos logements.

Rappelons aussi que le plan Logement régional vise la mixité, raison pour laquelle le site compte d'une part 124 logements « sociaux » gérés par le Foyer Anderlechtois et d'autre part 76 logements « moyens » gérés par la Commune.

En ce qui concerne les logements « moyens » les loyers sont fixes et non adaptés en fonction de l'évolution des revenus des ménages.

Les candidats-locataires, au moment de l'introduction de leur dossier d'admission, ont dû prouver que le coût du loyer n'excédait pas 40% du montant de leurs revenus.

Aucun logement n'a été attribué à des ménages qui n'étaient pas en mesure de payer le loyer.

Soucieux des difficultés financières des familles, le Collège ne ménage pas ses efforts

pour trouver des pistes de solution, afin que les habitants puissent éventuellement bénéficier d'un loyer plus démocratique.

Le prix des loyers a déjà été diminué, par décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, en séance du 17 avril 2012, suite à la demande des locataires. L'inspection régionale a émis des réserves sur une nouvelle diminution des loyers, vu le montant du canon annuel que la commune doit payer à la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale pour amortir la construction des logements.

Nous analysons actuellement la situation et nous ne manquerons pas de revenir vers vous dès que possible.

D'autre part, vous me faites part du fait que les locataires rencontrent toute une série de problèmes techniques. Si vous le voulez bien, nous allons maintenant les passer en revue.

-

Le système de ventilation, de même que les ascenseurs, ont été vérifiés par une firme spécialisée et ne présentent pas d'anomalies.

-

Une barrière coulissante à chaque entrée du site, destinée à sécuriser le parking a été commandée. Nous sommes dans l'attente de la finalisation d'un marché public conjoint porté par le Foyer anderlechtois, auquel notre administration communale a adhéré (décision du Conseil communal du 28 mai 2015).

-

En ce qui concerne l'abri à vélos qui a été incendié, nous avons transmis le dossier à la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale, qui est toujours propriétaire des bâtiments et compétente en matière d'assurance contre l'incendie, et qui doit se charger du suivi du sinistre.

-

Le nettoyage des communs de nos logements est effectué chaque semaine par notre concierge.

Dans le calcul des charges, il est tenu compte uniquement des services réellement effectués (le décompte des charges est par ailleurs consultable par les locataires).

Soyez assurés que nous allons une fois de plus faire des courriers de rappel à toutes les instances compétentes en ce qui concerne les dysfonctionnements constatés. Quant à la problématique du prix du loyer trop élevé par rapport aux revenus des locataires, il ne m'est malheureusement pas possible à ce jour de m'engager sur une diminution générale des loyers.

Merci de votre attention.

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

23.06.2016/A/0003 **100 Secrétariat général - B110 Protocole**
CC. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil communal du 26 mai 2016.

Après mise à disposition du projet de procès-verbal des décisions prises en séance du 26.05.2016 ce dernier est approuvé à l'unanimité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

100 Algemeen Secretariaat - B110 Protocol
GR. Goedkeuring van het proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 26 mei 2016.

Na ter beschikkingstelling van het ontwerp van proces-verbaal van de beslissingen genomen in zitting van 26.05.2016, deze laatste wordt met eenparigheid goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

23.06.2016/A/0004 **100 Secrétariat général - B120 Affaires juridiques**
CC. Arrêté portant sur le Championnat d'Europe UEFA de football masculin 2016 (Euro 2016) : Date : du 10 juin 2016 au 10 juillet 2016

Le Collège au Conseil,

Vu la Nouvelle Loi Communale notamment ses articles 117, 119, 119bis, 134ter et 135 ;

Vue la tenue du Championnat d'Europe UEFA de football masculin 2016 (Euro 2016) du 10 juin 2016 au 10 juillet 2016 ;

Vu la volonté de coordonner les mesures de police en rapport avec l'événement précité sur le territoire de la Zone de police Anderlecht-Forest-Saint-Gilles; Que la commune de Saint-Gilles a adopté en sa séance du conseil communal du 26 mai 2016 un règlement de police relatif au Championnat d'Europe de l'UEFA de football 2016;

Vu la participation à cet événement de l'équipe nationale belge, ainsi que celles d'équipes de pays européens dont de nombreux habitants anderlechtois sont originaires;

Vu le rapport du 25 juin 2012 de la Zone de police Midi “*Euro 2012-troubles de l'ordre public-commerces à risques*”, répertoriant les incidents s'étant produits sur le territoire de la commune durant le championnat d'Europe de football 2012, tels que les dégradations et les affrontements verbaux ou physiques entre supporters d'équipes adverses dus, notamment, à la consommation excessive d'alcool, ou encore le jet et bris sur la voie publique de bouteilles en verre ou l'utilisation de celles-ci comme projectiles ou à des fins dangereuses;

Vu qu'il ressort de l'analyse des risques effectuée par le Zone de police Midi dans le cadre de l'Euro 2016 que les risques pour la sécurité, la tranquillité et la sûreté publiques liés à l'organisation de cet événement sont avérés;

Vu le maintien actuel par l'OCAM du niveau 3 de menace terroriste pour l'ensemble du pays. La menace étant toujours considérée comme grave, possible et vraisemblable;

Considérant qu'il incombe aux autorités communales de veiller à assurer la sécurité, la tranquillité et la sûreté des personnes qui se trouvent sur son territoire en adoptant des mesures complémentaires à celles déjà contenues dans le Règlement de Police, dont notamment les articles 11, 12, 13, 79, 83 et 150, en vue de limiter certaines nuisances, liées à la tenue de l'Euro 2016;

Attendu que la mesure n'a plus d'effet si elle n'est pas confirmée lors de la réunion qui suit du Collège des Bourgmestre et Echevins, et qu'elle est portée à la connaissance du Conseil communal de la première séance qui suit;

Vu l'arrêté, annexé à la présente délibération pris par Monsieur le Bourgmestre en date du 7 juin 2016,

CONFIRME et INFORME :

L'arrêté pris par Monsieur le Bourgmestre le 7 juin 2016, décidant :

Article 1er : Toute diffusion télévisée, à destination de personnes se trouvant sur la voie publique, d'un match ou d'un événement en lien avec l'Euro 2016, est interdite, sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins sur base d'un dossier préalable remis par le demandeur.

Cette interdiction s'applique quel que soit le support de diffusion utilisé (télévision, projecteur, ...)

Article 2 : §1er. La vente de boissons, alcoolisées ou non, dans des bouteilles ou récipients en verre ou en toute autre matière dont l'usage en qualité de projectile pourrait être dommageable pour les personnes, les animaux et les biens, est autorisée uniquement dans les débits de boissons et les restaurants, et pour une consommation exclusivement faite à l'intérieur de l'établissement.

Les responsables des débits de boissons et des restaurants sont responsables du respect, par leur clientèle, des dispositions prises à l'alinéa 1er.

§ 2. La vente et la consommation de telles boissons sur les terrasses exploitées par les établissements diffusant des matchs de l'Euro 2016, ne sont autorisées qu'à condition d'être servies dans des récipients en plastique ne pouvant causer de dommages aux personnes, aux animaux et aux biens.

En cas de violation des paragraphes 1er ou 2, un constat valant avertissement est dressé par les services de police ou administratifs compétents. Ce constat reprend les observations du responsable de l'établissement.

En cas de récidive, le Bourgmestre peut prononcer la fermeture provisoire de l'établissement pour une durée maximale de deux jours au titre de sanction administrative, dans le respect des règles de procédures de l'article 134quater de la Nouvelle Loi Communale.

En cas de récidive, après une fermeture provisoire au titre de sanction administrative, le Bourgmestre peut prononcer la fermeture provisoire de l'établissement jusqu'au 11 juillet 2016 à 09h00 du matin.

§ 3. La consommation ou la détention en vue de la consommation sur la voie publique de toutes boissons alcoolisées ou non, est interdite dans des bouteilles ou récipients en verre ou en toute matière dont le bris ou l'usage en qualité de projectile pourrait être dommageable pour les personnes, les animaux ou les biens.

§ 4. Les paragraphes 1er, 2 et 3 sont d'application deux heures avant, pendant et deux heures après la diffusion des matchs, des cérémonies d'ouverture et de clôture, des

événements avant ou après match en ce compris les commentaires ou résumés télévisuels et radiophoniques précédent ou suivant la diffusion des matchs de l'Euro 2016.

Article 3 : Cet arrêté est d'application entre le 10 juin et le 10 juillet 2016.

Article 4: Un recours en suspension et en annulation de cette décision peut être introduit dans les 60 jours devant le Conseil d'État, conformément aux lois coordonnées du 12 janvier 1973 et à l'arrêté du régent du 23 août 1948.

Article 5 : Le présent arrêté sera proposé à la confirmation du Collège des Bourgmestre et Echevins lors de sa prochaine séance. Il sera également porté à la connaissance du Conseil communal de la première séance qui suit.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié par le service affaires juridiques aux établissements Horeca situés sur le territoire de la commune. L'arrêté sera affiché aux valves de la commune et publié sur le site de la commune. La Zone de police est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
39 votants : 39 votes positifs.

100 Algemeen Secretariaat - B120 Juridische zaken

GR. Besluit houdende het Europees voetbalkampioenschap voor mannen UEFA 2016 (Euro 2016) - Datum : van 10 juni 2016 tot 10 juli 2016

HET COLLEGE TOT DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet en in het bijzonder artikel 117, 119, 119 bis, 134 ter en 135;

Gelet op het Europees voetbalkampioenschap voor mannen UEFA 2016 (Euro 2016) van 10 juni 2016 tot 10 juli 2016;

Gelet op de wil om de politimaatregelen betreffende voornoemd evenement op het grondgebied van de politiezone Anderlecht - Vorst - Sint-Gillis te coördineren; Overwegende dat de gemeente Sint-Gillis in zitting van de gemeenteraad van 26 mei 2016 een politiereglement met betrekking tot het Europees voetbalkampioenschap UEFA 2016 heeft goedgekeurd;

Gelet op de deelname aan dit evenement van de Belgische nationale ploeg, net als ploegen van Europese landen waarvan heel wat inwoners van Anderlecht afkomstig

zijn;

Gelet op het verslag van 25 juni 2012 van politiezone Zuid "Euro 2012 - verstoring van de openbare orde - risicovolle handelszaken", dat incidenten optekent die zich tijdens het Europees voetbalkampioenschap van 2012 hebben op het grondgebied van de gemeente hebben voorgedaan, zoals beschadigingen en verbale of lichamelijke confrontaties tussen supporters, te wijten aan overdreven alcoholverbruik, of het stukgooien op de openbare weg van glazen flessen, die als projectiel of voor gevaarlijke doeleinden gebruikt worden;

Overwegende dat uit de risicoanalyse uitgevoerd door politiezone Zuid blijkt dat er in het kader van de Euro 2016 een risico is voor de veiligheid, de rust en de openbare orde gekoppeld aan dit evenement;

Gelet op het behoud door het OCAD van terreurdreiging niveau 3 voor het geheel van het land. De dreiging wordt nog steeds als ernstig, mogelijk en waarschijnlijk beschouwd;

Overwegende dat het de taak van de gemeentelijke overheden is om over de veiligheid en rust van de personen op het grondgebied te waken door bijkomende maatregelen te nemen dan deze die al in het politiereglement vervat zijn, namelijk artikel 11, 12, 13, 79, 83 en 150 met het oog op het beperken van de overlast veroorzaakt door het houden van de Euro 2016;

Overwegende dat de maatregel geen draagkracht heeft indien deze niet tijdens de vergadering volgend op het college van burgemeester en schepenen bekrachtigd wordt, en deze tijdens de eerste daaropvolgende zitting ter kennis van de gemeenteraad wordt gebracht;

Gelet op het besluit als bijlage van deze beraadslaging genomen door de heer burgemeester op 7 juni 2016;

BEVESTIGT en DEELT MEE:

het besluit genomen door de heer burgemeester van 7 juni 2016 dat het volgende beslist:

Artikel 1 : Elke tv-uitzending, bestemd voor mensen die zich op de openbare weg bevinden, van een wedstrijd of evenement gekoppeld aan de Euro 2016 wordt verboden, behalve mits toestemming van het college van burgemeester en schepenen op basis van een dossier dat vooraf door de aanvrager werd ingediend.

Artikel 2: § 1. De verkoop van al dan niet alcoholische dranken in glazen flessen of recipiënten of in elke materie die als projectiel gebruikt kan worden en zo personen, dieren en goederen kan schaden, wordt uitsluitend toegelaten in dranksluiterijen en restaurants, en enkel voor consumptie binnen de muren van de zaak. De verantwoordelijken van de dranksluiterijen en restaurants zijn verantwoordelijk voor de naleving, door hun cliënteel, van de bepalingen vermeld in alinea 1.

§ 2. De verkoop en de consumptie van drank op terrassen uitgebaat door etablissementen die de wedstrijden van de Euro 2016 uitzenden, zijn slechts toegelaten op voorwaarde dat ze geserveerd worden in plastic recipiënten die geen schade aan personen, dieren en goederen kunnen veroorzaken.

In geval van overtreding van de paragrafen 1 of 2, wordt een vaststelling, die als verwittiging geldt, opgesteld door de bevoegde administratieve of politiediensten. Deze vaststelling vermeldt de opmerkingen van de verantwoordelijke van de zaak.

In geval van recidive, kan de burgemeester de voorlopige sluiting van de zaak uitspreken voor een maximale duur van twee dagen als administratieve sanctie, met naleving van de regels en procedures van artikel 134 quater van de Nieuwe gemeentewet.

In geval van recidive na de voorlopige sluiting als administratieve sanctie, kan de burgemeester de voorlopige sluiting van de zaak uitspreken tot 11 juli 2016 om 9u00 's morgens.

§ 3. De consumptie of het bezit van al dan niet alcoholische drank met het oog op de consumptie op de openbare weg, is verboden in glazen flessen of recipiënten, of in alle andere stoffen waarvan de scherven of het gebruik als projectiel schade kunnen toebrengen aan personen, dieren of goederen.

§ 4. De paragrafen 1, 2 en 3 zijn twee uur voor, tijdens en twee uur na de uitzending van de wedstrijden, de openings- en slotceremonie, en de evenementen voor of na de wedstrijden van kracht, met inbegrip van de commentaren of samenvattingen op tv en radio voor of na de uitzending van de wedstrijden van de Euro 2016.

Artikel 3: Dit besluit is van kracht tussen 10 juni en 10 juli 2016.

Artikel 4: Een beroep tot schorsing en annulering van deze beslissing kan binnen de 60 dagen worden aangevraagd bij de Raad van State, overeenkomstig de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 en het regentbesluit van 23 augustus 1948.

Artikel 5: Dit besluit wordt voorgelegd aan de goedkeuring van het college van burgemeester en schepenen tijdens zijn volgende zitting. Het wordt eveneens ter kennis gebracht van de gemeenteraad tijdens de eerstvolgende zitting.

Artikel 6: Dit besluit wordt door de dienst Juridische Zaken betekend aan de horecazaken gelegen op het grondgebied van de gemeente Anderlecht. Het besluit wordt opgehangen op de gemeentelijke uithangborden en op de gemeentelijke website gepubliceerd. De politiezone wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

23.06.2016/A/0005 **300 Cadre de vie - 311 Dév.de la ville – Dév. Urbain et mobilité**
CC. Élaboration d'un PPAS « Biestebroeck ».- Projet de plan,- Expropriation pour
cause d'utilité publique des parcelles cadastrées Division 6, Section C, n° 236N3,
222K3, 222W3, 222X3.- Alignements.- Mise à l'enquête publique.

Mesdames, Messieurs,

Vu la délibération du Conseil communal du 27 mai 2010 approuvant la décision de lancer une procédure d'adoption d'un plan particulier d'affectation du sol « Biestebroeck », qui incluait une demande de dérogation au PRAS pour la création de logements dans la Zone d'Industries Urbaines ;

Vu la délibération du Conseil du 24 juin 2010 approuvant la décision de lancer une procédure de passation d'un marché public de services relatif à la désignation d'un bureau d'études chargé de l'élaboration du projet de plan et du rapport sur les incidences environnementales, ainsi que d'approuver le cahier spécial des charges afférent à ce marché ;

Vu la délibération du Collège du 28 juin 2011 décidant de désigner la société momentanée composée des bureaux ARIES et BUUR, en qualité d'auteur du projet de PPAS et du rapport sur les incidences environnementales du futur PPAS « Biestebroeck » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 03/05/2012 octroyant une subvention pour l'élaboration du PPAS et son RIE ;

Considérant que la procédure de modification partielle du PRAS Démographique approuvée par arrêté du Gouvernement du 29/03/2012 et son approbation définitive par arrêté du Gouvernement du 02/05/2013 (publié le 29/11/2013 et le 06/12/2013) ;

Considérant que cette procédure de modification partielle du plan régional, qui prévoyait notamment une restructuration partielle de la zone concernée par le projet de PPAS « Biestebroeck », a entraîné une suspension de l'étude du PPAS et ainsi rallongé son délai d'élaboration ;

Considérant que le PRAS Démographique a introduit la notion de Zone d'Entreprises en Milieu Urbain permettant ainsi la création de logements dans certaines anciennes Zones d'Industries Urbaines du PRAS, dont celles comprises dans le périmètre du projet de PPAS, rendant ainsi la demande de dérogation au PRAS pour la création de logements dans la Zone d'Industries Urbaines obsolète ;

Vu la délibération du Collège du 22 juillet 2014 approuvant définitivement le cahier des charges du RIE, conformément à l'article 45 du CoBAT ;

Conformément aux dispositions du CoBAT, le Comité d'Accompagnement, chargé de suivre la procédure de la réalisation du RIE et mis en place par arrêté du Gouvernement du 17 novembre 2014, a approuvé le choix du bureau d'études désigné pour élaborer le PPAS et son RIE ;

Considérant que le projet de plan du PPAS « Biestebroeck » et son Rapport sur les Incidences Environnementales ont été élaborés par le bureau d'études, travail qui a été supervisé et clôturé par le comité d'accompagnement ;

Vu l'article 48 du CoBAT, le conseil communal charge le Collège des Bourgmestre et Échevins de soumettre le projet de plan et son RIE à une enquête publique ;

Qu'en outre, ce projet de plan du PPAS « Biestebroek » et son RIE doit être approuvé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale ;

Considérant que le projet de PPAS comprend un plan d'expropriation (réf : PPAS Biestebroek / Expropriation / Plan n°5) pour cause d'utilité publique des parcelles cadastrées Division 6, Section C, n° 236N3, 222K3, 222W3, 222X3, situées dans l'îlot rue de Biestebroek/chaussée de Mons/quai de Biestebroek, afin de permettre :

- la création d'une voirie dans le prolongement de la rue du Bronze, percée dans l'îlot favorisant les connexions piétonnes entre le centre historique et la voie d'eau, potentiel de liaison majeure avec le canal qui a également étant identifié par le Contrat de Quartier « Biestebroek » en cours de réalisation ;
- la fermeture de l'îlot (côté 438 à 460 de la chaussée de Mons) par la construction d'un bâtiment, dont le gabarit et les affectations respectent les prescriptions du projet de PPAS et dont le front bâti contribue à la structuration du nouvel espace public ;

Que, dès lors, la mesure d'expropriation envisagée doit nécessairement porter sur l'entièreté de la superficie des quatre parcelles concernées ;

Vu la loi du 27 mai 1870 portant simplification des formalités administratives en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu l'ordonnance du 22 février 1990 relative aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le Code bruxellois de l'aménagement du territoire (CoBAT) du 9 avril 2004, et en particulier le chapitre VI du Titre II, intitulé « des expropriations et indemnités » ;

Considérant que « toutes les acquisitions d'immeubles nécessaires à la réalisation des prescriptions d'un plan d'affectation du sol peuvent être réalisées par la voie de l'expropriation pour cause d'utilité publique » (B. LOUVEAUX, Le droit de l'urbanisme en Belgique et dans ses trois régions, Bruxelles, Larcier, 2006, p. 1028) ;

Que « dès le moment où l'expropriation a pour objet de réaliser les prescriptions des plans d'affectations du sol, l'utilité publique est présumée par le législateur et ne doit pas faire l'objet d'une motivation particulière » (ibidem, p. 1029, n° 998) ;

Qu'en Région de Bruxelles-Capitale, cette interprétation est explicitement confirmée par les travaux préparatoires de l'ancienne ordonnance de planification et de l'urbanisme du 29 août 199, intégrée, depuis lors, dans le CoBAT ;

Qu'en tout état de cause, l'article 69 du CoBAT dispose ce qui suit : « Toutes les acquisitions d'immeubles nécessaires à la réalisation des dispositions ayant force

obligatoire et valeur réglementaire des plans définis par le présent titre, peuvent être réalisées par la voie de l'expropriation pour cause d'utilité publique » ;

Qu'en l'espèce, l'expropriation des parcelles visées par la présente décision a pour seul objet de réaliser les prescriptions du projet de PPAS « Biestebroeck » précité, en sorte que cette expropriation est bien justifiée par un motif d'utilité publique ;

Considérant, par ailleurs, qu'une prise de possession immédiate des parcelles s'avère indispensable et permet seule d'éviter un retard préjudiciable dans la mise en œuvre du PPAS « Biestebroeck », en vue de réaliser leur réhabilitation et leur viabilisation ;

Considérant que ce plan doit être soumis à enquête publique, conformément à l'article 72 du CoBAT ;

Qu'en outre, ce plan d'expropriation doit être approuvé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale ;

Considérant que le périmètre du plan comprend des plans d'alignement, répertoriés sur les plans de la situation existante de droit du projet de PPAS (réf : PPAS Biestebroeck / Situation existante de droit / Plan n°2a et 2b) :

- plan d'alignement n°64 02/08/1928
- plan d'alignement n°52 12/06/1935
- plan d'alignement n°48 06/11/1928
- plan d'alignement n° 38 19/04/1913
- plan d'alignement n°12 26/05/1900
- plan d'alignement n°49 04/06/1932
- plan d'alignement n°50 04/05/1932 ;

Considérant que le projet de PPAS détermine des alignements, définis par les prescriptions graphiques (réf : PPAS Biestebroeck / Projet de plan / Plan n°4a et 4b) et confirmés par l'article 4 des prescriptions littérales « Les périmètres extérieurs des zones constructibles définissent les alignements » ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à l'abrogation des alignements des plans d'alignements existants et qui sont compris dans le périmètre du projet de PPAS « Biestebroeck » et à l'approbation des alignements définis par les prescriptions graphiques du projet de PPAS « Biestebroeck » (réf : PPAS Biestebroeck / Projet de plan / Plan n°4a et 4b) ;

En vertu de la loi communale, le Conseil Communal est appelé à se prononcer sur les questions de voirie, après enquête publique, afin d'en décréter les alignements ;

Nous vous proposons, Mesdames, Messieurs,

- d'approuver la mise à l'enquête publique du projet de plan du PPAS « Biestebroeck », son Rapport sur les Incidences Environnementales, et ce conformément à l'article 48 et suivants du CoBAT.

- de procéder à l'expropriation pour cause d'utilité publique et à l'entrée en possession

immédiate des parcelles cadastrées Division 6, Section C, n° 236N3, 222K3, 222W3, 222X3, sises dans l'îlot rue de Biestebroek/chaussée de Mons/quai de Biestebroek à 1070 Anderlecht.

- d'appliquer à cette expropriation la procédure d'extrême urgence prévue par la loi du 26 juillet 1962.

- de soumettre le plan d'expropriation à enquête publique, et ce conformément à l'article 72 du CoBAT.

- de soumettre les alignements définis par les prescriptions graphiques (réf : PPAS Biestebroek / Projet de plan / Plan n°4a et 4b) et confirmés par les prescriptions littérales du projet de plan du PPAS « Biestebroek » à enquête publique.

- de soumettre, après enquête publique, le dossier complet au Gouvernement de la Région de Bruxelles pour approbation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 33 votes positifs, 6 votes négatifs.

Non : Walter Vandenbossche, Philippe Debry, Redouane Ahrouch, Anne Mertens, François Rygaert, Anne Vanden Bosch.

300 Leefkader - 311 Stadsontw. – Stadsontwikkeling en mobiliteit

GR. Uitwerking van een BBP «Biestebroek».- Planontwerp.- Onteigening voor openbaar nut van de percelen gekadaastreerd Afdeling 6, Sectie C, nr. 236N3, 222K3, 222W3, 222X3.- Rooilijnen.- Onderwerping aan een openbaar onderzoek.

HET COLLEGE TOT DE RAAD

Dames en heren,

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 27 mei 2010 ter goedkeuring van de beslissing een procedure op te starten voor de goedkeuring van een bijzonder bestemmingsplan “Biestebroek”, dat een verzoek bevatte tot afwijking van het GBP voor het creëren van huisvesting in stedelijk industriegebied;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 24 juni 2010 ter goedkeuring van de beslissing een procedure op te starten voor de gunning van een dienstenopdracht met betrekking tot de aanstelling van een studiebureau belast met de uitwerking van het ontwerpplan en van het milieueffectenrapport, alsook het bijzonder lastenboek met betrekking tot deze opdracht;

Gelet op de beraadslaging van het college van 28 juni 2011 waarin beslist werd de tijdelijke vennootschap samengesteld uit de bureaus ARIES en BUUR aan te stellen in de hoedanigheid van projectdrager van het BBP en van het milieueffectenrapport van het toekomstig BBP “Biestebroek”;

Gelet op het besluit van de regering van 03/05/2012 tot toekenning van een subsidie voor de uitwerking van het BBP en zijn MER ;

Gelet op de procedure van gedeeltelijke wijziging van het demografische GBP, goedgekeurd door het regeringsbesluit van 29/03/2012 en zijn definitieve goedkeuring door het regeringsbesluit van 02/05/2013 (gepubliceerd op 29/11/2013 en 06/12/2013);

Overwegende dat deze procedure van gedeeltelijke wijziging van het regionale plan, die onder andere een gedeeltelijke herstructurering voorzagt van de zone waarop het project van het BBP « Biestebroek » betrekking heeft, geleid heeft tot een uitstel van de studie van het BBP en zo de uitwerkingstermijn heeft verlengd;

Overwegende dat het demografisch GBP het concept van ondernemingsgebied in een stedelijke omgeving geïntroduceerd heeft, waardoor de creatie van huisvesting in een aantal oude stedelijke industriegebieden, met inbegrip van deze in de perimeter van het project van het BBP, waardoor de aanvraag tot afwijking van het GBP voor het creëren van huisvesting in de stedelijke industriegebieden overbodig wordt;

Gelet op de beraadslaging van het college van 22 juli 2014 die het lastenboek van het MER definitief goedkeurde, in overeenstemming met artikel 45 van het BWRO ;

Overeenkomstig de bepalingen van het BWRO, heeft het begeleidingscomité, belast om de uitwerkingsprocedure van het MER op te volgen en ingevoerd door regeringsbesluit van 17 november 2014, de keuze van het studiebureau aangesteld voor de uitwerking van het BBP en zijn MER goedgekeurd;

Overwegende dat het ontwerpplan van het BBP "Biestebroek" en zijn milieueffectenrapport door het studiebureau uitgewerkt werd, een taak die op door het begeleidingscomité gesuperviseerd en afgesloten werd;

Gelet op artikel 48 van het BWRO waarin de gemeenteraad het college van burgemeester en schepenen belast om het ontwerpplan en zijn MER aan een openbaar onderzoek te onderwerpen;

Dat dit ontwerpplan van het BBP "Biestebroek" en zijn MER door de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden goedgekeurd;

Overwegende dat het ontwerpplan van het BBP een onteigeningsplan bevat (ref: BBP Biestebroek / Onteigening / Plan nr. 5) voor openbaar nut van de percelen gekadastraerd Divisie 6, Sectie C, nr. 236N3, 222K3, 222W3, 222X3, gelegen in het huizenblok Biestebroekstraat/Bergensesteenweg/Biestebroekkaai, teneinde het volgende toe te laten:

- de creatie van een wegenis in het verlengde van de Bronsstraat, doorgetrokken in het huizenblok met bevordering van de voetgangersverbindingen tussen het historisch centrum en de waterweg, een belangrijke potentiële verbinding met het kanaal die ook door het lopende wijkcontract "Biestebroek", geïdentificeerd werd;
- de sluiting van het huizenblok (kant 438 tot 460 van de Bergensesteenweg) door de constructie van een gebouw, waarvan het volume en de bestemmingen de voorschriften van het BBP naleven en waarvan de bebouwde voorzijde bijdraagt tot de structurering van de nieuwe openbare ruimte;

Dat de geplande onteigeningsmaatregel bijgevolg noodzakelijkerwijs betrekking moet hebben tot het geheel van de oppervlakte van de vier betrokken percelen;

Gelet op de wet van 27 mei 1870 houdende vereenvoudiging van de administratieve formaliteiten inzake onteigening ten algemenen nutte;

Gelet op de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemenen nutte;

Gelet op de ordonnantie van 22 februari 1990 betreffende de onteigeningen van openbaar nut doorgevoerd of toegestaan door de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve;

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (BWRO) van 9 april 2004, en in het bijzonder hoofdstuk VI van Titel II, getiteld "Onteigening en vergoeding";

Overwegende dat "alle aankopen van gebouwen noodzakelijk voor de verwezenlijking van de voorschriften van het bijzonder bestemmingsplan gerealiseerd kunnen worden via de onteigening omwille van openbaar nut" (B. LOUVEAUX, *Le droit de l'urbanisme en Belgique et dans ses trois régions, Bruxelles, Larcier, 2006, p. 1028*);

Dat "vanaf het tijdstip waarop de onteigening als doel heeft om de voorschriften van bijzondere bestemmingsplannen te verwezenlijken, het openbaar nut door de wetgever verondersteld wordt en niet het voorwerp van een bijzondere motivering moet uitmaken" (*ibidem*, p. 1029, n° 998);

Dat deze interpretatie in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest expliciet bevestigd wordt door de voorbereidende werkzaamheden van de gewezen ordonnantie houdende de organisatie van de planning en de stedenbouw van 29 augustus 199, sindsdien in het BWRO geïntegreerd;

Dat artikel 69 van het BWRO in elk geval het volgende bepaalt: "Elke verwerving van onroerende goederen, vereist voor de uitvoering van de bepalingen met bindende kracht en verordenende waarde van de in deze titel bepaalde plannen, kan door onteigening ten algemenen nutte tot stand worden gebracht";

Dat de onteigening van de percelen bedoeld in deze beslissing als enig doel heeft om de voorschriften van voornoemd ontwerp van het BBP "Biestebroek" te realiseren, zodat deze onteigening door een motief van openbaar nut gemotiveerd wordt;

Overwegende dat een onmiddellijke onteigening van de percelen bovendien noodzakelijk blijkt en als enige maatregel toelaat om een nadelige vertraging te vermijden bij de uitvoering van het BBP "Biestebroek", met het oog op de realisatie van hun rehabilitatie en om deze bouwrijp te maken

Overwegende dat dit plan, overeenkomstig artikel 72 van het BWRO, aan een openbaar onderzoek onderworpen moet worden;

Dat dit onteigeningsplan door de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet worden goedgekeurd;

Overwegende dat de perimeter van het plan rooilijnplannen omvat, opgelijst op de plannen van de juridische bestaande rechtssituatie van het ontwerpplan BBP (ref: BBP Biestebroek / bestaande rechtssituatie / Plan nr. 2a en 2b) :

- rooilijnplan nr. 64 02/08/1928
- rooilijnplan nr. 52 12/06/1935
- rooilijnplan nr. 48 06/11/1928
- rooilijnplan nr. 38 19/04/1913
- rooilijnplan nr. 12 26/05/1900
- rooilijnplan nr. 49 04/06/1932
- rooilijnplan nr. 50 04/05/1932;

Overwegende dat het ontwerpplan van het BBP de rooilijnen bepaalt, gedefinieerd door de grafische voorschriften (ref: BBP Biestebroek / ontwerpplan / Plan nr. 4A en 4b) en bevestigd door de letterlijke voorschriften “de buitenste perimeters van de bouwbare zones bepalen de rooilijnen”;

Overwegende dat het nodig is over te gaan tot de opheffing van de rooilijnen en van de bestaande rooilijnplannen die begrepen zijn in de perimeter van het ontwerpplan BBP “Biestebroek” en tot de goedkeuring van de rooilijnen bepaald door de grafische voorschriften van het ontwerpplan van het BBP “Biestebroek” (ref: BBP Biestebroek / ontwerpplan / Plan nr. 4A en 4b);

Krachtens de gemeentewet, moet de gemeenteraad zich over de vragen rond de wegnis uitspreken, na een openbaar onderzoek, om deze rooilijnen te verordenen;

Stellen wij u voor, dames en heren:

- de onderwerping aan een openbaar onderzoek van het ontwerpplan van het BBP “Biestebroek” en zijn milieueffectenrapport goed te keuren, overeenkomstig artikel 48 en volgende van het BWRO.
- over te gaan tot de onteigening voor openbaar nut en tot de onmiddellijke onteigening van de percelen gekadastraerd Afdeling 6, Sectie C, nr. 236N3, 222K3, 222W3 en 222X3, gelegen in het huizenblok Biestebroekstraat / Bergensesteenweg / Biestebroekkaai te 1070 Anderlecht.
- voor deze onteigening de procedure van hoogdringende omstandigheden voorzien door de wet van 26 juli 1962 toe te passen.
- het onteigeningsplan aan een openbaar onderzoek te onderwerpen, overeenkomstig artikel 72 van het BWRO.
- de rooilijnen , vastgelegd door de grafische voorschriften (ref: BBP Biestebroek / Ontwerpplan / Plan nr. 4a et 4b) en bevestigd door de letterlijke voorschriften van het ontwerpplan van het BBP “Biestebroek“, voor te leggen aan een openbaar onderzoek.
- het volledige dossier na openbaar onderzoek over te maken aan de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ter goedkeuring van het dossier.

Monsieur l'Échevin VAN GOIDSENHOVEN fait un bref résumé de ce qui a été dit en

commission récemment. Ce PPAS de 47 hectares s'inscrit dans la droite ligne du Plan Communal de Développement voté au Conseil communal. Il concerne l'intersection de la Gare du Midi, Cureghem et le centre de la commune. L'un des objectifs est de retisser des liens entre ces deux quartiers d'Anderlecht ; le Canal ne doit plus être une frontière mais bien un lieu de rencontre. Ce PPAS va également permettre de mettre en œuvre le plan régional "Canal" dans un quartier anderlechtois qui offre un fort potentiel. Le but est de mieux utiliser les réserves foncières le long du Canal et d'y créer des quartiers mixtes : accueillir des logements, des entreprises, des infrastructures sportives, culturelles, de formation, etc. qui servent à la collectivité. C'est dans ce contexte que les autorités régionales ont décidé d'affecter cette zone en "Zone d'Entreprise en Milieu Urbain" qui permet la mixité. La mission du Collège est de donner de l'avenir au Canal dans le contexte actuel de forte croissance démographique, tout en développant le domaine socio-économique du site. Ce n'est donc pas une initiative uniquement communale ; des partenaires privés ou publics (comme CityDev) sont propriétaires de certaines parcelles. Il y a une grande attente par rapport à cette zone "Canal" et une volonté conjointe de la Commune et de la Région de faire de Biestebroek un dossier prioritaire mais aussi un laboratoire urbain de ce qui devrait être un "morceau de ville du XXI^e siècle". Ce PPAS établit des règles urbanistiques mais il est assez souple dans sa mise en œuvre pour permettre le développement des projets dans des délais raisonnables. Le Collège désire rapidement concrétiser les projets privés et publics et ne pas considérer ce PPAS comme un simple geste urbanistique.

P. DEBRY trouve qu'il est dommage de faire perdre à la Région et à la Commune un pôle industriel potentiel. On s'apprête à transformer cette zone industrielle en zone essentiellement de logement. Avec l'augmentation des valeurs foncières, les entreprises qui vont s'y implanter seront principalement des bureaux. C'est pour cela qu'il s'oppose à la stratégie proposée. Le PPAS dont il est question est une mise en œuvre et une modulation des prescriptions urbanistiques prévues dans le PRAS. Lorsqu'il analyse le PPAS, P. DEBRY reconnaît qu'il y a des qualités au niveau des espaces proposés et de l'organisation de la mixité logements - entreprises, notamment à cause des nuisances sonores et de mobilité. P. DEBRY a cependant des doutes sur la faisabilité opérationnelle de cette mixité, il craint que cela soit difficile de la mettre en œuvre et de trouver des acteurs économiques prêts à mettre le prix du foncier qui a déjà augmenté. Au niveau des espaces publics, ce PPAS a également des qualités (création d'une zone verte, suppression de voiries, accessibilité des quais, ...). Face à ces qualités et ces risques, P. DEBRY s'abstient sur l'aspect urbanistique. Mais, la délibération proposée ce soir est double : il y a le PPAS et la procédure d'expropriation qui, selon lui, n'a pas de base légale. Cette expropriation se fera pour cause d'utilité publique dans le cadre du contrat de quartier, pour permettre la percée au niveau de la chaussée de Mons dans l'axe de la rue du Bronze vers le canal. Il s'étonne que cette expropriation soit incluse dans la présente délibération, cela aurait dû être un dossier séparé émanant des Propriétés communales. Cette expropriation n'a pas de base légale et n'est manifestement pas encore approuvée par le gouvernement régional ; on va seulement le mettre à l'enquête publique en septembre. Avant d'arriver au gouvernement, la route est donc encore longue si on tient compte des commissions d'avis et des séances du Conseil communal qu'il faudra encore

consulter. La législation permet à la Commune d'exproprier, si besoin, s'il n'y a pas d'accord à l'amiable sur base d'une autre réglementation qui, elle, est d'application immédiate (ordonnance sur la revitalisation urbaine) en son article 7§1. Plutôt que de rédiger trois pages de jurisprudence ne donnant pas d'argument ni de base légale, il aurait été plus adéquat de mentionner que grâce à l'article 7§1 la Commune a le droit d'exproprier.

R. AHROUCH votera contre ce projet d'expropriation. Le quartier de Biestebroek est déjà dans les esprits depuis cinq ans. On prévoit environs quatre milles logements d'ici dix ou quinze ans mais ce n'est même pas un bon endroit pour créer des logements : la concentration d'entreprises est dense, incluant plusieurs sites SEVESO sur les deux rives du canal. Il estime qu'il faut plus se tourner vers les entreprises de nouvelles technologies et les bureaux car ce n'est pas un bon endroit pour des logements. Par contre, ce quartier manque cruellement d'espaces verts. Si on désire construire des logements, il faut faire cela du côté des beaux quartiers du Vogelenzang, des étangs et de Neerpede auxquels on ne veut pas toucher. Mettre les futurs habitants dans des sites industriels entre le canal et l'autoroute n'est pas intelligent.

Monsieur l'Échevin VAN GOIDSENHOVEN ne désire pas redébattre ici comme cela a été fait en commission, sinon cette dernière n'a plus de sens. Effectivement, la zone à créer aura un impact sur le potentiel industriel et économique avec environ trois milles emplois prévus dans la zone. C'est évidemment de l'industrie en milieu urbain mais aujourd'hui le territoire de la commune n'est pas extensif, les dernières surfaces batissables deviennent rares si l'on veut préserver des zones naturelles locales. Cette mixité va devoir avoir un sens et c'est ce que cherche à faire le Collège. Le modèle d'après-guerre séparant l'habitant et l'activité économique n'est plus viable de nos jours. La vision du Collège a du sens dans son approche durable, quant à l'accessibilité des quais, elle sera partagée afin que la population puisse en bénéficier en dehors des heures d'activité économique. Ce projet majeur a nécessité un certain nombre d'arbitrages et va être mis à l'enquête publique du 30 août au 30 septembre prochain. L'approbation par la Région est attendue au début 2017. Relier la rive gauche au canal fait partie intégrante du projet car il faut relier les deux rives du canal, faire un "mur de logements" n'aurait pas de sens. Cette demande d'expropriation intimement liée au PPAS sera elle aussi mise à l'enquête publique puis tranchée par le Gouvernement régional au même moment que le PPAS. C'est alors qu'on aura une vision globale pour la zone dont les divers aspects sont liés les uns aux autres. Il y aura beaucoup à gagner que les deux rives du canal puissent enfin interagir. Un PPAS digne de ce nom n'aurait pu exister si une des deux rives était négligée, malgré leurs différences fondamentales. Le dialogue au sujet de ce PPAS s'est fait en présence des autorités communales, régionales, publiques et privées. Le Collège espère par ce PPAS pouvoir développer un quartier dont les qualités urbaines sont très importantes. Les charges d'urbanisme incluront la création de deux écoles et des espaces publics de qualité afin de présenter l'ensemble des composants utiles à une vie agréable.

P. DEBRY se dit déçu de l'aspect de l'expropriation prévue. Il ne veut pas faire de l'obstruction mais il valait mieux rédiger "approuver le plan d'expropriation" en lieu et place de "procéder à l'expropriation et de lui appliquer la notion d'extrême urgence". Cela signifie donc que dès que la tutelle aura approuvé la délibération, la Commune pourrait procéder à l'expropriation. Ce fait n'est pas possible car telle qu'elle est rédigée, la délibération va se faire casser. La base légale de l'expropriation ne doit pas être recherchée par un autre moyen, puisqu'elle existe déjà dans l'ordonnance en question. Ce que l'on fait ici va simplement causer une perte de temps de six mois alors que la base légale existe déjà et qu'il suffit juste de l'utiliser.

Monsieur l'Échevin VAN GOIDSENHOVEN dit que telle qu'elle est présentée, l'expropriation n'est pas illégale, même P. DEBRY, au début de son intervention, l'a mentionné. Maintenant, P. DEBRY prétend qu'elle est illégale.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

39 stemmers : 33 positieve stemmen, 6 negatieve stemmen.

Nee : Walter Vandenbossche, Philippe Debry, Redouane Ahrouch, Anne Mertens, François Rygaert, Anne Vanden Bosch.

23.06.2016/A/0006 **300 Cadre de vie - 311 Dév.de la ville – Dév. Urbain et mobilité**
CC. Règlement communal d'Urbanisme. Projet de RCU. Approbation provisoire.

LE COLLEGE AU CONSEIL

Mesdames, Messieurs,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (CoBAT) entré en vigueur le 5 juin 2004 et ses modifications ultérieures ;

Vu les articles 91, 92 et 93 du CoBAT, qui disposent que le Conseil communal peut édicter des règlements communaux d'urbanisme et qui précisent leurs modalités d'adoption ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2006 arrêtant les Titres Ier à VIII du Règlement Régional d'Urbanisme applicables à tout le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le Règlement Général sur les bâtisses de la Commune d'Anderlecht datant de 1932, dont la plupart des dispositions de ce règlement, qui sont encore d'application, sont devenues obsolètes ;

Considérant que depuis son approbation, tant le mode de construction, les technologies, les préoccupations environnementales, que la densification de l'habitat ont évolué ;

Considérant qu'il y a lieu de remplacer ce « Règlement Général sur les bâtisses » par le projet de « Règlement communal d'urbanisme », qui réglemente à la fois le développement urbain du XXIème siècle, mais également les projets de modernisation et transformation du bâti existant tenant compte de la préservation du patrimoine communal ;

Considérant que le projet de Règlement communal d'urbanisme vise essentiellement à :

- augmenter le confort des habitants ;
- adapter les normes relatives aux constructions et à leurs abords aux techniques et modes de constructions actuelles ;
- intégrer les nouvelles préoccupations environnementales ;
- respecter et conserver les caractéristiques du patrimoine bâti ;
- traiter de manière distinctes certaines spécificités communales telles les cités jardins ou zones d'entreprises ou grands immeubles isolés ;

Par conséquent, nous vous proposons, Mesdames, Messieurs,

- d'approuver provisoirement le projet de Règlement Communal d'Urbanisme, applicable à tout le territoire communal ;
- de le soumettre aux formalités administratives reprises par le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 38 votes positifs, 1 abstention.

Abstention : Redouane Ahrouch.

300 Leefkader - 311 Stadsontw. – Stadsontwikkeling en mobiliteit

GR. Gemeentelijke stedenbouwkundige verordening. GSV-Ontwerp. Voorlopige goedkeuring.

HET COLLEGE TOT DE RAAD

Dames en heren,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet, namelijk artikel 117 ;

Gelet op het Brussels Wetboek van de Ruimtelijke Ordening (BWRO), van kracht sinds 5 juni 2004 en zijn daaropvolgende wijzigingen ;

Gelet op artikels 91, 92 en 93 van het BWRO, die stellen dat de gemeenteraad de gemeentelijke stedenbouwkundige verordening mag afkondigen en hun

aanvaardingsmodaliteiten mag bepalen ;

Gelet op het regeringsbesluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 21 november 2006 tot vastlegging van titels I tot VIII van de gewestelijke stedenbouwkundige verordening die van toepassing is op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op het algemeen reglement van de gebouwen van de gemeente Anderlecht daterend van 1932, waarvan het grootste deel van de bepalingen van dit reglement, die nog steeds van toepassing zijn, verouderd geworden zijn;

Overwegende dat, sinds zijn goedkeuring, zowel de bouwmethodes, de technologieën, de milieu-overwegingen, als de verdichting van de habitat geëvolueerd zijn;

Overwegende het noodzakelijk is de vervanging te voorzien van dit « Algemeen Reglement van de gebouwen » door het ontwerp van de « Gemeentelijke stedenbouwkundige verordening », die zowel de stedelijke ontwikkeling van de XXIste eeuw, als de projecten van modernisering en transformatie van bestaande gebouwen regelt, rekening houdend met het behoud van het gemeentelijk patrimonium ;

Overwegende dat het ontwerp van de gemeentelijke stedenbouwkundige verordening hoofdzakelijk gericht is op :

- de verhoging van het comfort van de bewoners ;
- de aanpassing van de normen met betrekking op de constructies en hun toegangswegen aan de actuele technieken en bouwtechnieken ;
- de integratie van nieuwe milieu-overwegingen ;
- het respect en het behoud van de kenmerken van het gebouwde erfgoed ;
- het behandelen op afzonderlijke wijze van sommige bijzonderheden zoals de gemeenschappelijke tuinen, bedrijfszones of grote geïsoleerde gebouwen;

Bijgevolg stellen wij u voor, dames en heren,

- het voorstel van de gemeentelijke stedenbouwkundige verordening, van kracht in de volledige gemeente, voorlopig goed te keuren ;
- het te onderwerpen aan de administratieve formaliteiten voorzien door het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening.

R. AHROUCH s'abstient sur ce point car il estime qu'un règlement de la Région est déjà bien précis à ce sujet. Amener encore quelque chose de provisoire qui se transformera ensuite en définitif ne tient pas la route. Refixer encore, au niveau communal, des exigences urbanistiques n'a, selon lui, pour objectif que de lever de futures taxes et amendes pour sanctionner au lieu de générer un urbanisme de fond.

P. DEBRY dit qu'il était nécessaire d'actualiser le règlement sur les bâtisses de 1932 qui est totalement désuet. Ce processus de nettoyage a commencé il y a un bon nombre d'années. Sur le contenu, des aspects sont intéressants et positifs (plantations, citernes, etc), d'autres sont trop contraignants. Le texte proposé comporte beaucoup de répétitions avec le RRU, ce qui va entraîner la lecture combinée du RRU et du RCU par les demandeurs de permis. Il souligne qu'il y a aussi des différences avec le RRU, parfois, est-il bien utile que la Commune se différencie du RRU pour de petits détails (parfois des différences de quelques centimètres) ? Il y a aussi tout une série d'ajouts qui peuvent avoir un certain intérêt, même si parfois on se demande comment on va vérifier les choses et gérer toutes les infractions urbanistiques. P. DEBRY a donc une vue d'ensemble mitigée. Il propose ensuite de modifier l'article 4 traitant des cités jardins, des parements et des couleurs de toitures existant. Si une maison a été modifiée récemment, il faudrait utiliser le terme "d'origine" et non "existant".

Monsieur l'Échevin VAN GOIDSENHOVEN annonce qu'il y aura une enquête publique à ce sujet. Si P. DEBRY a des remarques à ce sujet il peut les transmettre à Monsieur l'Échevin VAN GOIDSENHOVEN.

P. DEBRY s'interroge sur l'utilité de ce règlement. Le 17 décembre 2015, le Ministre-Président bruxellois annonçait la nouvelle réforme du COBAT proposant de "supprimer le RCU tout en permettant aux Communes de garder leurs pouvoirs d'élaborer des règlements d'urbanisme spécifiques ou zonés". Il se demande quel sera l'avenir de ce règlement communal. Ne va-t-on pas devoir, le jour où le RCU sera approuvé, effacer tout ce qui n'est pas zoné pour se focaliser sur le Règlement d'urbanisme zoné qui garde tout son intérêt dans ce cas.

Monsieur l'Échevin VAN GOIDSENHOVEN répond que cet outil objective le travail de la Commune et de la Concertation. C'est un outil auquel on peut se référer lorsqu'il y a un projet de réaménagement dans la commune. Le Collège vise à étendre un cadre pour tous les actes et travaux. Il est toujours possible de déroger mais via des mesures de publicité et de concertation. Le Collège suit clairement la hiérarchie et les normes en précisant des choses qui existent déjà dans le RRU et ce qui est en vigueur dans d'autres communes. Il reste réaliste sans être trop strict. Les objectifs sont l'amélioration du confort des habitants, le respect et la volonté de conserver les caractéristiques du patrimoine bâti et l'amélioration du cadre de vie dans l'ensemble des quartiers anderlechtois. La réforme du COBAT n'a pas échappé à Monsieur l'Échevin VAN GOIDSENHOVEN mais il fallait d'abord terminer des travaux et des engagements pris au début de la législature. Ce point figurait parmi les objectifs du Collège. La réforme du COBAT n'est pas encore approuvée à ce stade pour diverses raisons. Au pire, si les RCU étaient évincés des moyens mis en œuvre, le Collège pourrait faire de ce règlement une bonne base pour créer des règlements de quartier. La délibération de ce soir est aussi une manière de dire qu'Anderlecht a une certaine forme d'attention et de sensibilité par rapport à un certain nombre de questions. La vision du bon aménagement doit être affirmée. Au sein de la Conférence des Bourgmestres, un cahier des charges a été établi par les différentes communes. Le fait

de vouloir maintenir des RCU était fortement préférable. Monsieur l'Échevin VAN GOIDSENHOVEN espère que ce RCU sera soutenu car il constitue un signal quant à la volonté du Collège de remédier à un grand manque d'attention à l'égard de la qualité du bâti et du respect de certaines normes qui s'étaient fortement dégradées au fil du temps dans de nombreux quartiers. Il est important que le Collège puisse progresser symboliquement mais aussi dans les actes. Le Collège fait en sorte de se montrer pro-actif par différents contrôles urbanistiques pour remédier à une situation qui est souvent décriée.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
39 stemmers : 38 positieve stemmen, 1 onthouding.
Onthouding : Redouane Ahrouch.

23.06.2016/A/0007 **130 GRH - 130 GRH**

CC. Octroi pour 2016, d'une allocation de fin d'année aux différentes catégories du personnel communal.

LE COLLEGE AU CONSEIL.

Mesdames, Messieurs,

Les années précédentes, le Conseil communal a décidé d'accorder systématiquement une allocation de fin d'année aux membres du personnel.

Cette allocation, qui est liquidée dans le courant du mois de décembre de l'année considérée, comprend une somme forfaitaire majorée d'une partie variable.

Le Conseil communal a décidé, en séance du 23 juin 1988, d'augmenter la partie forfaitaire octroyée l'année précédente chaque fois d'un pourcentage en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation. Sont pris en considération les indices qui sont en vigueur en octobre de l'année précédente et en octobre de l'année de paiement. Le pourcentage cité ci-dessus est établi jusqu'à la quatrième décimale inclusivement (A.R. du 3 décembre 1987).

Pour l'année 2015, la somme forfaitaire s'élevait à 333,6523 EUR augmentée de 30,0690 EUR et la partie variable à 2,5% de la rétribution annuelle brute due pour le mois d'octobre.

La totalité de l'allocation de fin d'année peut être accordée à l'agent qui est titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes et qui a bénéficié de l'intégralité de sa rémunération pendant toute la durée de la période de référence.

Lorsque l'agent n'a pas bénéficié de la totalité de ladite rémunération, comme titulaire

d'une fonction comportant des prestations complètes ou des prestations incomplètes, le montant de l'allocation doit être réduit au prorata de la rémunération qu'il a effectivement perçue.

Dans le cas où l'intéressé n'aurait pas bénéficié de sa rétribution pour octobre 2016, la rétribution annuelle brute à prendre en considération pour fixer la partie variable de l'allocation est celle qui aurait servi de base pour calculer la rétribution d'octobre 2016 si celle-ci avait été due.

Il faut entendre :

1°) par "rétribution", tout traitement, salaire ou indemnité tenant lieu de traitement ou de salaire, compte non tenu des augmentations ou des diminutions résultant des fluctuations de l'indice des prix à la consommation;

2°) par "rétribution brute", la rétribution affectée des augmentations ou des diminutions résultant des fluctuations de l'indice des prix à la consommation;

3°) par "période de référence", la période qui s'étend du 1^{er} janvier au 30 septembre 2016;

4°) par "prestations complètes", les prestations dont l'horaire est tel qu'elles absorbent totalement une activité professionnelle normale.

L'allocation de fin d'année n'intervenant pas pour le calcul des pensions, aucune retenue pour la pension ne sera effectuée sur son montant. En conséquence, il n'y aura pas lieu d'opérer de retenue pour l'assurance soins de santé, sauf en ce qui concerne l'augmentation de la partie forfaitaire hors index (circulaire n° 486 du 7 décembre 1999 du Ministre de l'intérieur) qui doit être soumise à une cotisation personnelle de sécurité sociale de 3,55 % et patronale de 3,86 %. Par contre, pour les bénéficiaires soumis au régime général de la sécurité sociale, l'allocation de fin d'année sera sujette aux retenues prévues en application de ce régime.

Nous avons donc l'honneur, Mesdames, Messieurs, de vous proposer d'octroyer pour 2016, l'allocation de fin d'année aux différentes catégories du personnel communal et aux membres du personnel enseignant dont le traitement reste à charge de l'administration communale, dans les conditions fixées ci-dessus.

La dépense entraînée par l'octroi de ladite allocation de fin d'année est prévue au budget ordinaire de l'exercice 2016.

Les dispositions de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités sont d'application et un protocole d'accord a été signé lors du Comité de Négociation.

En application de l'article 26bis de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres Publics d'Action Sociale, les modifications susvisées seront soumises au Comité de concertation Commune - C.P.A.S.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle compétentes.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
39 votants : 39 votes positifs.

130 HRM - 130 HRM

GR. Toekenning, voor 2016, van een eindejaarstoelage aan de verschillende categorieën van het gemeentepersoneel.

HET COLLEGE TOT DE RAAD.

Dames en heren,

De vorige jaren heeft de gemeenteraad besloten aan de personeelsleden van het personeel systematisch een eindejaarstoelage toe te kennen.

Deze toelage, die in de loop van de maand december van dit jaar uitgekeerd zal worden, bestaat uit een forfaitair bedrag, vermeerderd met een veranderend gedeelte.

De gemeenteraad heeft in vergadering van 23 juni 1988 besloten het forfaitair bedrag, dat vorig jaar werd toegekend, telkens te vermeerderen met een percentage afhankelijk van de evolutie van de index van de consumptieprijzen. De indexen, die in voege waren tijdens de maand oktober van vorig jaar en tijdens maand oktober van het jaar waarin de toelage wordt uitbetaald, worden in aanmerking genomen. Het hierboven vermelde percentage wordt berekend tot het vierde cijfer na de komma inbegrepen (K.B. van 3 december 1987).

Voor het jaar 2015 bedroeg het forfaitair gedeelte 333,6523 EUR verhoogd met 30,0690 EUR . Het veranderlijk deel bedroeg 2,5 % van het uitbetaalde bruto jaarlijks bedrag voor de maand oktober.

De totaliteit van de eindejaarstoelage mag worden toegekend aan het personeelslid dat titularis is van een ambt met volledige prestaties en dat zijn volledige bezoldiging tijdens de volledige duur van de verwijzingsperiode genoten heeft.

Wanneer het personeelslid de totaliteit van voornoemde bezoldiging als titularis van een ambt met volledige of met onvolledige prestaties niet genoten heeft, wordt het bedrag van de toelage verminderd a rato van de bezoldiging die hij werkelijk ontvangen heeft.

Indien de belanghebbende zijn bezoldiging voor oktober 2016 niet genoten heeft, is de jaarlijkse brutobezoldiging die in aanmerking moet worden genomen om het veranderlijk gedeelte van de toelage vast te stellen, diegene die als basis zou gediend hebben om de bezoldiging van de maand oktober 2016 te berekenen, indien deze verschuldigd was geweest.

Er dient te worden verstaan :

1°) onder "beloning", iedere wedde, ieder loon of elke vergoeding die als wedde of loon geldt, zonder rekening te houden met de vermeerderingen of verminderingen ingevolge de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijsen;

2°) onder "brutobezoldiging", de bezoldiging met de vermeerderingen of de verminderingen ingevolge de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijsen;

3°) onder "verwijzingsperiode", de periode van 1 januari tot 30 september 2016;

4°) onder "volledige prestaties", de prestaties waarvan de uurregeling een normale beroepsactiviteit in beslag neemt.

Daar de eindejaarstoelage niet in aanmerking komt voor de berekening van de pensioenen, dient op het bedrag geen enkele inhouding voor het pensioen te worden uitgevoerd.

Bijgevolg dient er geen enkele inhouding te worden verricht voor de geneeskundige verzorgingsverzekering behalve wat betreft de verhoging van het forfaitair gedeelte zonder index (omzendbrief nr 486 van 7 december 1999 van de minister van Binnenlandse Zaken) dat wel onderhevig is aan een persoonlijke bijdrage van de sociale zekerheid van 3,55 % en aan een patronale bijdrage van 3,86 %. Voor de rechthebbenden die onderworpen zijn aan het stelsel van de algemene maatschappelijke zekerheid, is de eindejaarstoelage onderhevig aan de inhoudingen die bij toepassing van dit regime worden voorzien.

Wij hebben dus de eer, dames en heren, u voor te stellen de toekenning van de eindejaarstoelage voor 2016 aan de verschillende categorieën van het gemeentepersoneel en aan de leden van het onderwijspersoneel waarvan de wedde ten laste is van het gemeentebestuur onder de hierboven vermelde voorwaarden goed te keuren.

De uitgave die voortvloeit uit de toekenning van deze eindejaarstoelage is voorzien op de gewone begroting voor het dienstjaar 2016.

De beschikkingen van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel werden toegepast en een akkoordprotocol werd getekend tijdens het onderhandelingscomité.

Bij toepassing van artikel 26bis van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn, zullen voornoemde wijzigingen aan het overlegcomité gemeente - O.C.M.W. voorgelegd worden.

Onderhavige beraadslaging zal aan de bevoegde toeziende overheid voorgelegd worden.

R. AHROUCH demande si cette allocation concerne aussi les Conseillers communaux ? Le jeton de présence des conseillers communaux ne pourrait-il pas aussi bénéficier de cette allocation ou, au moins, d'une augmentation ?

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

23.06.2016/A/0008 **130 GRH - 130 GRH**

CC. Rapport annuel sur la gestion des ressources humaines 2015 – art 70 ter NLC

LE COLLEGE AU CONSEIL

Vu l'art. 70 ter Par 1 de la NLC qui charge le directeur des ressources humaines, sous l'autorité hiérarchique directe du secrétaire communal, de la mise en œuvre de la politique du personnel, notamment de la rédaction d'un rapport annuel à l'intention du conseil communal sur la gestion des ressources humaines dans la commune;

Nous vous présentons, Mesdames et Messieurs, le rapport annuel sur la gestion des ressources humaines 2015 dans la commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
39 votants : 39 votes positifs.

130 HRM - 130 HRM

GR. Jaarverslag betreffende het human resources management 2015 – Art 70 ter NGW

HET COLLEGE AAN DE RAAD,

Gezien het art 70ter Par. 1. die de directeur human resources belast, onder het rechtstreekse hiërarchische gezag van de gemeentesecretaris, met het uitvoeren van het gemeentelijk personeelsbeleid met name het opstellen van een jaarverslag ten behoeve van de gemeenteraad betreffende het human resources management in de gemeente ;

Stellen wij u, dames en heren, het jaarverslag 2015 betreffende het personeelsmanagement in de gemeente voor.

Monsieur l'Échevin CUMPS explique qu'il s'agit d'une nouvelle disposition de la Loi communale qui est introduite par l'ordonnance de 2009. Comme aujourd'hui, il existe un gestionnaire des ressources humaines, il présente son rapport directement aux Conseillers communaux qui peuvent lui poser des questions quant au travail de son service.

A. VANDEN BOSCH tient à féliciter le responsable du service RH pour la qualité du document présenté aux Conseillers communaux. Toutefois, il n'y a rien d'extraordinaire si l'on tient compte du fait que ce rapport est tout à fait normal dans une logique de bon fonctionnement d'une administration communale qui se respecte.

W. VANDENBOSSCHE gaat akkoord met A. VANDEN BOSCH maar hij hoopt alleen dat dit document ambitieus is. Het document trekt een aantal krachtlijnen naar de toekomst toe. Hij hoopt dat hiervoor ook mensen en middelen worden vrijgemaakt om dit project te kunnen realiseren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

23.06.2016/A/0009 **100 Secrétariat général - B150 Informatique**
CC. Marchés publics – Information au conseil communal des délibérations prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins en vertu des articles 234§3, 234bis et 236§2 de la NLC.

LE COLLEGE AU CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment les articles 234§3, 234bis et 236§2;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins décidant de passer des marchés par procédure négociée selon la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de

services;

EST INFORME DES DECISIONS QUANT AUX MARCHES SUIVANTS:

Acquisition de matériel informatique destiné à l'enseignement néerlandophone, en vertu de la Convention (Centrale d'achats) entre notre administration et le Centre Informatique pour la Région bruxelloise (CIRB). Dossier N° 2016/377. Décision motivée d'acquisition du matériel. Imputation de 24 791,28 EUR (hors TVA) sur l'article 700/742/53/B du budget extraordinaire de l'exercice 2016, financé par emprunt dont la recette sera comptabilisée à l'article 700/961/51: Econocom: 20 617,80 EUR (HVTVA), Systemat : 1 300,92 EUR (HTVA), Mimeos: 2 872,56 EUR (HTVA).

Le Conseil est informé.

39 votants : 39 votes positifs.

100 Algemeen Secretariaat - B150 Informatica

GR. Overheidsopdrachten – In kennis stelling van de gemeenteraad van de beraadslagingen genomen door het college van burgemeester en schepenen krachtens de artikels 234§3, 234bis en 236§2 van de NGW.

HET COLLEGE TOT DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet, in het bijzonder de artikels 234§3 , 234bis en 236§2;

Gelet op de beslissingen van het college van burgemeester en schepenen waarbij opdrachten gegund worden volgens de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

WORDT IN KENNIS GESTELD VAN DE BESLISSINGEN VOOR DE VOLGENDE OPDRACHTEN:

Aankoop van informaticamaterieel voor het Nederlandstalig onderwijs ingevolge de overeenkomst (Aankoopcentrale) tussen ons bestuur en het Centrum voor Informatica voor het Brussels Gewest (CIBG. Dossier nr. 2016/377. Gemotiveerde beslissing van aanduiding van de opdracht. Aanrekening van 24 791,28 EUR exclusief BTW op artikel 700/742/53/B van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2016, gefinancierd door een lening waarvan de ontvangst geboekt zal worden op artikel 700/961/51: Econocom: 20 617,80 EUR (BTW excl.), Systemat :1 300,92 EUR (BTW excl.), Mimeos: 2 872,56 EUR (BTW excl.).

De Raad wordt geïnformeerd.

23.06.2016/A/0010 **100 Secrétariat général - B170 Economat – Centrale d'achat**
CC. Acquisition de 4 photocopieurs digitaux – avec contrat d’entretien omnium (1
destiné au service des Sanctions administratives communales et 3 destinés au
service Prévention/Contrats de sécurité) et d'une imprimante couleur destinée à la
Bibliothèque du régime linguistique néerlandophone - année 2016 – Procédure
négociée sans règles de publicité, après consultation de 6 firmes – Estimation :
19.008,26 EUR, hors TVA.

LE COLLEGE AU CONSEIL,

La présente délibération qui vous est soumise concerne l’acquisition de 4 photocopieurs digitaux – avec contrat d’entretien omnium (1 destiné au service des Sanctions administratives communales et 3 destinés au service Prévention/Contrats de sécurité) et d'une imprimante couleur destinée à la Bibliothèque du régime linguistique néerlandophone.

Le crédit nécessaire est prévu :

- pour les services des Sanctions administratives communales et la Bibliothèque du régime linguistique néerlandophone :

-

pour l’acquisition du copieur noir et blanc (1 copieur 45 copies/minute) et de l'imprimante couleur : article 100/742/52 : « Administration générale : achat de matériel de reprographie » du budget extraordinaire de l’exercice 2016 ;

-

pour le contrat d’entretien omnium de ce copieur : article 104/123/12B : « Economat : location et entretien de photocopieurs » du budget ordinaire de l’exercice 2016 ;

- pour le service de Prévention/Contrats de sécurité :

-

pour l’acquisition de 3 copieurs noir et blanc (copieurs de 25 copies/minute) : article 300/742/52A : « Contrats de Sécurité : achat de matériel de reprographie » du budget extraordinaire de l’exercice 2016 ;

-

pour le contrat d'entretien omnium du copieur : article 300/124/48A : « Contrats de Sécurité : frais de fonctionnement technique » du budget ordinaire de l'exercice 2016 ;

Le cahier spécial des charges relatif à l'acquisition des photocopieurs digitaux – avec contrat d'entretien omnium – ainsi que de l'imprimante couleur - année 2016, tel qu'il figure au dossier, prévoit un marché par procédure négociée sans règles de publicité, et après consultation de 6 firmes, conformément à l'article 26, par. 1-1°-a, de la loi du 15 juin 2006, modifiée par la loi du 15 mai 2014, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Par conséquent, Mesdames, Messieurs, nous vous proposons d'approuver :

1. le principe de l'acquisition ;
2. le cahier spécial des charges relatif à l'objet susmentionné ;
3. le mode de passation du marché, soit la procédure négociée sans règles de publicité, et après consultation de 6 firmes ;
4. la dépense totale de l'acquisition de +/- 23.000 ,00 EUR, TVA incluse (19.008,26€ HTVA), qui sera imputée et financée de la manière suivante sur les articles ci-après du budget extraordinaire de l'exercice 2016 :

-100/742/52 : « Administration générale : achat de matériel de reprographie » pour un montant de 15.000,00 EUR, TVA incluse, et financée par fonds propres (pour 1 imprimante couleur et un copieur 45 copies/minute),

- 300/742/52A : « Contrats de Sécurité : achat de matériel de reprographie » pour un montant de 8.000,00 EUR, TVA incluse, et financée par subsides dont la recette sera comptabilisée sur l'article 300/665/52A dudit budget (pour 3 copieurs 25 copies/minute),

4. la dépense pour les contrats d'entretien omnium des copieurs, dont le montant sera défini suivant le coût/copie et le nombre de copies réalisées annuellement, sera imputé sur les articles ci-après du budget ordinaire de l'exercice 2016 :

•

104/123/12B : « Economat : location de photocopieurs » (pour 1 copieur 45 copies/minute)

-

300/124/48A : « Contrats de Sécurité : frais de fonctionnement technique » (pour 3 copieurs 25 copies/minute).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

100 Algemeen Secretariaat - B170 Economaat – Aankoopcentrale

GR. Aankoop van 4 digitale fotokopieermachines – met omnium

onderhoudscontract (1 voor de dienst Gemeentelijke Administratieve Sancties en 3 voor de dienst Preventie/Veilighedscontracten) en van een kwalitatieve

kleurenprinter bestemd voor de bibliotheek van de Nederlandstalige rol – jaar 2016

– Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, na raadpleging van 6 firma's – Schatting : +/- 19.008,26 EUR, zonder BTW.

HET COLLEGE TOT DE RAAD,

Onderhavige beraadslaging, die u voorgesteld wordt, betreft de aankoop van 4 digitale fotokopieermachines – met omnium onderhoudscontract (1 voor de dienst Gemeentelijke Administratieve Sancties en 3 voor de dienst Preventie/Veilighedscontracten) en van een kwalitatieve kleurenprinter bestemd voor de bibliotheek van de Nederlandstalige rol.

Het nodige krediet is voorzien :

– voor de diensten Gemeentelijke Administratieve Sancties en de bibliotheek van de Nederlandstalige rol :

-

voor de aankoop van een zwart-wit fotokopieermachine (1fotokopieermachine 45 kopieën/minuut) en 1 kwalitatieve kleurenprinter :

artikel 100/742/52 : « Algemene administratie : aankoop van reproductiematerieel » van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2016 ;

-

voor het omnium onderhoudscontract van de fotokopieermachine: artikel 104/123/12B : “Economaat : huur en onderhoud van fotokopieermachines” van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016;

– voor de dienst Preventie/Veiligheidscontracten:

•

voor de aankoop van 3 zwart-wit fotokopieermachines (25 kopieën/minuut) : artikel 300/742/52A : « Veiligheidscontracten : aankoop van reproductiematerieel » van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2016 ;

•

voor het omnium onderhoudscontract van de fotokopieermachines : artikel 300/124/48A : “Veiligheidscontracten : technische werkingskosten ” van de gewone begroting voor het dienstjaar 2016;

Het bijzonder lastenboek betreffende de aankoop van de digitale fotokopieermachines – met omnium onderhoudscontract- zoals de kleurenprinter – jaar 2016, zoals het in het dossier voorkomt, voorziet in een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking en na raadpleging van 6 firma's, overeenkomstig artikel 26, par.1-1°-a, van de wet van 15 juni 2006, gewijzigd door de wet van 15 mei 2014, betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten van werken, leveringen en diensten.

Bijgevolg stellen wij u voor, dames en heren, het volgende goed te keuren :

1. het aankoopprincipe ;
2. het bijzonder bestek betreffende voorafgaande voorwerp ;
3. de gunningswijze van de opdracht, zijnde een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, na raadpleging van 6 firma's ;
4. de totale uitgave voor de aankoop van +/- 23.000,00 EUR, BTW inbegrepen (19.008,26 EUR BTW excl.), die geboekt en gefinancierd zal worden op volgende manier op de hieronder vermelde artikels van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2016 :

– 100/742/52 : “Algemene administratie : aankoop van reproductiematerieel ” voor een bedrag van 15.000,00 EUR, BTW inbegrepen, en gefinancierd door eigen fondsen (voor 1 kwalitatieve kleurenprinter en 1 fotokopieermachine 45 kopieën/minuut),

– 300/742/52A : « Veiligheidscontracten : aankoop van reproductiematerieel » voor een bedrag van 8.000, 00 EUR, en gefinancierd door subsidies waarvan de ontvangst zal geboekt worden op artikel 300/665/52A van desbetreffende begroting voor 3 fotokopieermachines van 25 kopieën/minuut);

4. de uitgave voor de omnium onderhoudscontracten van de fotokopieermachines, waarvan het bedrag bepaald zal worden volgens de kost/kopie en het jaarlijkse aantal gerealiseerde kopieën, die geboekt zal worden op de hieronder vermelde artikels van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2015 :

– 104/123/12B : “Economaat : huur en onderhoud van fotokopieermachines” (voor 1 fotokopieermachine 45 kopieën/minuut),

-
-

300/124/48A “Veiligheidscontracten : technische werkingskosten” (voor 3 fotokopieermachines 25 kopieën/minuut).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

23.06.2016/A/0011 **200 Finances - 210 Caisse Communale**

CC. Situation de la caisse du Receveur communal du 4^{ème} trimestre 2015.

COMMUNE D'ANDERLECHT

SERVICE DU RECEVEUR

RAPPORT AU COLLEGE

SITUATION DE CAISSE DU 4^{ème} TRIMESTRE 2015

J'ai l'honneur de vous communiquer la situation de caisse du 4^{ème} trimestre 2015

Le solde global positif des comptes financiers est de 19.473.091,02 EUR (comprenant un CTF de 37.998.312,40 EUR) au 31 décembre 2015.

Conclusion :

Le Collège est invité à soumettre la situation de caisse du 4^{ème} trimestre 2015 au Conseil communal.

Le Receveur communal,

M. de RU

COMMUNE D'ANDERLECHT

SITUATION DE CAISSE DU 4^{ème} TRIMESTRE 2015

Le Collège a l'honneur de soumettre au Conseil communal la situation de caisse du 4^{ème} trimestre 2015.

Le solde global positif des comptes financiers est de 19.473.091,02 EUR (comportant un CTF de 37.998.312,40 EUR) au 31 décembre 2015.

SITUATION DE CAISSE A LA DATE DU 31 décembre 2015

CERTIFICATION DU RECEVEUR COMMUNAL (art. 39 §6 du RGCC)

Le soussigné, Receveur communal, certifie que tous les montants portés en comptes sont appuyés par des pièces comptables justificatives et que les soldes des comptes particuliers financiers et de la classe 5 sont égaux aux soldes des derniers extraits des comptes financiers dont la commune est titulaire ou de ses avoirs en espèces.

Le Receveur communal,

M. de RU

Le Conseil approuve le projet de délibération.
39 votants : 39 votes positifs.

200 Financiën - 210 Gemeentekas
GR. Kastoestand van het 4e kwartaal 2015.

GEMEENTE ANDERLECHT

DIENST VAN DE ONTVANGER

VERSLAG AAN HET COLLEGE

KASTOESTAND VAN HET 4^e KWARTAAL 2015

Ik heb de eer de kastoestand van het 4^e kwartaal 2015 aan het college voor te leggen.

Het positief globaal saldo van de financiële rekeningen bedraagt 19.473.091,02 EUR
(met een KVT van 37.998.312,40 EUR) op 31 december 2015.

Conclusie :

Het college wordt uitgenodigd om de kastoestand van het 4^e kwartaal 2015 aan de gemeenteraad voor te leggen.

De gemeenteontvanger,

M. de RU

GEMEENTE ANDERLECHT

KASTOESTAND VAN HET 4^e KWARTAAL 2015

Het college heeft de eer de kastoestand van het 4^e kwartaal 2015 aan de gemeenteraad voor te leggen.

Het positief globaal saldo van de financiële rekeningen bedraagt 19.473.091,02 EUR (met een KVT van 37.998.312,40 EUR) op 31 december 2015.

KASTOESTAND OP DATUM VAN 31 december 2015

ECHTVERKLARING DOOR DE GEMEENTEONTVANGER (art.39, §6, van het ARGC)

De ondergetekende, gemeenteontvanger, bevestigt dat alle bedragen, opgenomen in de rekeningen, door boekhoudkundige bewijsstukken gestaafd zijn en dat de saldi van de financiële individuele rekeningen van de klasse 5 gelijk zijn aan de saldi voorkomend op de overeenstemmende laatste rekeninguittreksels van alle rekeningen waarvan de gemeente titularis is of aan het bedrag van zijn geldspeciën in kas.

Echt en waar verklaard te Anderlecht 26/05/2016.

De gemeenteontvanger,

M. de RU

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

23.06.2016/A/0012 **200 Finances - 230 Financement**

CC. Approbation de la suspension temporaire de l'application du règlement-taxé sur l'hébergement touristique.

Le Collège au Conseil

Mesdames, Messieurs,

Vu la décision du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 23 mai 2016;

Vu l'Ordonnance du 19 juillet 2007 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant qu'un dossier de candidature relatif à l'exécution de l'Ordonnance précitée sera introduit par l'Administration communale auprès du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale afin d'obtenir une compensation financière pour le manque à gagner engendré par la suspension temporaire de l'application du règlement-taxé sur l'hébergement touristique;

Décide:

d'approuver la suspension temporaire de l'application du règlement-taxé sur l'hébergement touristique pour une période fixée par le gouvernement précité de mai à octobre 2016 (inclus).

Le Conseil approuve le projet de délibération.
39 votants : 39 votes positifs.

200 Financiën - 230 Financiering

GR. Goedkeuring van de voorlopige schorsing van de toepassing van het belastingreglement op de toeristische logies.

Het college tot de raad

Dames en heren,

Gelet op de beslissing van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 23 mei 2016;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2007 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat een dossier van kandidaatstelling door het gemeentebestuur ingediend zal worden bij de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitvoering van de voornoemde ordonnantie teneinde een financiële vergoeding te bekomen voor de inkomstenderving veroorzaakt door de voorlopige schorsing van de toepassing van het belastingreglement op de toeristische logies;

Beslist:

De voorlopige schorsing van de toepassing van het belastingreglement op de toeristische logies voor een door de voornoemde regering vastgestelde periode van mei tot en met oktober 2016 goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

**CC. Enseignement secondaire, de promotion sociale, artistique à horaire réduit.
Régime linguistique français. Déclaration de vacance d'emploi au 15 avril 2016
pour la nomination à titre définitif dans les fonctions de recrutement.**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le décret du 6 juin 1994 tel que modifié, fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné;

Vu le décret du 10 mars 2006 relatif aux statuts des maîtres de religion et professeurs de religion dans l'enseignement officiel subventionné ;

Considérant que plusieurs emplois ne sont pas pourvus de titulaires définitifs;

DECIDE

en application des dispositions des décrets précités, de déclarer vacants au 15 avril 2016 les emplois suivants pour l'enseignement secondaire, l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement artistique de la commune :

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE:

1) DEGRE INFERIEUR

Professeurs de cours généraux et cours techniques:

CG Français	0 H
CG Histoire	18 H
CG Mathématiques	1H

CG Sciences	42 H
CG Sciences économiques	5 H
CG Géographie	9 H
CG Néerlandais	11H
CG Anglais	26H
Morale	1 H
CT Secrétariat bureautique	32H
CT Informatique	7 H
CT Education technologique	3 H
CT Habillement	1H
CT Cours Commerciaux	3H
CT Arts Appliqués	11H
CT Economie sociale et familiale	2H

Professeurs de cours spéciaux:

CS Education physique (garçons)	14H
CS Education physique (filles)	4H
CS Education par la technologie	6H
CS Education musicale	13H

Professeurs de cours techniques et de pratique professionnelle:

CTPP Economie sociale et familiale	4H
CTPP arts appliqués	2H
CTPP Habillement	6H

Professeurs de pratique professionnelle:

PP arts appliqués	7H
-------------------	----

Professeurs de religions:

Religion islamique	28H
Religion orthodoxe	4H
Religion catholique	16H
Religion Protestante	6 H

2) DEGRE SUPERIEUR

Professeurs de cours généraux:

CG Néerlandais	21H
CG Français	28H
CG Anglais	25H
CG Sciences	48H
CG Mathématiques	4H
CG Géographie	21H
CG Sciences-économique	2H
CG Espagnol	4 H
CG Histoire	6H

Cours de Langues anciennes:

Latin	5 H
-------	-----

Professeurs de cours spéciaux:

CS Education physique (filles)	15H
CS Education physique (garçons)	6 H

Professeur de religion:

Religion orthodoxe	0H
Religion catholique	10H
Religion islamique	18H

Professeurs de cours techniques:

Infirmiers	3H
Cours éducatifs	1H
Commerciaux	0H
Travail-bureautique	3H
Manique	0H
	2H
Pédagogie	2h
Ent	0H

Professeurs de cours techniques de pratique professionnelle:

CTPP Économie Sociale et Familiales	1H
CTPP Habillement	2H

Professeurs de cours de pratique professionnelle:

PP Soins Infirmiers	12H
---------------------	-----

Emplois de surveillant-éducateur	1 emploi
----------------------------------	----------

ENSEIGNEMENT DE PROMOTION SOCIALE

au degré inférieur:

Emplois de surveillant-éducateur	1 poste 1/2
----------------------------------	-------------

ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE A HORAIRE REDUIT

ACADEMIE DE MUSIQUE:

Art dramatique	2 périodes
Clarinete/Saxophone	5 périodes
Danse jazz	6 périodes
Danse classique	15 périodes
Ensemble instrumental	4 périodes
Expression Corporelle	4 périodes
Violon/Alto	18 périodes
Flûte à Bec	5 périodes
Formation musicale	19 périodes
Guitare	6 périodes
Piano	2 périodes
Percussion	16 périodes

ECOLE DES ARTS:

Peinture	15 périodes
Pluridisciplinaire	33 périodes
Dessin	12 périodes

Ils pourront être conférés à titre définitif à tout membre du personnel enseignant temporaire qui se trouve dans les conditions énoncées dans les susdits arrêtés pour autant qu'il se soit porté candidat par lettre recommandée avant le 31 mai 2016 et à condition que ces emplois soient toujours vacants au 1er octobre 2016.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
39 votants : 39 votes positifs.

500 Gemeenschapsmaterie (Fr) - 510 Onderwijs (Fr)

GR. Secundair onderwijs, onderwijs voor sociale promotie, kunstonderwijs met verminderd lessenrooster. Frans taalstelsel. Vacantverklaring op 15 april 2016 voor de benoeming in vast verband in de wervingsambten.

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op het decreet van 6 juni 1994 zoals gewijzigd houdende vaststelling van het statuut van de leden van het officieel gesubsidieerd onderwijs;

Gelet op het decreet van 10 maart 2006 die betrekking heeft op verordeningen van de godsdienstmeesters en de godsdienstleraren in het officieel gesubsidieerd onderwijs;

Overwegende dat talrijke ambten niet voorzien zijn van vastbenoemde titularissen;

BESLIST,

bij toepassing van de schikkingen van de voornoemde besluiten, de volgende betrekkingen in het secundair onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en artistiek onderwijs van de gemeente op 15 april 2016

vacant te verklaren :

SECUNDAIR ONDERWIJS

1) LAGERE CYCLUS

Leraars algemene vakken en technische vakken :

AV Frans	0 lesuur
AV Geschiedenis	18 uren

AV Wiskunde	1 lesuur
AV Wetenschappen	42 uren
TV Economische wetenschappen	5 uren
AV Aardrijkskunde	9 uren
AV Nederlands	11 uren
AV Engels	26 uren
Moraal	1 lesuur
TV Secretariaat-kantoor	32 uren
TV Informatica	7 uren
TV Technologische opvoeding	3 uren
TV Kleding	1 uren
TV commercieel cursussen	3 uren
TV Kunstnijverheid	11 uren
TV Sociale en familiale economie	2 uren

Leraars bijzondere vakken:

BV Lichamelijke opvoeding (M)	14 uren
BV Lichamelijke opvoeding (J) uren	4 uren
TV Technologische opvoeding	6 uren
TV musikale opvoeding	13 uren

Leraars technische vakken van beroepspraktijk:

TVBP Sociale en familiale economie	4 uren
TV Kunstnijverheid	2 uren
TVBP Kleding	6 uren

Leraars van beroepspraktijk:

BP kunstnijverheid	7 uren
--------------------	--------

Leraars Godsdienst:

Islamitische godsdienst	28 uren
Orthodoxe godsdienst	4 uren
Katholieke godsdienst	16 uren
Protestante godsdienst	6 uren

2) HOGERE CYCLUS

Leraars algemene vakken:

AV Nederlands	21 uren
AV Frans	28 uren
AV Engels	25 uren
AV Wetenschappen	48 uren
AV Wiskunde	4 uren
AV Geschiedenis	21 uren
AV Economische wetenschappen	2 uren
AV Spaans	4 uren
AV Geschiedenis	6 uren

Oude talen:

Latijn	5 uren
--------	--------

Leraars bijzondere vakken:

BV Lichamelijke opvoeding (M)	15 uren

BV Lichamelijke opvoeding (J)	6 uren
-------------------------------	--------

Leraars Godsdienst:

Orthodoxe godsdienst	0 uren
Katholieke godsdienst	10 uren
Islamitische godsdienst	18 uren

Leraars technische vakken:

TV Verpleegzorg	3 uren
TV Technische opvoeding	1 uren
TV Handels cursussen	0 uren
TV Secretariaat-kantoor	3 uren
CT Informatica	0 uren
TV recht	2 uren
TV pedagogie	2 uren
TV Kleding	0 uren

Leraars technische vakken van beroepspraktijk:

TVBP Sociale en familiale economie	1 uren
TVBP Kleding	2 uren

Leraars beroep praktijk:

TVBP Verpleegzorg	12 uren
Ambt van studiemeester-opvoeder	1 ambt

ONDERWIJS VOOR SOCIALE PROMOTIE

Leraars algemene vakken:

Ambt van studiemeester-opvoeder	1 ambt 1/2
---------------------------------	------------

SECUNDAIR KUNSTONDERWIJS MET VERMINDERD LESSENROOSTER

ACADEMIE DE MUSIQUE

Dramatische kunst
Klarinet / Saxofoon
Jazzdans
klassieke dans
Instrumentaal geheel
Fysiek uitdrukking
Viool/Alto
blokfluit
Muzikale vorming
Gitaar
Piano
Percussie

ECOLE DES ARTS

Verven
Pluridisiplinair
Tekening

Deze zullen toegekend worden in vast verband aan alle leden van het tijdelijk onderwijzend personeel die zich in de voorwaarden bevinden vermeld in

bovenvermeld besluit voor zover dat zij zich per aangetekend schrijven ten laatste op 31 mei 2016 kandidaat hebben gesteld en op voorwaarde dat deze ambten nog steeds vacant zijn op 1 oktober 2016.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

23.06.2016/A/0014 **500 Matières communautaires (Fr) - 510 Enseignement (Fr)**
CC. Octroi d'un subside de 21.000,00 EUR à l'ASBL Euclides. Exercice 2016.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et notamment l'article 9 de ladite loi;

Vu la demande de l'ASBL Euclides en vue de l'obtention d'un subside pour son projet Ecoles @ctives;

Vu la dimension pédagogique dont bénéficient les élèves à travers ce projet,

D E C I D E:

1. d'accorder à L'ASBL Euclides un subside de 21.000,00 EUR

2. d'imputer la dépense à l'article 722/332-02/-B du budget ordinaire de

l'exercice 2016, sous réserve d'approbation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

500 Gemeenschapsmaterie (Fr) - 510 Onderwijs (Fr)

GR. Toekenning van een subsidie van 21.000,00 EUR aan de VZW Euclides.

Dienstjaar 2016.

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de wet van 14 november 1983, betreffende de controle op de toekenning en de aanwending van sommige toelagen en in het bijzonder artikel 9 van desbetreffende wet,

Gelet op de aanvraag van de VZW Euclides om subsidies te krijgen voor haar project Ecoles @ctives;

Gelet op de pedagogische dimensie waarvan de leerlingen door dit project genieten,

B E S L I S T :

1. aan de VZW Euclides een subsidie van 21.000,00 EUR toe te kennen

2. de uitgave te boeken op artikel 722/332-02/-B van de gewone begroting van het dienstjaar 2016, onder voorbehoud van goedkeuring.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

23.06.2016/A/0015 **500 Matières communautaires (Fr) - 530 Culture (Fr)**

CC. Bibliothèque de l'Espace Maurice Carême. Acquisition d'une plastifieuse professionnelle pour l'équipement des livres. Procédure négociée sans règles de publicité sur base d'une facture acceptée. Désignation de la firme GMP pour un montant de 1.124,82 EUR (TVAC). Application de l'article 234 al. 3 de la Nouvelle Loi communale. Information du Collège du 3/05/2016.

Le collège AU CONSEIL

Mesdames, Messieurs,

La décision du Collège susmentionnée vous est communiquée pour information.

Le Conseil est informé.
39 votants : 39 votes positifs.

500 Gemeenschapsmaterie (Fr) - 530 Cultuur (Fr)

GR. "Bibliothèque de l'Espace Maurice Carême". Aankoop van een professionele laminator voor het beschermen van boeken. Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met aanvaarde factuur. Aanwijzing van de firma GMP voor een bedrag van 1.124,82 EUR (incl. btw). Toepassing van artikel 234 al. 3 van de Nieuwe Gemeentewet. Kennisgeving van de collegebeslissing van 3/05/2016.

HET COLLEGE TOT DE RAAD

Dames en heren,

De voormelde collegebeslissing wordt u ter kennisgeving meegedeeld.

De Raad wordt geïnformeerd.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

23.06.2016/A/0016 **300 Cadre de vie - 321 Espaces publics – Travaux public**

CC. Information au Conseil communal des délibérations prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins en vertu des articles 234§3, 234bis et 236§2 de la Nouvelle Loi communale.

LE COLLEGE AU CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment les articles 234§3, 234bis et 236§2 ;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Échevins décidant de passer des marchés par procédure négociée selon la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services,

EST INFORME DES DECISIONS QUANT AUX MARCHES SUIVANTS :

- MAINTENANCE EXTRAORDINAIRE DES SURFACES DE RECEPTION DES AIRES DE JEUX EN REVETEMENT SYNTHETIQUE, SABLE, GRAVIERS ROULES ET COPEAUX DE BOIS - Cahier des charges 16-029 EVGR - Marché par procédure négociée sans publicité - Estimation : 28.099,17 EUR HTVA – Imputation sur l'article 766/745-51 du budget extraordinaire 2016, financé par un emprunt dont les recettes seront imputées sur l'article 766/961-51 dudit budget. - Application de l'article 234 al. 3 de la Nouvelle Loi communale - Information de la décision du Collège du 10 mai 2016
- Exécution de travaux. - Cahier des charges 16-030 EVGR – Marché par procédure négociée sans publicité – Estimation : 84.297,52 EUR HTVA – Imputation sur l'article 766/725-60 du budget extraordinaire 2016, financé par un emprunt dont les recettes seront imputées sur l'article 766/961-51 dudit budget. Application de l'article 234 al. 3 de la Nouvelle Loi communale – Information de la décision du Collège du 3 mai 2016.
- Cimetière communal du « Vogelenzang » : Fourniture et pose de caveaux. Cahier des charges 16-036 TPOW – Marché par procédure négociée sans publicité – Estimation : 75.131,48 EUR HTVA – Imputation sur l'article 878/722-60 du budget extraordinaire 2016, financé par un emprunt dont les recettes seront imputées à l'article 878/961-51 dudit budget. Application de l'article 234 al. 3 de la Nouvelle Loi communale – Information de la décision du Collège du 24 mai 2016
- Fourniture de panneaux d'interdiction de stationner temporaire – Marché par procédure négociée par facture acceptée – TRAFIROAD – Montant de la dépense : 7.480,00 EUR HTVA – Imputation sur l'article 425/741-52 du budget extraordinaire 2016, financé par fonds propres. Application de l'article 234 al. 3 de la Nouvelle Loi communale – Information de la décision du Collège du 24 mai 2016

Le Conseil est informé.

39 votants : 39 votes positifs.

300 Leefkader - 321 Openbare ruimten – Openbare werken

GR. In kennis stelling van de gemeenteraad van de beraadslagingen genomen door het college van burgemeester en schepenen krachtens de artikels 234§3, 234bis en 236§2 van de Nieuwe Gemeentewet.

HET COLLEGE TOT DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder de artikels 234§3, 234bis en 236§2;

Gelet op de beslissingen van het college van burgemeester en schepenen waarbij opdrachten gegund worden volgens de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

WORDT IN KENNIS GESTELD OVER DE BESLISSINGEN VOOR DE VOLGENDE OPDRACHTEN:

- **BUITENGEWOON ONDERHOUD VAN DE OPVANGZONES VAN DE SPEELTERREINEN UIT SYNTHETISCHE BEKLEDING, ZAND, GEROLDE KEIEN EN HOUTSNIPPERS** - Bestek 16-029 EVGR - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Raming : 28.099,17 EUR BTW niet inbegrepen - Boeking op artikel 766/745-51 van de buitengewone dienst 2016, gefinancierd door een lening waarvan de ontvangsten geboekt zullen worden op artikel 766/961-51 van gezegde begroting. - Toepassing van artikel 234 al. 3 van de Nieuwe Gemeentewet.- Informatie van de collegebeslissing van 10 mei 2016.
- **Uitvoeren van werken** - Bestek 16-030 EVGR - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Raming : 84.297,52 EUR BTW niet inbegrepen - Boeking op artikel 766/725-60 van de buitengewone dienst 2016, gefinancierd door een lening waarvan de ontvangsten geboekt zullen worden op artikel 766/961-51 van deze begroting - Toepassing van artikel 234 al. 3 van de Nieuwe Gemeentewet - Informatie van de collegebeslissing van 3 mei 2016.
- **Gemeentelijke begraafplaats “Vogelenzang”** : Leveren en plaatsen van grafkelders. Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Raming : 75.131,48 EUR ZBTW – Boeking op artikel 878/722-60 van de buitengewone dienst 2016, gefinancierd door een lening waarvan de inkomsten geboekt worden op artikel 878/961-51 van deze begroting. Toepassing van artikel 234 al. 3 van de Nieuwe Gemeentewet - Informatie van de collegebeslissing van 24 mei 2016.

- Leveren van signalisatiepanelen tijdelijk parkeerverbod – Onderhandelingsprocedure met aangenomen factuur – Uitgave : 7.480,00 EUR ZBTW – Boeking op artikel 425/741-52 van de buitengewone begroting 2016, gefinancierd door middel van eigen vermogen. Toepassing van artikel 234 al. 3 van de Nieuwe Gemeentewet - Informatie van de collegebeslissing van 24 mei 2016.

P. DEBRY dit que le cahier des charges du premier point de la liste pose problème au niveau de sa rédaction, plus précisément au niveau du métré. Ce dernier prévoit une quantité présumée sur base de laquelle les offres son comparées. Le problème ici est que le métré est partout de 1 ! Donc, la comparaison des prix va être très difficile car on part sur une base absurde puisqu'on va comparer des articles qui n'ont pas le même prix. Bref, la base de comparaison des offres est absurde.

Monsieur l'Échevin AKOUZ répond que cette base de comparaison est la même que celle utilisée l'an passé.

P. DEBRY ajoute qu'il faut connaître approximativement la superficie à réaliser pour pondérer les prix sur lesquels on va comparer les offres.

Monsieur le Bourgmestre-Président confirme qu'il s'agit du même cahier des charges que l'année précédente et que cela n'a pas posé de problème. Si une chose n'allait pas la Tutelle relèvera bien l'élément.

De Raad wordt geïnformeerd.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

23.06.2016/A/0017 **700 Prévention et cohésion sociale - 740 Prévention**
CC. Convention 2016 entre la commune d'Anderlecht et le centre TRANSIT asbl.

LE COLLEGE AU CONSEIL,

Vu l'Arrêté royal du 7 novembre 2013 relatif au Plan stratégique de Sécurité et de Prévention 2014-2017 (publié au Moniteur le 29/11/2013) et l'Arrêté ministériel du 24 décembre 2013 relatif à l'introduction des Plans stratégiques de Sécurité et de Prévention 2014-2017;

Vu le collège conseil du 24 avril 2014 approuvant le Plan Stratégique de Sécurité de Prévention 2014-2017 ;

Ledit contrat stipule en son Titre II «Appel à projets et priorités», chapitre 1er «Modalités d'introduction & contenu», art. 7 que "les plans doivent avoir pour objectif

de prévenir, détecter et limiter un ou plusieurs phénomènes" dont les nuisances publiques liées à l'usage de drogue;

Considérant que l'ASBL Transit a pour mission :

- d'être un centre de crise d'urgence pour les usagers de drogues interpellés par les services de police ou provenant des dispositifs communaux et du réseau socio-médical;
- d'être un centre d'hébergement de courte durée, à bas seuil d'accès, ouvert 24heures sur 24 et fonctionnant 7 jours sur 7;
- d'être un centre d'accueil et d'orientation;
- de proposer une aide sociale, psychologique et administrative;
- d'accompagner les usagers de drogue(s) dans les démarches nécessaires à l'amélioration de leurs conditions socio-économiques et leur intégration sociale.

Selon la circulaire du 18/03/97 émise par le Ministère de l'Intérieur et relative à la gestion financière du contrat de sécurité (cas des crédits transférés à une ASBL), il convient d'établir une convention entre l'administration communale et TRANSIT.

Considérant que le subside alloué par le Ministère de l'Intérieur s'élève à 760.277,91 EUR en 2016;

Par conséquent, nous vous proposons, Mesdames, Messieurs,

- 1.D'approuver la convention de partenariat avec l'ASBL Transit;
- 2.D'allouer la somme de 19.265,10 EUR à l'ASBL Transit;
- 3.D'imputer les dépenses qui en découlent à l'article 300/332-02/-A du budget ordinaire de l'exercice 2016.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
39 votants : 39 votes positifs.

700 Preventie en sociale cohesie - 740 Preventie

GR. Overeenkomst 2016 tussen de gemeente Anderlecht en het centrum TRANSIT vzw.

HET COLLEGE TOT DE RAAD

Gelet op het koninklijk besluit van 7 november 2013 betreffende het strategisch veiligheids- en preventieplan 2014-2017 (gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad op 29/11/2013) en het ministerieel besluit van 24 december 2014 betreffende de invoering van de strategische veiligheids- en preventieplannen 2014-2017;

Gelet op de beraadslaging van 24 april 2014 dat het strategisch veiligheids- en preventieplan 2014-2017 goedkeurt;

Dit contract vermeldt in Titel II "Projectoproep en prioriteiten", HOOFDSTUK I.

"Indieningsmodaliteiten & Inhoud", Art.7: "moeten deze plannen één of meerdere fenomenen, aan het licht brengen en verminderen" waaronder de openbare overlast te wijten aan het druggebruik;

Overwegende dat de vzw Transit de volgende opdracht vervult :

- functioneren als opvang- en crisiscentrum voor druggebruikers, aangehouden door politiediensten of doorgestuurd door gemeentelijke diensten of het sociaal-medisch netwerk;
- een laagdrempelig crisisopvangcentrum zijn met verblijf van korte duur, toegankelijk 7 dagen per week en 24 uur op 24;
- een onthaal- en oriëntatiecentrum zijn;
- sociale, psychologische en administratieve hulp aanbieden;
- druggebruikers begeleiden bij het regulariseren van hun socio-economische situatie en hun sociale integratie.

Volgens de omzendbrief van 18/03/1997 uitgebracht door het ministerie van Binnenlandse Zaken en met betrekking tot het financiële beheer van het veiligheidscontract (geval van kredieten overgedragen aan een vzw), past het een overeenkomst tussen ons gemeentebestuur en Transit op te stellen;

Overwegende dat de subsidie van het ministerie van Binnenlandse Zaken in 2016 760.277,91 EUR bedraagt;

Bijgevolg stellen wij u voor, dames en heren:

- 1.De samenwerkingsovereenkomst met Transit vzw goed te keuren;
- 2.Het bedrag van 19.265,10 EUR toe te kennen aan Transit vzw;
- 3.De uitgaven die eruit voortvloeien te boeken op artikel 300/332-02/-A van de gewone begroting van dienstjaar 2016.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

23.06.2016/A/0018 **300 Cadre de vie - 311 Dév.de la ville – Dév. Urbain et mobilité**
CC. "Journée sans voiture" du 18 septembre 2016 - Règlement d'administration
intérieure- Cohérence dans la délivrance des autorisations - Ratification.

LE COLLEGE AU CONSEIL

Mesdames et Messieurs,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment son article 117 ;

Vu l'accord conclu le 20 avril 2016 entre les bourgmestres des dix-neuf communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le 18 septembre 2016 aura lieu la « journée sans voiture »;

Que le conseil communal décide de s'associer également à cet événement ;

Qu'à cette occasion, seules les personnes et les véhicules autorisés pourront circuler sur tout le territoire des dix-neuf communes ;

Qu'il convient dès lors d'assurer la cohérence dans la délivrance des autorisations ;

Qu'à cet égard, une multiplication des démarches pour la personne désirant obtenir une autorisation risque de la dissuader de se conformer au règlement et, partant, de l'inciter à frauder ;

Par conséquent, nous vous proposons, Mesdames, Messieurs, d'approuver le règlement d'administration intérieure qui figure ci-dessous.

Article unique. L'accord conclu 20 avril 2016 entre le bourgmestre de la commune de Anderlecht et les bourgmestres des dix-huit autres communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale est approuvé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

300 Leefkader - 311 Stadsontw. – Stadsontwikkeling en mobiliteit

GR. "Autoloze zondag" van 18 september 2016 - Reglement van inwendig bestuur - Coherentie bij de uitreiking van doorgangsbewijzen - Bekrachtiging.

HET COLLEGE TOT DE RAAD

Dames en heren,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name het artikel 117;

Gelet op het akkoord gesloten op 20 april 2016 tussen de burgemeesters van de negentien gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad;

Overwegende dat op 18 september 2016 de dag « zonder auto mobiel in de stad »

plaatsvindt;

Dat de gemeenteraad beslist om zich bij dit evenement aan te sluiten;

Dat bij deze gelegenheid enkel de personen en de voertuigen die een toelating hebben verkregen, zich mogen verplaatsen over het hele grondgebied van de negentien gemeenten;

Dat dienovereenkomstig coherentie dient verzekerd bij de uitreiking van doorgangsbewijzen;

Dat een uitbreiding van het aantal stappen die men dient te ondernemen om een doorgangsbewijs te verkrijgen, een ontradend effect kan hebben om het reglement na te leven en om fraude te vermijden;

Bijgevolg, stellen wij u voor, dames en heren, het reglement van inwendig bestuur hieronder goed te keuren.

Enig artikel. Het akkoord dat op 20 april 2016 gesloten werd tussen de burgemeester van de gemeente Anderlecht en de burgemeesters van de achttien andere gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad is goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

23.06.2016/A/0019 **300 Cadre de vie - 311 Dév.de la ville – Dév. Urbain et mobilité**
CC. Convention relative à la délégation à l'Agence régionale du stationnement des missions d'exploitation et d'entretien des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie. Approbation.

LE COLLEGE AU CONSEIL

Mesdames et Messieurs,

Vu l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan Régional de Politique de Stationnement ;

Vu l'accord de principe entre l'Agence et l'asbl Cyclo portant sur le projet FEDER signé en date du 24 septembre 2014 ;

Vu l'obtention le 3 juin 2015 du subsidie FEDER par l'asbl Cyclo en vue de développer un système informatisé de gestion et d'entretien du stationnement vélo sécurise en voirie et hors voirie ;

Vu la signature d'une convention entre l'Agence et l'asbl Cyclo en vue de mettre à

disposition les équipements de stationnement vélos de longue durée en voirie et hors voirie et de définir les missions d'exploitation et de gestion desdits équipements ;

Vu la convention en annexe ;

Considérant que l'Agence est partenaire du projet développé par l'asbl Cyclo, au même titre que les communes d'Anderlecht, de Jette, de Molenbeek-Saint-Jean, de Saint-Gilles, de Schaerbeek et de Watermael-Boitsfort ainsi que Bruxelles Mobilité; que le projet bénéficie d'un subside FEDER visant à développer un système de gestion informatisé des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie ;

Considérant qu'il convient de mettre en place une gestion centralisée et homogène des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie au niveau de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la Nouvelle loi communale et plus particulièrement l'article 117 ;

En conséquence nous vous proposons, Mesdames, Messieurs, d'approuver la convention relative à la délégation à l'Agence régionale du stationnement des missions d'exploitation et d'entretien des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

300 Leefkader - 311 Stadsontw. – Stadsontwikkeling en mobiliteit

GR. Overeenkomst betreffende de delegatie aan het Gewestelijk Parkeeragentschap van de uitbating en het onderhoud van fietsparkeerinrichtingen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg. Goedkeuring.

HET COLLEGE TOT DE RAAD

Dames en heren,

Gelet op de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap ;

Gelet op het besluit van 18 juli 2013 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan ;

Gelet op het principieel akkoord tussen het Agentschap en de vzw Cyclo met betrekking tot het FEDER-project, ondertekend op datum van 24 september 2014 ;

Gelet op het verkrijgen, op 3 juni 2015, van de FEDER-subsidie door de vzw Cyclo met het oog op het ontwikkelen van een gedigitaliseerd beheerssysteem voor het beheer en onderhoud van de beveiligde fietsparkeervoorzieningen op en buiten de openbare weg ;

Gelet op de ondertekening van een overeenkomst tussen het Agentschap en de vzw Cyclo met het oog op de terbeschikkingstelling van fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg en het vastleggen van de taken inzake exploitatie en beheer van voornoemde voorzieningen ;

Gelet op de overeenkomst in bijlage ;

Overwegende dat het Agentschap een partner is van het project dat werd ontwikkeld door de vzw Cyclo, net als de gemeenten Anderlecht, Jette, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Gillis, Schaarbeek en Watermaal-Bosvoorde en Brussel Mobiliteit; dat het project een FEDER-subsidie geniet met het oog op het ontwikkelen van een gedigitaliseerd systeem voor het beheer van de fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten

de openbare weg ;

Overwegende dat het past een gecentraliseerd en homogeen beheer van de fietsparkeerinrichtingen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg op het niveau van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in te stellen;

Gelet op de Nieuwe gemeentewet en meer bepaald artikel 117 ;

Bijgevolg stellen wij u voor, dames en heren, de overeenkomst betreffende de delegatie aan het Gewestelijk Parkeeragentschap van de uitbating en het onderhoud van fietsparkeerinrichtingen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg, goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

23.06.2016/A/0020 **300 Cadre de vie - 311 Dév.de la ville – Dév. Urbain et mobilité**
CC. Règlement relatif au stationnement sur la voie publique. Modification.
Approbation.

LE COLLEGE AU CONSEIL

Mesdames, Messieurs,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu la Loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière;

Vu l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (le Code de la route);

Vu le règlement complémentaire de police en ses dispositions relatives à la circulation routière;

Vu l'Arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées;

Vu l'Arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement;

Vu l'Ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence de stationnement de la Région de Bruxelles Capitale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation ;

Considérant qu'une adaptation de notre règlement aux divers changements législatifs et techniques, intervenus dernièrement, s'avère nécessaire;

Dès lors, nous vous proposons, Mesdames, Messieurs, d'approuver le règlement relatif au stationnement sur la voie publique, annexé au présent document.

Ce règlement remplacera le règlement relatif au stationnement sur la voie publique approuvé par le Conseil communal en date du 28 janvier 2016.

Conformément à la loi, la présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle compétentes.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

300 Leefkader - 311 Stadsontw. – Stadsontwikkeling en mobiliteit
GR. Reglement betreffende het parkeren op de openbare weg. Wijziging.
Goedkeuring.

HET COLLEGE TOT DE RAAD

Dames en heren,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de het koninklijk besluit van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer ;

Gelet op de het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (de Wegcode) ;

Gelet op het bijkomend reglement betreffende de politie in haar bevoegdheden betreffende het wegverkeer ;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 mei 1999 betreffende de parkeerkaart voor mensen met een handicap;

Gelet op het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart ;

Gelet op de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 houdende het reglementair luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten;

Overwegende dat een aanpassing van ons reglement aan de verschillende wetgevende en technische veranderingen die onlangs werden doorgevoerd noodzakelijk blijkt ;

Daarom stellen wij u voor, dames en heren, het reglement betreffende het parkeren op de openbare weg, als bijlage van dit document, goed te keuren.

Dit reglement vervangt het reglement met betrekking tot het parkeren op de openbare weg, goedgekeurd door de gemeenteraad op datum van 28 januari 2016.

Overeenkomstig de wet, zal voornoemd besluit aan de bevoegde toeziende overheden voorgelegd worden.

P. DEBRY demande ce qu'il en est de la modification plus substantielle qui devrait avoir lieu sur la répartition des secteurs, la distribution des cartes de riverains et tout ce qui se trouve aujourd'hui dans le règlement anderlechtois et qui est contradictoire avec l'arrêté régional en matière de stationnement. Où en sont les discussions et les négociations avec la Région ?

Madame l'Echevine CARLIER répond que les débats sont en cours. En août 2015, un attaché du Cabinet du Ministre Smet est venu à Anderlecht et a annoncé que l'ordonnance régionale allait encore être modifiée et qu'il fallait encore attendre. Anderlecht n'est pas la seule commune dans le cas d'un règlement communal légèrement différent du règlement régional. Le Collège prend son temps pour bien rédiger le règlement communal.

F. RYGAERT précise qu'aux pages 3 et 4 du règlement, il y a une erreur de mise en page, les premières lettres des phrases sont absentes.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

23.06.2016/A/0021 **300 Cadre de vie - 323 Espaces publics – Transport propreté**
CC. Convention relative au balayage et au nettoyage par l'Agence Bruxelles-Propreté de la voirie régionale, relative à la prise en charge par l'Agence Bruxelles-Propreté, aux frais des pouvoirs publics concernés, du nettoyage de la voie publique et de ses abords, réalisée dans le cadre de la mise en oeuvre de la 6ème réforme de l'Etat – Volet « Propreté publique » relative à la subvention régionale en matière de propreté publique.- Approbation.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la convention relative au balayage et au nettoyage par l'Agence Bruxelles-Propreté de la voirie régionale, relative à la prise en charge par l'Agence Bruxelles-Propreté, aux frais des pouvoirs publics concernés, du nettoyage de la voie publique et de ses abords, réalisée dans le cadre de la mise en oeuvre de la 6ème réforme de l'Etat – Volet « Propreté publique » relative à la subvention régionale en matière de propreté publique, en annexe ;

Vu les annexes jointes à la présente convention,

DECIDE :

d'approuver la convention relative au balayage et au nettoyage par l'Agence Bruxelles-Propreté de la voirie régionale et ses annexes.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

300 Leefkader - 323 Openbare ruimten – Vervoer Reiniging

GR. Overeenkomst betreffende het vegen en reinigen door het Agentschap Net-Brussel van de gewestwegen, betreffende de overname van het Agentschap Net-Brussel, op kosten van de betrokken openbare overheden, van de reiniging van de openbare wegen en de omgeving ervan gerealiseerd in het kader van de uitvoering van de 6de Staatshervorming – Luik « Openbare netheid », betreffende de gewestsubsidie inzake openbare netheid.- Goedkeuring.

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de overeenkomst betreffende het vegen en reinigen door het Agentschap Net-Brussel van de gewestwegen, betreffende de overname van het Agentschap Net-Brussel, op kosten van de betrokken openbare overheden, van de reiniging van de openbare wegen en de omgeving ervan gerealiseerd in het kader van de uitvoering van de 6de Staatshervorming – Luik « Openbare netheid », betreffende de gewestsubsidie inzake openbare netheid ;

Gelet op de bijlagen bij de overeenkomst gevoegd ;

BESLIST :

de overeenkomst betreffende het vegen en reinigen door het Agentschap Net-Brussel van de gewestwegen en de bijlagen goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

CC. Centre d'écoles de l'enseignement communal fondamental du régime linguistique néerlandais.- Année scolaire 2016/2017. Calendrier des vacances et congés.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'arrêté de l'Exécutif flamand du 17 avril 1991 organisant l'année scolaire dans l'enseignement fondamental et secondaire, dans l'enseignement à temps partiel et dans l'enseignement de promotion sociale, organisés, agréés ou subventionnés par la Communauté flamande ;

Vu le décret du 2 avril 2004 relatif à la participation à l'école et au « Vlaamse Onderwijsraad »

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités,

DECIDE,

d'approuver le calendrier ci-joint, relatif aux vacances et congés pour l'année scolaire 2016/2017, du centre d'écoles de l'enseignement communal fondamental du régime linguistique néerlandais.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
39 votants : 39 votes positifs.

600 Gemeenschapsmaterie (NL) - 610 Onderwijs (NL)

GR. Scholengemeenschap van het gemeentelijk basisonderwijs van het Nederlands taalstelsel. Schooljaar 2016/2017. Vakantieregeling.

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op het besluit van de Vlaamse Executieve van 17 april 1991 tot organisatie van het schooljaar in het basis- en secundair onderwijs, in het deeltijds onderwijs en in het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd, erkend of gesubsidieerd door de Vlaamse Gemeenschap;

Gelet op het decreet van 2 april 2004 betreffende participatie op school en de Vlaamse Onderwijsraad;

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel,

BESLIST,

de hierbij gevoegde vakantieregeling van het schooljaar 2016/2017 van de scholengemeenschap van het gemeentelijk basisonderwijs van het Nederlands taalstelsel, goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

23.06.2016/A/0023 **400 Affaires économiques et sociales - 410 Service social**
CC. Affaires sociales - Santé.- Projet d'adhésion à la Charte « Ville Amie
Démence » pour une période d'un an.

LE COLLEGE AU CONSEIL.

Mesdames, Messieurs,

Considérant que dans le cadre du projet Aladan, Alzheimer Admis à Anderlecht, qui fêtera bientôt ses 3 années d'expérience, la création d'un poste d'agent proxidem, est opportune;

Attendu que ce poste est défini dans la charte en annexe, dont le but est de permettre à tous les patients Alzheimer et à leurs aidants proches d'avoir une qualité de vie meilleure malgré la maladie;

Considérant que l'optique de l'agent concerné est d'aider gratuitement la population anderlechtoise qui le désire en l'écoutant, en l'informant et en l'orientant vers des structures et activités existantes sur la commune ayant attrait à la démence;

Considérant que, pour faciliter le partage de l'information, l'agent concerné crée et développe un réseau de services par le biais d'une base de données utile pour la vie quotidienne de la personne malade et de ses proches;

Considérant qu'il est aussi un soutien pour les aidants-proches et qu'il offre la possibilité de renforcer la solidarité familiale et permet le partage d'expériences tout en incluant le proche-malade au centre des actions;

Considérant qu'il s'agit d'une initiative francophone;

Attendu qu'afin de maintenir le caractère bi-communautaire de notre service, nous avons contacté Broes, centre d'expertise pour la démence de la communauté flamande à Bruxelles qui accepte de collaborer avec notre initiative et de la soutenir;

Attendu que rien ne s'oppose dès lors à adhérer pour une durée expérimentale d'un an à la Charte « Ville Amie Démence » citée en objet et qu'il n'y a pas d'implication budgétaire;

Considérant finalement que le service dispose d'un numéro vert pouvant être mis à disposition de cette initiative, à savoir le 080098530;

Nous vous proposons, dès lors, Mesdames et Messieurs :

1. d'adhérer pour une durée expérimentale d'un an à la Charte « Ville Amie Démence », telle qu'elle figure au dossier, afin de mesurer l'impact qu'elle représente en termes de travail;

2. de mettre le 0800 98 530 comme ligne téléphonique à disposition de l'agent Proxidem;

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle compétentes.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

400 Economische en sociale zaken - 410 Sociale zaken

GR. Sociale zaken – Gezondheid.- Ontwerp van toetreding tot het handvest «Ville Amie Démence» gedurende een jaar.

HET COLLEGE TOT DE RAAD.

Dames en heren,

Overwegende dat het project Aladan, "Alzheimer Aanvaard Anderlecht", binnenkort zijn driejarig bestaan zal vieren, zou het aangewezen zijn om een functie als gemachtigd ambtenaar te creëren;

Vermits deze functie, waarvan u de omschrijving als bijlage vindt, als doel heeft om de levenskwaliteit van alzheimerpati nten en hun begeleidende familieleden te verzekeren;

Overwegende dat de betrokken ambtenaar als hoofddoel heeft om de Anderlechtse bevolking gratis te helpen, en dit door hem/haar te aanhoren, te informeren en te oriënteren naar organisaties en bestaande activiteiten die zich op het grondgebied van onze gemeente op dementie toespitsen;

Overwegende dat de betrokken beambte een netwerk van diensten zou creëren om de verspreiding van informatie te vereenvoudigen door een nuttige gegevensbank te ontwikkelen met betrekking tot het dagelijkse leven van de zieke personen en hun naasten;

Overwegende dat dit instrument een ondersteuning zal zijn voor de begeleidende familieleden en dat het de mogelijkheid zal bieden om de familiale solidariteit te versterken, dat het eveneens aan de begeleidende familieleden zal toelaten om ervaringen uit te wisselen;

Overwegende het een Franstalig initiatief betreft;

Vermits men het bi-communautaire karakter wenst te behouden, heeft men Broes gecontacteerd, een expertisecentrum in het kader van dementie bij de Vlaamse gemeenschap te Brussel, die aanvaardt heeft om met ons samen te werken en ons initiatief te ondersteunen;

Overwegende dat er geen verzet kan aangetekend worden om gedurende een experimenteel jaar samen te werken binnen het handvest «Ville Amie Démence» vermits er geen budgettaire aanwending plaatsvindt;

Overwegende ten slotte dat de dienst een gratis telefoonnummer heeft dat voor dit initiatief ter beschikking kan worden gesteld, namelijk 0800 98 530;

Bijgevolg stellen wij u voor, dames en heren :

1. om gedurende een experimenteel jaar toe te treden tot het handvest «Ville Amie Démence», zoals het zich in het dossier bevindt, met als doel om de impact van de arbeidsvoorwaarden af te meten;
2. om 0800 98 530 als telefoonlijn beschikbaar te stellen voor de gemachtigde ambtenaar;

Onderhavige beraadslaging zal aan de bevoegde toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

23.06.2016/A/0024 **900 Bâtiments et logements - 910 Logement**

CC. Location par bail emphytéotique à la Police Zone MIDI des biens communaux suivants : commissariat sis rue Démosthène 34-36 / Rue de l'Agrafe , brigade canine sise rue de Neerpede 56, commissariat de quartier La Roue sise Av. Des Droits de l'Homme 2C-2D, stand de Tir sise rue des Lapins et commissariat de quartier Cureghem sise rue Van Lint 2 à Anderlecht.

LE COLLEGE AU CONSEIL.

Mesdames, Messieurs,

La présente délibération qui vous est soumise concerne la location par bail emphytéotique

pour une durée de 35 ans à accorder à la Police Zone MIDI dont le siège est établi à Anderlecht, Rue Démosthène 36 , des biens suivants et dont la Commune est propriétaire:

-

Commissariat sis rue Démosthène 34-36 / Rue de l'Agrafe. Parcelles cadastrées 2ème Div. Sect. A 518 G 15 et 518 H 15 2 pour une superficie totale de 43 a;

-

Brigade canine – rue de Neerpede 567. Parcelle cadastrée 8ème Div. Sect. H 209 d'une superficie de 83 a 70 ca;

-

Commissariat de quartier La Roue – Av. Des Droits de l'Homme 2C-2D. Parcelles cadastrées 6ème Div. Sect.D 128 W 3 et 128 M 3 , pour une superficie totale de 4 a 65 ca;

-

Stand de Tir – rue des Lapins. Parcelles cadastrées 7ème Div. Sect. F 141 W (partie) et 138 Z pour une superficie totale de 83 a 21 ca;

-

Commissariat de quartier Cureghem – rue Van Lint 2. parcelle cadastrée 5ème Div. Sect. B 257 R 2 (9 a 22 ca).

Ces biens sont occupés par un contrat de prêt à usage approuvé par le conseil communal en séance du 25 avril 2002 depuis de nombreuses années par la Police Zone MIDI. Leur occupation de longue durée nécessite cependant la passation d'un bail emphytéotique qui donnera pendant la durée du bail tous les droits et obligations de propriété à la Police Zone Midi.

La durée du bail emphytéotique est de 35 ans et le canon annuel sera d'1 € symbolique.

Les superficies d'occupation sont reprises au PV de mesurage ci-annexé et établi par le Géomètre-Expert, Laurent Compagnon, domicilié rue de la Sympathie 33 à Anderlecht.

Le bail emphytéotique sera instrumenté par le ministère d'un notaire de l'Arrondissement de Bruxelles, à

désigner par l'emphytéote.

Tous les frais, droits et honoraires à résulter du présent bail emphytéotique seront à charge de l'emphytéote.

Par conséquent, nous vous proposons, Mesdames, Messieurs, d'approuver :

-

la prise en location par bail emphytéotique de 35 ans à la Zone MIDI des 5 biens susmentionnés;

-

les PV de mesurages ci-annexés;

-

le canon emphytéotique annuel de 1 € symbolique;

-

le projet du bail emphytéotique joint au dossier.

La recette sera imputée sur l'article 922/163- 01 du budget ordinaire de 2016 et suivants.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle compétentes.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

900 Gebouwen en huisvesting - 910 Huisvesting

GR. Erfpachtovereenkomst toe te staan aan de politie Zone Zuid op de volgende gemeentelijke onroerende goederen : Het commissariaat gelegen

Demosthenesstraat 34-36 / Gespstraat, de hondenbrigade gelegen Neerpedestraat 567, het wijkcommissariaat van Het Rad gelegen Mensenrechtenlaan 2C-2D, de schietstand gelegen Konijnenstraat en het wijkcommissariaat van Kuregem gelegen Van Lintstraat 2 te Anderlecht.

HET COLLEGE TOT DE RAAD.

Dames en heren,

Onderhavige beraadslaging die u wordt voorgelegd, betreft de huur door erfpachtovereenkomst voor een periode van 35 jaar toe te staan aan de politie Zone Zuid, met maatschappelijke zetel gevestigd Demosthenesstraat 36 te Anderlecht, op de volgende goederen en waarvan de gemeente eigenaar is :

-

Commissariaat gelegen Demosthenesstraat 34-36 / Gespstraat. Percelen gekadaastreerd 2de Afdeling Sect. A 518 G 15 et 518 H 15 2 met een totale oppervlakte van 43 a;

-

Hondenbrigade – Neerpedestraat 567. Perceel gekadaastreerd 8ste Afdeling Sect. H 209 met een oppervlakte van 83 a 70 ca;

-

Wijkcommissariaat van Het Rad – Mensenrechtenlaan 2C-2D. Percelen gekadaastreerd 6de Afdeling Sect.D 128 W 3 et 128 M 3, met een totale oppervlakte van 4 a 65 ca;

-

Schietstand – Konijnenstraat. Percelen gekadaastreerd 7de Afdeling Sect. F 141 W (partie) en 138 Z met een totale oppervlakte van 83 a 21 ca;

-

Wijkcommissariaat van Kuregem – Van Lintstraat 2. Perceel gekadaastreerd 5de Afdeling Sect. B 257 R 2 (9 a 22 ca).

Deze onroerende goederen worden al jaren gebruikt door de politie Zone Zuid volgens een bruikleenovereenkomst goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 25 april 2002. Door het langdurig gebruik van deze onroerende goederen is de uitvoering van een erfpachtovereenkomst noodzakelijk om het volle genot (“alle rechten en plichten”) tijdens de pachtperiode te verlenen aan de politie Zone Zuid.

De erfpachtovereenkomst strekt zich uit over 35 jaar met een jaarlijkse symbolische erfpachtvergoeding van één euro.

De gebruikte oppervlakten staan vermeld op het hierbij gevoegde opmetingsplan opgesteld door landmeter, Laurent Compagnon, gedomicilieerd Sympathiestraat 33 te Anderlecht.

De erfpachtovereenkomst zal geschieden door het ambt van een notaris van het Arrondissement Brussel, aan te duiden door de erfpachter.

Alle kosten, rechten en honoraria van onderhavige erfpachtovereenkomst zijn ten laste van de erpachter.

Bijgevolg stellen wij u voor, dames en heren, het volgende goed te keuren :

-

de verhuur met een erfpachtovereenkomst van 35 jaar aan de politie Zone Zuid voor de 5 bovenvermelde onroerende goederen

-

de hierbij gevoegde opmetingsplannen;

-

de jaarlijkse symbolische erfpachtvergoeding van één euro;

-

het bij het dossier gevoegde ontwerp van de erfpachtovereenkomst

De ontvangst zal geboekt worden op artikel 922/163-01 van de gewone begroting van 2016 en volgende.

Deze beraadslaging zal worden voorgelegd aan de bevoegde toeziende overheden.

P. DEBRY entend bien que les locaux sont mis gratuitement à disposition de la zone de police Midi par bail emphytéotique. Il demande quel est le traitement réservé à la zone de police Midi par les autres communes de la zone ? En est-il de même ou d'autres communes font-elles payer une forme de loyer à la zone de police Midi ?

Monsieur le Bourgmestre-Président répond qu'il n'a pas d'information à ce sujet mais peut poser la questions aux autres communes de la zone Midi et communiquer la réponse à P. DEBRY.

P. DEBRY estime qu'il soit logique que toutes les communes de la même zone adoptent la même attitude, sinon cela peut paraître bizarre.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

23.06.2016/A/0025 **900 Bâtiments et logements - 910 Logement**

CC. Contrat de location par la Commune, pour cause d'utilité publique, de locaux situés rue de Birmingham, 225 à Anderlecht. Renouvellement avec de nouvelles conditions locatives (location d'espaces supplémentaires) et quatre sous-locations (CPAS, ACTIRIS, ALE et MISSION LOCALE D'ANDERLECHT). Approbation.

LE COLLEGE AU CONSEIL

Mesdames, Messieurs,

La présente délibération qui vous est soumise concerne le renouvellement de la prise en location par la Commune, pour cause d'utilité publique, de locaux situés rue de Birmingham, 225 à Anderlecht avec de nouvelles conditions locatives (location d'espaces supplémentaires) et quatre sous-locations (CPAS, ACTIRIS, ALE et MISSION LOCALE D'ANDERLECHT).

Ces locaux sont affectés à l'usage de la Maison de l'Emploi.

Considérant que la Maison de l'Emploi a pour but de renforcer les liens entre les partenaires locaux d'insertion et/ou d'emploi en les concentrant dans un même lieu ;

Considérant que le Conseil communal a approuvé le 20/03/2008 la prise en location par la Commune, d'un plateau dans l'immeuble privé (732 m² à 125 €/m²/an) situé rue de Birmingham, 225 à Anderlecht afin d'y abriter le cabinet de l'Echevin de l'Economie, Emploi et Classes Moyennes ainsi que les services communaux de l'Emploi, de Chômage, des Classes Moyennes et de l'Economie ;

Vu les contrats de sous-locations actuels avec le CPAS et l'ALE ;

Vu le développement de la Maison de l'Emploi ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de louer des espaces supplémentaires pour les nouveaux partenaires et de régulariser l'occupation des lieux ;

Considérant que l'asbl Caisse des Congés Payés de l'Alimentation Belge (CCPAB), propriétaire de l'immeuble, est d'accord de louer 732 m² au 2^{ème} étage, 468 m² au rez-de-chaussée, 50 m² au sous-sol (soit 1.250 m²) et 6 parkings pour une période de 9 ans,

au loyer de base de 120 €/m²/an couplé à l'évolution de l'index et augmenté des charges locatives estimées à 94.334 € par an (50.000 € pour le 2^{ème} étage et 44.334 € pour le rez-de-chaussée) ;

Considérant que des travaux d'investissement doivent être réalisés au rez-de-chaussée pour installer ACT IRIS, l'ALE et la MISSION LOCALE D'ANDERLECHT ;

Considérant que l'asbl Caisse des Congés Payés de l'Alimentation Belge (CCPAB) propose de gérer la réalisation des travaux moyennant une majoration du loyer annuel de 12.000 € pendant 5 ans pour amortir 50 % des frais des travaux estimés à 120.000 €, l'asbl prenant à charge les autres 50 % (mais avec une participation maximale de 60.000 €) ;

Considérant que cette dépense sera facturée aux occupants du rez-de-chaussée (25,64 €/an par m2) pendant 5 ans ;

Par conséquent, Mesdames, Messieurs, nous vous proposons d'approuver ce qui suit :

1. le principe du renouvellement de la prise en location par la Commune, pour cause d'utilité publique, de locaux situés rue de Birmingham, 225 à Anderlecht avec de nouvelles conditions locatives (location d'espaces supplémentaires) et quatre sous-locations (CPAS, ACTIRIS, ALE et MISSION LOCALE D'ANDERLECHT) pour une période de 9 ans ;

2. le projet du contrat de location joint au dossier (CCPAB/Commune) aux conditions locatives suivantes (mensuelles) :

loyer de base (soumis à indexation) : 12.500 €

amortissement travaux (5 ans) : 1.000 €

estimation des charges : 7.862 €

prenant effet au 1/01/2017

3. le projet de sous-location joint au dossier (Commune/CPAS) aux conditions locatives suivantes (mensuelles) :

loyer de base (soumis à indexation) 2.930 €

estimation des charges : 1.670 €

prenant effet au 1/01/2017

4. le projet de sous-location joint au dossier (Commune/ACTIRIS) aux conditions locatives suivantes (mensuelles) :

loyer de base (soumis à indexation) 160 €

amortissement travaux (5 ans) : 34 €

estimation des charges : 126 €

prenant effet au 1/01/2017

5. le projet de sous-location joint au dossier (Commune/ALE) aux conditions locatives suivantes (mensuelles) :

loyer de base (soumis à indexation) 470 €

amortissement travaux (5 ans) : 100 €

estimation des charges : 370 €

prenant effet au 1/01/2017

6. le projet de sous-location joint au dossier (Commune/MISSION LOCALE D'ANDERLECHT) aux conditions locatives suivantes (mensuelles) :

loyer de base (soumis à indexation) 4.050 €

amortissement travaux (5 ans) : 865 €

estimation des charges : 3.195 €

prenant effet au 1/01/2017

7. l'imputation des dépenses sur l'article 124/126-01 du budget ordinaire de 2017 (sous réserve d'approbation) et suivants ;
8. l'imputation des recettes sur l'article 922/163-01 du budget ordinaire de 2017 et suivants.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

900 Gebouwen en huisvesting - 910 Huisvesting

GR. Huurovereenkomst door de gemeente voor openbaar nut van lokalen gelegen Birminghamstraat 225 te Anderlecht. Hernieuwing met nieuwe huurvoorwaarden (huur van bijkomende ruimten) en vier onderverhuringen (OCMW, ACTIRIS, PWA en “MISSION LOCALE D'ANDERLECHT”). Goedkeuring.

HET COLLEGE TOT DE RAAD

Dames en heren,

Onderhavige beraadslaging die u voorgelegd wordt betreft de hernieuwing van de huur door de gemeente, voor openbaar nut, van lokalen gelegen Birminghamstraat 225 te Anderlecht met nieuwe huurvoorwaarden (huur van bijkomende ruimten) en vier onderverhuringen (OCMW, ACTIRIS, PWA en “MISSION LOCALE D'ANDERLECHT”).

Deze lokalen zijn bestemd voor het Jobhuis.

Overwegende dat het Jobhuis tot doel heeft de banden tussen de lokale partners met betrekking tot inschakeling en/of tewerkstelling te versterken en deze op één zelfde plaats samen te brengen;

Overwegende dat de gemeenteraad op 20/03/2008 de huur door de gemeente heeft goedgekeurd van een plateau in het privégebouw (732 m² aan 125 €/m²/jaar) gelegen Birminghamstraat 225 te Anderlecht teneinde er het kabinet van de schepen van Economie, Werkgelegenheid en Middenstand alsook de gemeentediensten Werkgelegenheid, Werkloosheid, Middenstand en Economie in onder te brengen ;

Gelet op de huidige contracten van de onderverhuring met het OCMW en het PWA ;

Gelet op de ontwikkeling van het Jobhuis ;

Overwegende dat het noodzakelijk is om bijkomende ruimten te huren voor de nieuwe partners en om de bezetting van de ruimten te regulariseren ;

Overwegende dat de vzw Kas voor Betaald Verlof van de Belgische Voedingsbedrijven, eigenaar van het gebouw, bereid is 732 m² op de 2de verdieping, 468 m² op het gelijkvloers, 50 m² in het kelderniveau (of 1,250 m²) en 6 parkeerplaatsen voor een periode van 9 jaar te verhuren, aan een basishuurprijs van 120 €/m²/jaar, gekoppeld aan de evolutie van de index en verhoogd met de huurlasten die geraamd worden op 94.334 € per jaar (50.000 € voor de 2de verdieping en 44.334 € voor het gelijkvloers) ;

Overwegende dat investeringswerken op het gelijkvloers moeten worden uitgevoerd teneinde ACT IRIS, PWA en "MISSION LOCALE D'ANDERLECHT" toe te laten dit te betrekken ;

Overwegende dat de vzw Kas voor Betaald Verlof van de Belgische Voedingsbedrijven voorstelt om het uitvoeren van de werkzaamheden te beheren door middel van een verhoging van de jaarlijkse huurprijs van 12.000 € gedurende 5 jaar teneinde 50 % van de kosten van de werkzaamheden geraamd op 120.000 € af te lossen, terwijl de vzw de overige 50 % ten laste neemt (maar met een maximale deelname van 60.000 €) ;

Overwegende dat deze uitgave gefactureerd zal worden aan de huurders van het gelijkvloers (25,64 €/jaar per m²) gedurende 5 jaar ;

Bijgevolg stellen wij u voor, dames en heren, het volgende goed te keuren :

1. het principe van de hernieuwing van het huren door de gemeente, voor openbaar nut, van lokalen gelegen Birminghamstraat 225 te Anderlecht met nieuwe huurvoorwaarden (huur van bijkomende ruimten) en vier onderverhuringen (OCMW, ACTIRIS, PWA, "MISSION LOCALE D'ANDERLECHT") voor een periode van 9 jaar;
2. het bij het dossier gevoegde ontwerp van huurovereenkomst (Kas voor Betaald Verlof van de Belgische Voedingsbedrijven/Gemeente) met de volgende (maandelijkse) huurvoorwaarden:

basishuurprijs (onderworpen aan de indexatie) : 12.500 €

afschrijving van de werkzaamheden (5 jaar) : 1.000 €

raming van de huurlasten : 7.862 €

met ingang op 1/01/2017

3. het bij het dossier gevoegde ontwerp van huurovereenkomst (Gemeente/OCMW) met de volgende (maandelijkse) huurvoorwaarden :

basishuurprijs (onderworpen aan de indexatie) : 2.930 €

raming van de huurlasten : 1.670 €

met ingang op 1/01/2017

4. het bij het dossier gevoegde ontwerp van huurovereenkomst (Gemeente/ACTIRIS) met de volgende (maandelijkse) huurvoorwaarden :

basishuurprijs (onderworpen aan de indexatie) : 160 €

afschrijving van de werkzaamheden (5 jaar) : 34 €

raming van de huurlasten : 126 €

met ingang op 1/01/2017

5. het bij het dossier gevoegde ontwerp van huurovereenkomst (Gemeente/PWA) met de volgende (maandelijkse) huurvoorwaarden :

basishuurprijs (onderworpen aan de indexatie) : 470 €

afschrijving van de werkzaamheden (5 jaar) : 100 €

raming van de huurlasten : 370 €

met ingang op 1/01/2017

6. het bij het dossier gevoegde ontwerp van huurovereenkomst (Gemeente/"MISSION LOCALE D'ANDERLECHT") met de volgende (maandelijkse) huurvoorwaarden :

basishuurprijs (onderworpen aan de indexatie) : 4.050 €

afschrijving van de werkzaamheden (5 jaar) : 865 €

raming van de huurlasten : 3.195 €

met ingang op 1/01/2017

7. de uitgaven te boeken op artikel 124/126-01 van de gewone begroting van 2017 (onder voorbehoud van goedkeuring) en volgende ;
8. de ontvangsten te boeken op artikel 922/163-01 van de gewone begroting 2017 en volgende.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

23.06.2016/A/0026 **900 Bâtiments et logements - 920 Bâtiments**

CC. Marchés publics lancés par le Collège des Bourgmestre et Échevins en vertu des articles 234 al. 3 et 236 al. 2 de la Nouvelle loi communale. Communication.

LE COLLEGE AU CONSEIL.

Mesdames, Messieurs,

Vu les articles 234 al. 3 et 236 al. 2 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 26, § 1er, 1°, a) de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services,

EST INFORMÉ DES DÉCISIONS DU COLLÈGE RELATIVES AUX MARCHÉS SUIVANTS:

1) Fourniture et pose de nouveaux climatiseurs dans le bâtiment de la rue de l'Instruction 52. Procédure négociée sans règles de publicité sur base d'une facture acceptée. Désignation pour un montant de 7.590 EUR (HTVA). Application de l'article 234 al. 3 de la Nouvelle Loi communale. Imputation sur l'article 100/723/60 du budget extraordinaire de 2016 financée par un emprunt. Communication de la décision du Collège du 10 mai 2016.

2) Salle de Gym, rue du Chimiste, 37/39. Renouvellement de douches. Cahier des charges 15/128. Procédure négociée sans règles de publicité. Décompte intermédiaire pour un montant de 79.030,72 EUR (HTVA) y compris 18.092,62 EUR de travaux supplémentaires (29,69%). Application de l'article 236 al. 2 de la Nouvelle Loi communale. Imputation à l'article 930/723/60 du budget extraordinaire de 2016 financée par un emprunt. Communication de la décision du Collège du 10 mai 2016.

3) Étude d'architecture pour la réalisation du dossier d'adjudication et le suivi des travaux de rénovation d'un immeuble sis rue Haberman, 15-17. Cahier des charges 16/051. Nouvelle estimation de 73.884,30 EUR (HTVA). Application de l'article 234 al. 3 de la Nouvelle Loi communale. Imputation sur l'article 922/723/60 du budget extraordinaire de 2016 financée par un emprunt. Communication de la décision du Collège du 17 mai 2016.

4) Étude d'architecture pour la réalisation du dossier d'adjudication et le suivi des travaux de transformation et rénovation d'un immeuble sis Place A. Lemmens, 7. Cahier des charges 16/050. Nouvelle estimation de 84.000,00 EUR (HTVA). Application de l'article 234 al. 3 de la Nouvelle Loi communale. Imputation sur l'article 922/723/60 du budget extraordinaire de 2016 financée par un emprunt. Communication de la décision du Collège du 17 mai 2016.

5) Rénovation du complexe sportif route de Lennik (phase I). Construction de nouveaux vestiaires et démolition des locaux actuels, la réalisation d'un terrain synthétique avec éclairage y compris l'aménagement des abords. Cahier des charges 10/016. Désignation pour le lot 1 (construction de vestiaires). Avenant n° 1. Travaux supplémentaires pour un montant de 560.096,89 EUR (HTVA) (38 % du bon de commande). Application de l'article 236 al. 2 de la Nouvelle Loi communale. Imputation à l'article 764/723/60 du budget extraordinaire de 2016 financée par un emprunt. Communication de la décision du Collège du 24 mai 2016.

6) Travaux de maintenance extraordinaire aux toitures de divers logements communaux. Cahier des charges 16/061. Procédure négociée sans règles de publicité avec consultation de minimum 6 firmes spécialisées. Estimation de 38.679,25 EUR (HTVA). Application de l'article 234 al. 3 de la Nouvelle Loi communale. Imputation à l'article 922/723/60 du budget extraordinaire de 2016 financé par un emprunt. Communication de la décision du Collège du 24 mai 2016

7) Institut Technique Marius Renard, Chaussée de Mons 882-884. Modification du câblage de l'installation alarme incendie. Procédure négociée sans règles de publicité sur base d'une facture acceptée. Désignation pour un montant de 3.282,00 EUR (HTVA). Application de l'article 234 al. 3 de la Nouvelle Loi communale. Imputation à l'article 735/723/60 du budget extraordinaire de 2016 financée par emprunt. Communication de la décision du Collège du 24 mai 2016.

8) Réalisation d'un inventaire destructif de l'amiante avant travaux dans diverses infrastructures sportives. Procédure négociée sans règles de publicité sur base d'une facture acceptée. Désignation pour un montant de 895,00 EUR (HTVA). Application de l'article 234 al. 3 de la Nouvelle Loi communale.

Imputation à l'article 764/723/60 du budget extraordinaire de 2016 financée par un emprunt. Communication de la décision du Collège du 31 mai 2016.

9) Réalisation d'un inventaire destructif de l'amiante avant travaux dans diverses écoles communales. Procédure négociée sans règles de publicité sur base d'une facture acceptée. Désignation pour un montant de 2.262,00 EUR (HTVA). Application de l'article 234 al. 3 de la Nouvelle Loi communale. Imputation à l'article 700/723/60 du budget extraordinaire de 2016 financée par un emprunt. Communication de la décision du Collège du 31 mai 2016.

10) Prise d'échantillon avant travaux de rénovation à la crèche « Les Bleuets ». Procédure négociée sans règles de publicité sur base d'une facture acceptée. Désignation pour un montant de 101,00 EUR (HTVA). Application de l'article 234 al. 3 de la Nouvelle Loi communale. Approbation. Imputation à l'article 844/723/60 du budget extraordinaire de 2016 financée par fonds propres. Communication de la décision du Collège du 31 mai 2016.

11) Réalisation d'un inventaire destructif de l'amiante avant travaux à la « Maison des Artistes » sise 14 rue du Bronze. Procédure négociée sans règles de publicité sur base d'une facture acceptée. Désignation pour un montant de 674,00 EUR (HTVA). Application de l'article 234 al. 3 de la Nouvelle Loi communale. Imputation à l'article 771/723/60 du budget extraordinaire de 2016 financée par un emprunt. Communication de la décision du Collège du 31 mai 2016.

12) Ecole P9/10, rue Eloy 114. Réparation de la verrière. Procédure négociée sans règles de publicité sur base d'une facture acceptée. Désignation pour un montant de 3.692,85 EUR (HTVA). Application de l'article 234 al. 3 de la Nouvelle Loi communale. Imputation à l'article 722/723/60 du budget extraordinaire de 2016 financée par un emprunt. Communication de la décision du Collège du 31 mai 2016.

Le Conseil est informé.

39 votants : 39 votes positifs.

900 Gebouwen en huisvesting - 920 Gebouwen

GR. Overheidsopdrachten opgestart door het college van burgemeester en schepenen krachtens artikelen 234 al. 3 en 236 al. 2 van de Nieuwe Gemeentewet. Mededeling.

HET COLLEGE TOT DE RAAD,

Dames en heren,

Gelet op de artikelen 234 al. 3 en 236 al. 2 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op het artikel 26, §1, 1°, a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

WORDT GEÏNFORMEERD OVER DE BESLISSINGEN VAN HET COLLEGE
BETREFFENDE VOLGENDE OPDRACHTEN :

1) Leveren en plaatsen van nieuwe airconditioners in het gebouw gelegen Onderwijsstraat 52 .Onderhandelingsprocedure zonder regels van bekendmaking op basis van een aangenomen factuur. Aanduiding voor een bedrag van 7.590 EUR (ZBTW). Toepassing van artikel 234 al. 3 van de Nieuwe Gemeentewet. Boeking op artikel 100/723/60 van de buitengewone begroting van 2016 gefinancierd door een lening. Mededeling van de collegebeslissing van 10 mei 2016.

2) Gymnastiekzaal, Scheikundigestraat 37/39. Vernieuwing van douches. Bestek 15/128. Tussentijdse verrekening voor een bedrag van 79.030,72 EUR (ZBTW) waarvan 18.092,62 EUR (20,59%) aan bijkomende werken inbegrepen op basis van de onderhandelingsprocedure zonder regels van bekendmaking. Toepassing van artikel 236 al. 2 van de Nieuwe Gemeentewet. Boeking op artikel 930/723/60 van de buitengewone begroting van 2016 gefinancierd door een lening. Mededeling van de collegebeslissing van 10 mei 2016.

3) Architectuurstudie – Opmaak aanbestedingsdossier en opvolging van de werken van de renovatie aan de Habermanstraat 15-17. Bestek 16/051. Onderhandelingsprocedure zonder regels van bekendmaking. Nieuwe raming van 73.884,30 EUR (ZBTW). Toepassing van artikel 236 al. 2 van de Nieuwe Gemeentewet. Boeking op artikel 922/723/60 van de buitengewone begroting van 2016 gefinancierd door een lening. Mededeling van de collegebeslissing van 17 mei 2016.

4) Architectuurstudie - Opmaak aanbestedingsdossier en opvolging van de werken van de transformatie en renovatie aan het A. Lemmensplein 7. Bestek 16/050. Onderhandelingsprocedure zonder regels van bekendmaking. Nieuwe raming van 84.000,00 EUR (ZBTW). Toepassing van artikel 236 al. 2 van de Nieuwe Gemeentewet. Boeking op artikel 922/723/60 van de buitengewone begroting van 2016 gefinancierd door een lening. Mededeling van de collegebeslissing van 17 mei 2016.

5) Renovatie van het sportcomplex Lenniksebaan (fase I). Bouw van nieuwe vestiaires en afbraak van de huidige lokalen, realisatie van een synthetisch

veld met verlichting inbegrepen de inrichting van de omgeving. Bestek 10/016. Aanduiding voor het perceel 1 (bouw van vestiaires) voor een bedrag van 560.096,89 EUR (ZBTW) (38% van de bestelbon). Toepassing van artikel 236 al. 2 van de Nieuwe Gemeentewet. Boeking op artikel 764/723/60 van de buitengewone begroting van 2016 gefinancierd door een lening. Mededeling van de collegebeslissing van 24 mei 2016.

6) Buitengewone onderhoudswerken aan de dakwerken van diverse gemeentelijke woningen. Bestek 16/061. Raming van 38.679,25 EUR (ZBTW). Toepassing van artikel 234 al. 3 van de Nieuwe Gemeentewet. Onderhandelingsprocedure zonder regels van bekendmaking met raadpleging van minstens 6 gespecialiseerde firma's. Boeking op artikel 922/724/60 van de buitengewone begroting van 2016 gefinancierd door een lening. Mededeling van de collegebeslissing van 24 mei 2016.

7) ITMR School Bergensesteenweg 882-884. Modificatie van kabelwerk aan het installatie van een brandalarm. Onderhandelingsprocedure zonder regels van bekendmaking op basis van een aangenomen factuur voor een bedrag van 3.282,00 EUR (ZBTW). Toepassing van artikel 234 al. 3 van de Nieuwe Gemeentewet. Boeking op artikel 735/723/60 van de buitengewone begroting van 2016 te financieren door een lening. Mededeling van de collegebeslissing van 24 mei 2016.

8) Realisatie van een destructieve asbestinventaris vóór de werken aan verschillende sportinfrastructuren. Onderhandelingsprocedure zonder regels van bekendmaking op basis van een aangenomen factuur voor een bedrag van 895,00 EUR (ZBTW). Toepassing van artikel 234 al. 3 van de Nieuwe Gemeentewet. Boeking op artikel 764/723/60 van de buitengewone begroting van 2016 gefinancierd door een lening. Mededeling van de collegebeslissing van 31 mei 2016.

9) Realisatie van een destructieve asbestinventaris vóór de werken aan verschillende gemeentescholen. Onderhandelingsprocedure zonder regels van bekendmaking op basis van een aangenomen factuur voor een bedrag van 2.262,00 EUR (ZBTW). Toepassing van artikel 234 al. 3 van de Nieuwe Gemeentewet. Boeking op artikel 700/723/60 van de buitengewone begroting van 2016 gefinancierd door een lening. Mededeling van de collegebeslissing van 31 mei 2016.

10) Bemonstering vóór de renovatiewerken aan het kinderdagverblijf "Les bleuets" Onderhandelingsprocedure zonder regels van bekendmaking op basis van een aangenomen factuur voor een bedrag van 101,00 EUR (ZBTW) . Toepassing van artikel 234 al. 3 van de Nieuwe Gemeentewet. Boeking op artikel 844/723/60 van de buitengewone begroting van 2016 gefinancierd door eigen vermogen. Mededeling van de collegebeslissing van 31 mei 2016.

11) Realisatie van een destructieve asbestinventaris vóór de werken aan het « Huis der Kunstenaars », gelegen Bronsstraat 14. Onderhandelingsprocedure zonder regels van bekendmaking op basis van een aangenomen factuur voor een bedrag van 674,00 EUR (ZBTW). Toepassing van artikel 234 al. 3 van de Nieuwe Gemeentewet. Boeking op artikel 771/723/60 van de buitengewone begroting van 2016 gefinancierd door een lening. Mededeling van de collegebeslissing van 31 mei 2016.

12) School P9/10, Eloystraat 114. Herstellen van de lichtstraat. Onderhandelingsprocedure zonder regels van bekendmaking op basis van een aangenomen factuur. Aanduiding voor een bedrag van 3.692,85 EUR (ZBTW). Toepassing van artikel 234 al. 3 van de Nieuwe Gemeentewet. Boeking op artikel 722/723/60 van de buitengewone begroting van 2016 gefinancierd door een lening. Mededeling van de collegebeslissing van 31 mei 2016.

De Raad wordt geïnformeerd.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

23.06.2016/A/0027 **900 Bâtiments et logements - 920 Bâtiments**
CC. Réparation de façades – École Maurice Carême, Avenue Van Kalken 20-22.
Cahier des charges 16/027. Estimation de 115.250,00 EUR (HTVA). Procédure
négociée directe avec publicité. Approbation.

LE COLLEGE AU CONSEIL

Mesdames et Messieurs,

Il est souhaitable d'effectuer la réparation des façades de l'école Maurice Carême 20-22 sise avenue Van Kalken.

Ces travaux doivent être confiés à une société spécialisée et sont estimés à 122.165,00 EUR (TVA comprise).

Il y a lieu de prévoir +/- 10% de l'estimation des travaux pour d'éventuelles modifications aux conditions initiales du marché et révisions des prix;

La dépense à prévoir s'élèvera donc à 134.381,50 EUR (TVAC) arrondi à 135.000 EUR (TVAC).

Le cahier des charges 16/027 qui fixe les conditions du marché prévoit la procédure négociée directe avec publicité.

Par conséquent nous vous proposons Mesdames, Messieurs d'approuver :

1. le principe d'effectuer la réparation des façades de l'école Maurice Carême 20-22 sise avenue Van Kalken à 1070 Anderlecht ;

2. le cahier des charges 16/027 et l'estimation de 135.000,00 EUR (TVA comprise);

3. la procédure négociée directe avec publicité comme mode de passation du marché conformément à l'article 26, § 2, 1° d de la loi du 15 juin 2006 concernant les marchés publics;

4. l'avis de publication du marché;

5. d'engager la dépense de 135.000,00 EUR (TVA comprise) dont 122.165,00 EUR pour les travaux et 12.835,00 EUR pour d'éventuelles modifications aux conditions initiales du marché et révisions sur l'article 722/723/60 du budget extraordinaire de 2016 à financer par un emprunt dont la recette est à imputer sur l'article 722/961/51 du budget précité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

900 Gebouwen en huisvesting - 920 Gebouwen

GR. Herstelling van gevels – Maurice Carêmeschool, Van Kalkenlaan 20-22.

Bestek 16/027. Raming van 115.250,00 EUR (ZBTW). Vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking. Goedkeuring.

HET COLLEGE TOT DE RAAD

Dames en heren,

Het is wenselijk de herstelling van de gevels uit te voeren aan de school Maurice Carême 20-22 gelegen Van Kalkenlaan.

Deze werken dienen toevertrouwd te worden aan een gespecialiseerde firma en worden geraamd op 122.165,00 EUR (BTW inbegrepen).

Er dient +/- 10 % van de raming van de werken voorzien te worden voor eventuele wijzigingen aan de initiële voorwaarden van de opdracht en prijsherzieningen.

De te voorziene uitgave bedraagt dus 134.381,50 EUR (BTW) afgerond op 135.000,00 EUR (BTW).

Het bestek 16/027, dat de voorwaarden vastlegt voor de gunning van de opdracht, voorziet in een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking.

Bijgevolg stellen wij u voor, dames en heren, uw goedkeuring te verlenen aan :

1. het principe van het uitvoeren van de herstelling van de gevels aan de school Maurice Carême 20-22 gelegen Van Kalkenlaan;

2. het bestek 16/027 en de kostenraming van 135.000,00 EUR (BTW inbegrepen);

3. de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking als gunningswijze van de opdracht in toepassing van artikel 26, § 2, 1° d van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten;

4. het bericht van aankondiging van de opdracht;

5. de uitgave voor een bedrag van 135.000,00 EUR (BTW inbegrepen) waarvan 122.165,00 EUR voor de werken en 12.835,00 EUR voor eventuele wijzigingen aan de initiële voorwaarden van de opdracht en herzieningen vast te leggen op artikel 722/723/60 van de buitengewone begroting 2016 te financieren door een lening te boeken op artikel 722/961/51 van voornoemde begroting.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

23.06.2016/A/0028 **700 Prévention et cohésion sociale - 711 Jeunesse (Fr)**

CC. Convention de partenariat entre la Commune d'Anderlecht et l'asbl Infor Jeunes

LE COLLEGE AU CONSEIL,

Mesdames, Messieurs,

Considérant que l'asbl infor jeunes et la commune d'anderlecht conviennent de coopérer pour assurer un service d'information jeunesse sur le territoire d'Anderlecht dans le cadre du projet « Point Info jeunes » porté par la commune d'Anderlecht.

Considérant que L 'asbl Infor jeunes s'engage à mettre à disposition une personne qualifiée à mi-temps (au minimum 16 heures/semaine – 46 semaines/an) selon un horaire qui garantit notamment un accueil extra-scolaire, et qui aura pour mission : D'assurer en première ligne l'accueil et l'information du public du Point Info Jeunes,

ainsi que le suivi des questions posées en ligne ou par téléphone ;

Attendu que les modalités de la collaboration sont détaillées dans la convention ci-jointe;

Nous vous proposons Mesdames, Messieurs:

D'approuver la convention de partenariat entre la Commune d'Anderlecht et l'asbl Infor jeunes.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

700 Preventie en sociale cohesie - 710 Jeugd – Samenlevingsopbouw (Fr)
GR. Samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Anderlecht en vzw Infor Jeunes

HET COLLEGE TOT DE RAAD

Dames en heren,

Overwegende dat de vzw « Infor Jeunes » en de gemeente Anderlecht overeenkomen samen te werken teneinde een informatiedienst voor jongeren op het grondgebied van Anderlecht te verzekeren in het kader van het project "Point Info jeunes" gedragen door de gemeente Anderlecht.

Overwegende dat de vzw « Infor jeunes » zich er toe verbindt deeltijds een gekwalificeerd persoon ter beschikking te stellen (minstens 16 uur/week – 46 weken/jaar) volgens een uurrooster dat onder meer buitenschools onthaal verzekert, en dat deze persoon als opdracht heeft in te staan voor een eerstelijns onthaal en het informeren van het publiek via het "Point Infor'Jeunes", evenals de opvolging van de online of telefonisch gestelde vragen;

Overwegende dat de samenwerkingsmodaliteiten in de overeenkomst als bijlage gedetailleerd worden,

Stellen wij u voor, dames en heren:

De samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Anderlecht en de vzw 'Infor Jeunes' goed te keuren.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

23.06.2016/A/0029 **300 Cadre de vie - 326 Espaces publics – Centrale administrative**
CC. Aménagement d'un terrain de football synthétique - Cahier des charges 15-045
SPOR - TER. - Marché par adjudication ouverte - Estimation : 510.894,07 EUR
HTVA - Approbation des conditions adaptées et du mode de passation. Nouvelle
délibération suite à l'arrêté ministériel du 11 mai 2016 concernant la non-
approbation de la délibération du conseil communal du 24 mars 2016.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu la décision du Conseil communal du 25 juin 2015 approuvant les conditions et le mode de passation du marché, ainsi que le cahier spécial des charges, le mode de financement et l'avis de publication de marché ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 10 novembre 2015 d'attribuer ce marché à la firme GROEN SERVICE, VOORTSTRAAT, n°41 à 2890 Sint-Amands, pour le montant d'offre contrôlé de 616.785,40 EUR (incl. 21% TVA) ;

Considérant que la délibération a fait l'objet d'un recours en extrême urgence au Conseil d'État introduit par la firme MAB BVBA, Onderzeel, 12 à 2920 Kalmthout qui s'estime lésée dans ce dossier ;

Vu l'Arrêté n° 233.928 du 25 février 2016 du Conseil d'État suspendant la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 10 novembre 2015 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 8 mars 2016 de retirer sa décision du 10 novembre 2015 attribuant ce marché à la firme GROEN SERVICE, VOORTSTRAAT, n° 41 à 2890 Sint-Amands, pour le montant d'offre contrôlé de 616.785,40 EUR (incl. 21% TVA) ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de reprendre la procédure en cours là où l'erreur est signalée, à savoir les conditions du cahier spécial des charges ;

Vu la délibération du conseil communal du 24 mars 2016 approuvant les conditions adaptées ainsi que le mode de passation du marché (soumise à l'avis tutelle préalablement) ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 mai 2016 par lequel la délibération du conseil communal du 24 mars 2016 n'est pas approuvée ;

Considérant le cahier des charges N° 15-045 SPOR – TER relatif au marché “Aménagement d'un terrain de football synthétique”, adapté et mis en conformité en tenant compte des remarques ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 618.181,82 EUR (incl. 21% TVA) ;

Considérant qu'il y a lieu de prévoir un montant équivalent à 10 % du montant estimé du marché soit 61.818,18 EUR (TVA comprise) afin de faire face aux fluctuations et révisions de prix ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication ouverte ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par la Région de Bruxelles-Capitale, Service Administration des Pouvoirs Locaux – Direction des Investissements, et que cette partie est estimée à 60 % du coût total avec un maximum de 408.000,00 EUR ;

Considérant que le crédit permettant ces dépenses est inscrit au budget de l'année 2016, à l'article 764/721-60, financé en partie par des subsides à raison de maximum 60 %, soit un maximum de 370.909,09 EUR, à imputer sur l'article 764/665-52 et en partie par des fonds propres à raison de maximum 40 %, soit un maximum de 309.090,91 EUR, soit un montant total de 680.000,00 EUR, TVA et révisions incluses.

DECIDE :

1- De choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché.

2- D'approuver le cahier des charges N° 15-045 SPOR – TER et le montant estimé du marché “Aménagement d'un terrain de football synthétique”, établis par le Service Cadre de vie. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à

618.181,82 EUR (incl. 21% TVA).

3- De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiante, la Région de Bruxelles-Capitale, Service Administration des Pouvoirs Locaux – Direction des Investissements

4- De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

5- De prévoir un montant équivalent à 10 % du montant estimé du marché soit 61.818,18 EUR afin de faire face aux fluctuations et révisions de prix

6- De financer la dépense par le crédit inscrit au budget de l'année 2016, à l'article 764/721-60, financé en partie par des subsides à raison de maximum 60 %, soit un maximum de 370.909,09 EUR, à imputer sur l'article 764/665-52 et en partie par des fonds propres à raison de maximum 40 %, soit 309.090,91 EUR, soit un montant total de 680.000,00 EUR, TVA et révisions incluses.

7- De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 36 votes positifs, 3 abstentions.

Abstentions : Philippe Debry, François Rygaert, Anne Vanden Bosch.

**300 Leefkader - 326 Openbare ruimten – Administratieve centrale
GR. Aanleg van een kunstgras voetbalterrein - Bestek 15-045 SPOR – TER -
Opdracht door open aanbesteding - Raming : 510.894,07 EUR BTW niet
inbegrepen – Goedkeuring van de aangepaste lastvoorwaarden en gunningswijze.
Nieuwe beraadslaging ingevolge het ministerieel besluit van 11 mei 2016 inzake de
niet-goedkeuring van de beraadslaging van de gemeenteraad van 24 maart 2016.**

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 24;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene

uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, § 2;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 25 juni 2015 houdende goedkeuring van de lastvoorwaarden en de gunningswijze alsook het bestek, de financieringswijze en de publicatie van de opdracht ;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 10 november 2015 betreffende de gunning van de opdracht aan de firma Groen Service, Voortstraat 41 te 2890 Sint-Amands, voor het gecontroleerde offertebedrag van 616.785,40 EUR (21% BTW inbegrepen) ;

Overwegende dat deze beslissing het voorwerp uitmaakt van een beroep tot nietigverklaring en vordering tot schorsing bij uiterst dringende noodzakelijkheid ingediend door de firma MAB BVBA, Onderzeel 12 te 2920 Kalmthout, die zich benadeeld acht in dit dossier ;

Gelet op arrest nr. 233.928 van 25 februari 2016 van de Raad van State waarbij de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 10 november 2015 wordt geschorst ;

Gelet op de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen van 8 maart 2016 houdende intrekking van de beraadslaging van 10 november 2015 waarbij de opdracht wordt gegund aan Groen Service, Voortstraat 41 te 2890 Sint-Amands, voor het gecontroleerde offertebedrag van 616.785,40 EUR (21% BTW inbegrepen) ;

Overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is om de procedure te hernemen daar waar de vergissing werd begaan, te weten de lastvoorwaarden in het bestek ;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 24 maart 2016 houdende goedkeuring van de aangepaste lastvoorwaarden alsook de gunningswijze (voorafgaandelijk voorgelegd voor advies aan de toeziende overheid) ;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 mei 2016 waarbij de beraadslaging van de gemeenteraad van 24 maart 2016 niet wordt goedgekeurd ;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “Aanleg van een kunstgras voetbalterrein” een aangepast bestek met nr. 15-045 SPOR – TER werd opgesteld door het departement Leefkader;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 618.181,82 EUR (incl. 21% btw);

Overwegende dat het noodzakelijk is te voorzien in een bedrag gelijk aan 10% van het geraamd bedrag hetzij 61.818,18 EUR (incl. 21% btw), teneinde tegemoet te komen aan de eventuele schommelingen en de prijsherzieningen ;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van open aanbesteding;

Overwegende dat een deel van de kostprijs gesubsidieerd wordt door het Brussels

Hoofdstedelijk Gewest – Dienst Bestuur Plaatselijke Besturen – Directie der Investerings, en dat dit deel wordt geraamd op 60% van het totaal bedrag met een maximum van 408.000,00 EUR;

Overwegende dat de uitgaven voor deze opdracht voorzien zijn in de begroting 2016, op artikel 764/721-60, gefinancierd voor een deel door subsidies met een maximum van 60%, te weten een maximum van 370.909,09 EUR, te boeken op artikel 764/665-52 en voor een deel door eigen vermogen met een maximum van 40%, te weten een maximum van 309.090,91 EUR, hetzij een totaal bedrag van 680.000,00 EUR, BTW en prijssherzieningen inbegrepen.

BESLIST :

- 1- Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van open aanbesteding.
- 2- Goedkeuring wordt verleend aan de aanpassingen aan het bestek met nr. 15-045 SPOR - TER alsook aan de raming voor de opdracht “Aanleg van een kunstgras voetbalterrein”, opgesteld door de dienst Leefkader. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 618.181,82 EUR (incl. 21% btw).
- 3- Een subsidie zal aangevraagd worden bij de subsidiërende instantie, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – Dienst Plaatselijke Besturen – Directie der Investerings.
- 4- Het standaard publicatieformulier wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal niveau.
- 5- Te voorzien in een bedrag gelijk aan 10% van het geraamd bedrag hetzij 61.818,18 EUR (incl. 21% btw), teneinde tegemoet te komen aan de eventuele schommelingen en de prijssherzieningen.
- 6- De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget 2016, op artikel 764/721-60, gefinancierd voor een deel door subsidies met een maximum van 60%, te weten een maximum van 370.909,09 EUR, te boeken op artikel 764/665-52 en voor een deel door eigen vermogen met een maximum van 40%, te weten een maximum van 309.090,91 EUR, hetzij een totaal bedrag van 680.000,00 EUR, BTW en prijssherzieningen inbegrepen.
- 7- Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

P. DEBRY dit que ce point passe pour la troisième fois en Conseil. La première fois, il a été cassé par le Conseil d'Etat, la seconde fois, le groupe ECOLO avait critiqué les critères de recevabilité des offres et les montants nécessaires pour pouvoir être admis au niveau de la sélection qualitative. Le Collège avait répondu que les cahiers des charges avaient été établis en collaboration avec la Tutelle. Il semble cependant que

maintenant, la Tutelle a annulé cette délibération avec toute une série de remarques.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

39 stemmers : 36 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

Onthoudingen : Philippe Debry, François Rygaert, Anne Vanden Bosch.

23.06.2016/A/0030 **700 Prévention et cohésion sociale - 714 Sports**

CC. Achat de bannières pour le service des Sports. Communication de la décision du collège du 24 mai 2016

LE COLLEGE AU CONSEIL,

Mesdames, Messieurs,

La décision du collège submentionnée vous est communiquée pour information conformément à l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle loi communale.

Le Conseil est informé.

39 votants : 39 votes positifs.

700 Preventie en sociale cohesie - 730 Sport

GR. Aankoop van banners voor de sportdienst. Mededeling van de collegebeslissing van 24 mei 2016.

HET COLLEGE TOT DE RAAD

Dames en heren,

Bovenvermelde collegebeslissing wordt u ter informatie meegedeeld krachtens artikel 234 al. 3 van de Nieuwe gemeentewet.

De Raad wordt geïnformeerd.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

23.06.2016/A/0031 **700 Prévention et cohésion sociale - 714 Sports**

CC. Distribution de chèques-sports.

LE COLLEGE AU CONSEIL,

Mesdames, Messieurs,

La présente délibération qui vous est soumise concerne les modalités de délivrance de chèques-sports.

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998, organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que cette initiative permettra d'intervenir dès le 2 septembre 2016 dans le coût d'affiliation à un club sportif pour des jeunes de 5 à 18 ans issus d'un milieu familial fragilisé ;

Considérant qu'un montant de 30 000 EUR est prévu à l'article 764/331-01 du budget communal 2016 ;

Par conséquent, nous vous proposons, Mesdames, Messieurs, d'approuver le document ci-joint : modalités de délivrance des chèques-sports. Le document que nous vous soumettons sera d'application après approbation de la tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
39 votants : 39 votes positifs.

700 Preventie en sociale cohesie - 730 Sport
GR. Verdeling van sportcheques.

HET COLLEGE TOT DE RAAD

Dames en heren,

De beraadslaging die u wordt voorgelegd heeft betrekking tot de modaliteiten voor het uitreiken van sportcheques.

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het feit dat dit initiatief toelaat om vanaf 2 september 2016 tussen te komen in de inschrijvingskosten bij een sportvereniging, voor jongeren van 5 tot 18 uit een kansarm gezin;

Overwegende dat het bedrag van 30.000 EUR voorzien is op artikel 764/331-01 van de gemeentebegroting 2016;

Bijgevolg stellen wij u voor, dames en heren, het document in bijlage goed te keuren : modaliteiten voor de uitreiking van sportcheques. Het document dat wij u voorleggen zal na goedkeuring door de toezichthoudende overheid van kracht zijn.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

23.06.2016/A/0032 **400 Affaires économiques et sociales - 450 Economie, Classes moyennes et emploi CC. Développement d'un Schéma de Développement Économique et Commercial (SDEC) et la réalisation d'un Observatoire Local de l'Économie (OLE). Utilisation de cet outil comme base pour les prises de décisions dans le cadre du développement économique et de l'aménagement urbanistique communal. Approbation.**

LE COLLEGE AU CONSEIL.

Mesdames, Messieurs,

Le Collège des Bourgmestre et Échevins a, en date du 25 novembre 2014, approuvé l'établissement d'un Schéma de Développement Économique et Commercial (SDEC) et la réalisation d'un Observatoire Local de l'Économie (OLE) afin de pouvoir développer une politique économique et commerciale et de pouvoir mener une politique pro-active facilitant la gestion du tissu économique et commercial d'Anderlecht.

Le Collège des Bourgmestre et Échevins a ensuite, en date du 23 décembre 2014, désigné la sprl GEOCONSULTING pour réaliser l'établissement d'un Schéma de Développement Économique et Commercial (SDEC) et en date du 5 mai 2015 pour la

réalisation d'un Observatoire Local de l'Économie (OLE).

Le développement d'un SDEC consistait à réaliser un répertoire exhaustif de l'appareil commercial et économique se développant sur l'ensemble du territoire communal, ainsi qu'une identification des points forts et de leur potentiel de développement. Un recensement des commerces et des entreprises, ainsi qu'un répertoire complet des cellules vides et de leur surface utilisable, a été réalisé, ainsi qu'une identification des secteurs commerciaux.

Un focus spécifique sur l'évolution de certains noyaux commerçants a été réalisé afin de proposer des mesures concrètes pour orienter leur développement futur. Grâce à ces outils, la Commune pourra améliorer la diversification commerciale des pôles et rendre ceux-ci plus attractifs.

A travers plusieurs enquêtes, le comportement d'achat des habitants et des clients, ainsi que leurs attentes en terme d'implantation commerciale, ont été étudiés et le potentiel de nouveaux concepts commerciaux a été analysé et des recommandations stratégiques et opérationnelles destinées à soutenir un développement commercial et économique ont été formulées.

La réalisation d'un OLE est le complément idéal d'un SDEC dans la mesure où cet outil permet l'exploitation des données de l'étude et rend celles-ci facilement exploitables. Les mises à jour des données permettra de garantir le caractère pérenne de l'outil. Il s'agit ici d'un logiciel de cartographie dynamique permettant à l'autorité publique de garder en temps réel, de manière simple et rapide, une vision claire et globale sur le développement commercial et économique de son territoire.

Cet OLE est un instrument de monitoring en matière de commerce, un support idéal pour mettre en place une politique de développement commercial permettant de soutenir des politiques pro-actives en matière d'accueil et de prospection des investisseurs commerciaux, ainsi qu'une plate-forme pour stimuler l'investissement commercial et enfin un instrument de communication contribuant à l'image positive d'une commune.

Considérant que suite à ces deux projets, plusieurs recommandations ont été faites et des fiches d'actions ont été établies regroupant des conclusions par noyaux commerciaux pour aider la Commune à améliorer la diversification commerciale des pôles et afin de rendre ceux-ci plus attractifs.

Une présentation finale de cet outil a déjà été présentée devant les Sections Réunies du Conseil communal en date du 25 novembre 2015 et a été très bien accueillie.

Considérant que la politique du service des Classes moyennes-Économie-Emploi est entre autre de promouvoir l'activité économique dans toute la commune.

L'annexe relative au "Schéma de développement économique et commercial de la commune d'Anderlecht" est consultable en version papier dans le cabinet du Secrétaire communal.

Par conséquent, nous vous proposons, Mesdames, Messieurs, d'approuver:

- l'utilisation de cet outil comme base pour les prises de décisions dans le cadre du développement économique et de l'aménagement urbanistique communal.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle compétentes.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

**400 Economische en sociale zaken - 450 Economie, Middenstand en tewerkstelling
GR. Opstelling van een Economisch en Commercieel Ontwikkelingsschema (ECO)
en verwezenlijking van een Plaatselijk Observatorium voor Economie (POE).
Gebruik van dit instrument als basis voor het nemen van beslissingen in het kader
van de economische ontwikkeling en van de gemeentelijke ruimtelijke ordening.
Goedkeuring.**

HET COLLEGE TOT DE RAAD.

Dames en heren,

Het college van burgemeester en schepenen heeft, op datum van 25 november 2014, de opstelling van een Economisch en Commercieel Ontwikkelingsschema (ECO) en de verwezenlijking van een Plaatselijk Observatorium voor Economie (POE) goedgekeurd om een economisch en commercieel beleid te kunnen ontwikkelen en een proactief beleid te kunnen voeren teneinde het beheer van het economische en commerciële weefsel van de gemeente Anderlecht te vereenvoudigen.

Het college van burgemeester en schepenen heeft nadien, op datum van 23 december 2014, de vzw GEOCONSULTING aangesteld voor het opstellen van een Economisch en Commercieel Ontwikkelingsschema (ECO) en op datum van 5 mei 2015 voor de verwezenlijking van een Plaatselijk Observatorium voor Economie (POE).

Het opstellen van een ECO bestond erin een exhaustieve lijst van het economisch en handelsapparaat op het gemeentelijk grondgebied te verwezenlijken, alsook een identificatie van zijn sterke punten en van zijn ontwikkelingspotentieel. Een volledige inventarisering van de handelszaken en van de bedrijven, alsook een inventaris van de leegstaande cellen en van hun bruikbare oppervlakte, werd uitgevoerd, alsook een identificatie van de handelssectoren.

Er werd een specifieke focus op de ontwikkeling van sommige handelskernen gelegd teneinde concrete maatregelen voor te stellen om hun toekomstige ontwikkeling te oriënteren. Dankzij deze instrumenten zal de gemeente de commerciële diversiteit van haar polen kunnen verbeteren en deze aantrekkelijker kunnen maken.

Doorheen meerdere enquêtes werd het koopgedrag van de inwoners en van de klanten, alsook hun verwachtingen aangaande handelsvestigingen, bestudeerd, het potentieel van nieuwe handelsconcepten werd onderzocht, en concrete strategische en

operationele aanbevelingen, bestemd om een commerciële en economische ontwikkeling te ondersteunen, werden geformuleerd.

Het verwezenlijken van een POE vormt een ideale aanvulling op een ECO in de mate dat dit instrument de exploitatie van de gegevens van de studie toelaat en waardoor deze makkelijk benut kunnen worden. Het updaten van de gegevens zal het in stand houden van het instrument waarborgen. Het betreft hier een dynamische cartografische software waarmee de gemeente zich eenvoudig en snel in real time een duidelijk en globaal beeld kan vormen van de economische en commerciële ontwikkeling op haar grondgebied.

Dit ECO is een monitoringinstrument inzake handel, een ideale steun om een commercieel ontwikkelingsbeleid op te starten teneinde een proactief beleid te voeren inzake het onthaal en de prospectie van commerciële investeerders, alsook een platform voor de stimulering van economische en commerciële investeringen en uiteindelijk een communicatiemiddel dat bijdraagt tot het positieve imago van een gemeente.

Ingevolge beide projecten, werden verschillende aanbevelingen gemaakt en actiefiches opgesteld die de conclusies per handelskern groepeerde om de gemeente te helpen de commerciële diversiteit van de kernen te verbeteren en deze aantrekkelijker te maken.

Een definitieve versie van dit instrument werd reeds op 25 november 2015 voorgesteld aan de verenigde secties van de gemeenteraad en werd toen heel goed ontvangen.

Overwegende dat het beleid van de dienst Middenstand-Economie-Tewerkstelling er onder andere in bestaat in de economische activiteit te bevorderen.

De bijlage betreffende het "Schema van commerciële en economische handelontwikkeling van de gemeente Anderlecht" is op papier raadpleegbaar in het kabinet van de gemeentesecretaris.

Bijgevolg stellen wij u voor, dames en heren, het volgende goed te keuren:

- het gebruik van dit instrument als basis voor het nemen van beslissingen in het kader van de economische ontwikkeling en van de gemeentelijke ruimtelijke ordening.

Huidige beraadslaging zal aan de bevoegde voogdijoverheden worden voorgelegd.

P. DEBRY estime que l'outil qui est proposé ici est intéressant car il n'existait pas et apporte quelque chose au niveau de la gestion communale. Il pense néanmoins que malgré les recommandations qui sont faites, la Commune ne dispose pas des outils juridiques ou humains pour mettre en œuvre ces recommandations. Il craint que des choses intéressantes soient prévues mais qu'elles restent, pour partie, comme inachevées car la Commune n'a pas la maîtrise de tous les éléments. Un des outils potentiels pour accepter ou pas un commerce est, dans certains cas, le permis

d'urbanisme. Toutefois, lorsqu'un investisseur fait construire un bâtiment, il n'est pas obligé de mentionner quel type de commerce il va y installer. Le seul moyen possible est le changement d'affectation pour les magasins de nuit, de télécommunication ou HORECA. C'est donc un pouvoir d'action assez mince d'autant plus qu'il n'y a pas de précision quant à la mixité commerciale, géographiquement parlant. Dans le présent document, il n'y a pas assez de moyens que pour refuser un permis, le motiver et gagner en cas de recours. Il désire aussi s'assurer que ce plan deviendra la base du service ad hoc lorsqu'il y aura une demande de permis pour un commerce. Le véritable outil pour influencer les choix économiques d'implantation commerciale est la maîtrise foncière. P. DEBRY encourage le Collège à influencer le choix de certains commerces en acquérant certains immeubles commerciaux.

Monsieur l'Échevin DIELIS répond que l'outil développé a le mérite d'exister mais qu'il n'est pas une fin en soi, il en est bien conscient. La maîtrise économique est compliquée pour la Commune comme pour la Région, cela à cause des directives venant des niveaux supérieurs. Cependant, il pense que via les permis socio-économiques et urbanistiques, il y a une issue favorable dans certains cas. Le Collège possède cependant une vision d'ensemble du développement commercial. Il ajoute qu'il ne faut pas seulement retenir le côté coercitif des permis d'urbanisme mais qu'il faut aussi tenir compte du fait que cela a un caractère initiatif et attractif pour les commerçants qui pourraient avoir envie d'investir sur Anderlecht. Faciliter la vie administrative des investisseurs ne peut être qu'un bienfait pour eux. Le Collège tente de se rendre compte que la maîtrise foncière est importante, projet qui a déjà été tenté dans le cadre du contrat de quartier Biestebroek par l'achat d'un bâtiment. Si des projets régionaux ou européens devaient se mettre en route, Monsieur l'Échevin DIELIS pense que la rue Wayez pourrait être un projet pilote de rachat de biens fonciers pour acquérir une maîtrise plus importante de l'économie et des commerces présents sur le territoire. Les services de l'Urbanisme ont toujours été associés au processus d'évolution du schéma de développement économique. Le programme informatique est connu du service de l'Urbanisme et sera intégré dans toute demande urbanistique au niveau économique.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

23.06.2016/A/0033 **900 Bâtiments et logements - 940 Rénovation urbaine**
CC. Rénovation urbaine. Contrat de Quartier Durable « Biestebroek ».
Rénovation en logements des étages vides au-dessus des commerces de la rue
Wayez. Marché de services par procédure négociée simplifiée avec publicité pour la
désignation d'un bureau d'études. Cahier spécial des charges et avis de marché.
145.000,00 EUR H.T.V.A. Approbation.

LE COLLÈGE AU CONSEIL,

Mesdames, Messieurs,

Le programme quadriennal de revitalisation du quartier « Biestebroek » prévoit la rénovation de minimum 8 à 10 logements vides situés au-dessus de commerces de la rue Wayez.

L'étude pour la réalisation de cette opération doit être confiée à un bureau spécialisé. La tâche comprend, entre autres, la réalisation d'un inventaire des logements potentiels, l'analyse de la problématique ainsi que la formulation de recommandations et de pistes concrètes de résolution.

Dans un souci de simplification comptable, l'intégralité des honoraires, soit 175.450,00 EUR T.V.A.C., seront imputés sur la part régionale.

En conséquence, nous vous proposons, Mesdames, Messieurs :

- d'approuver le principe de la passation d'un marché de services par procédure négociée simplifiée avec publicité pour la réhabilitation en logements des étages vides au-dessus des commerces de la rue Wayez, ainsi que le cahier spécial des charges, la teneur de l'avis de marché et le projet de convention joints au dossier ;
- de décider que la dépense de 175.450,00 EUR, subsidiée à 100% par la Région de Bruxelles-Capitale, devra être imputée sur l'article 930/723-60 du budget extraordinaire de 2016, et que la recette correspondante, soit 175.450,00 EUR, devra être comptabilisée à l'article 930/663-51 dudit budget.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle compétentes.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

900 Gebouwen en huisvesting - 940 Stadsrenovatie

GR. Stadsrenovatie. Duurzaam Wijkcontract "Biestebroek". Renovatie in woningen op leegstaande verdiepingen boven de handelszaken van de Wayezstraat. Dienstenopdracht gegund door een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking voor de aanduiding van een studiebureau. Bijzonder lastenboek en aankondiging van de opdracht. 145.000,00 EUR excl. B.T.W. Goedkeuring.

HET COLLEGE TOT DE RAAD

Dames en heren,

Het vierjarenprogramma tot herwaardering van de wijk “Biestebroek” voorziet de renovatie van minimum 8 tot 10 leegstaande woningen gelegen boven de handelszaken van de Wayezstraat.

De studie voor de verwezenlijking van deze actie moet toevertrouwd worden aan een gespecialiseerd bureau. De taak omvat, onder andere, de realisatie van een inventaris van de potentiële woningen, de analyse van de problematiek alsook de formulering van aanbevelingen en van concrete pistes om tot een oplossing te komen.

Met het oog op een boekhoudkundige vereenvoudiging, zullen de honoraria, hetzij 175.450,00 EUR incl. B.T.W., op het gewestelijke deel geboekt worden.

Bijgevolg, stellen wij u voor, dames en heren :

-

het principe van de gunningswijze van een dienstenopdracht door een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking voor het herstellen tot woningen van de leegstaande verdiepingen boven de handelszaken van de Wayezstraat goed te keuren, alsook het bijzonder lastenboek, de aankondiging van de opdracht en het ontwerp van de overeenkomst die zich in het dossier bevinden;

-

te beslissen dat de uitgave van 175.450,00 EUR, gesubsidieerd ten belope van 100 % door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, geboekt zal moeten worden op artikel 930/723-60 van de buitengewone begroting voor 2016, en dat de overeenkomstige ontvangst, hetzij 175.450,00 EUR, ingeschreven zal moeten worden op artikel 930/663-51 van voornoemde begroting.

De onderhavige beraadslaging zal onderworpen worden aan de bevoegde toezienende overheid.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

23.06.2016/A/0034 **900 Bâtiments et logements - 940 Rénovation urbaine**
CC. Marchés publics lancés par le Collège des Bourgmestre et Échevins en vertu des articles 234 al. 3 et 236 al. 2 de la Nouvelle Loi communale. Communication.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu les articles 234 al. 3 et 236 al. 2 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 26, § 1er, 1°, a) de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services,

EST INFORMÉ DES DÉCISIONS DU COLLÈGE RELATIVES AUX MARCHÉS SUIVANTS :

1. Travaux de rénovation des immeubles communaux sis avenue Léon Debatty 24 à 30 et Léopold De Swaef 4 à 14. Suppression des branchements électriques. Désignation du prestataire. 8.242,00 EUR H.T.V.A. Approbation. Application de l'article 234 al. 3 de la Nouvelle loi communale. Collège du 10/05/2016.
2. Travaux de rénovation de l'immeuble communal sis rue Léopold De Swaef 18. Suppression du branchement électrique. Désignation du prestataire. 756,00 EUR H.T.V.A. Approbation. Application de l'article 234 al. 3 de la Nouvelle loi communale. Collège du 10/05/2016.
3. Travaux de rénovation des immeubles communaux sis avenue Léon Debatty 24 à 30 et Léopold De Swaef 4 à 14. Suppression des branchements au gaz. Désignation du prestataire. 8.830,00 EUR H.T.V.A. Approbation. Application de l'article 234 al. 3 de la Nouvelle loi communale. Collège du 10/05/2016.
4. Contrat de Quartier Durable Compas. Opération II. Antenne de quartier. Acquisition de jeux géants. Procédure négociée sans règles de publicité sur base d'une simple facture acceptée. Désignation du fournisseur. 957,03 EUR H.T.V.A. Approbation. Collège du 24/05/2016.

Le Conseil est informé.

39 votants : 39 votes positifs.

900 Gebouwen en huisvesting - 940 Stadsrenovatie

GR. Overheidsopdrachten opgestart door het college van burgemeester en schepenen krachtens artikelen 234 al. 3 en 236 al. 2 van de Nieuwe Gemeentewet. Mededeling.

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de artikelen 234 al. 3 en 236 al. 2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het artikel 26, §1, 1°, a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

WORDT GEÏNFORMEERD OVER DE BESLISSING VAN HET COLLEGE BETREFFENDE VOLGENDE OPDRACHT:

1. Renovatiewerken aan de gemeentelijke gebouwen gelegen Léon Debattylaan

- 24 tot 30 en Léopold De Swaefstraat 4 tot 14. Verwijderen van de elektriciteitsaansluitingen. Aanduiding van de dienstverlener. 8.242,00 EUR excl. BTW. Goedkeuring. Toepassing van artikel 234 al. 3 van de Nieuwe Gemeentewet. College van 10/05/2016.
2. Renovatiewerken aan het gemeentelijke gebouw gelegen Léopold De Swaefstraat 18. Verwijderen van de elektriciteitsaansluiting. Aanduiding van de dienstverlener. 756,00 EUR excl. BTW. Goedkeuring. Toepassing van artikel 234 al. 3 van de Nieuwe Gemeentewet. College van 10/05/2016.
3. Renovatiewerken aan de gemeentelijke gebouwen gelegen Léon Debattylaan 24 tot 30 en Léopold De Swaefstraat 4 tot 14. Afsluiten van de gasaansluitingen. Aanduiding van de dienstverlener. 8.830,00 EUR excl. BTW. Goedkeuring. Toepassing van artikel 234 al. 3 van de Nieuwe Gemeentewet. College van 10/05/2016.
4. Duurzaam Wijkcontract Passer. Operatie II. Wijksteunpunt. Aankoop van reuzespelen. Onderhandelingsprocedure zonder bekendmakingsregels op basis van een aanvaarde factuur. Aanduiding van de leverancier. 957,03 EUR excl. B.T.W. Goedkeuring. College van 24/05/2016.

De Raad wordt geïnformeerd.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

23.06.2016/A/0035 **900 Bâtiments et logements - 940 Rénovation urbaine**
CC. Contrat de Quartier Durable Scheut. Projets socio-économiques. Convention tripartite entre la Commune d'Anderlecht, l'a.s.b.l. "Kinderdagverblijf Scheutje" et la Région de Bruxelles-Capitale. Approbation.

LE COLLÈGE AU CONSEIL,

Mesdames, Messieurs,

En séance du 20 octobre 2011, le Conseil communal a approuvé le projet du programme quadriennal de revitalisation du quartier Scheut ainsi que son tableau financier.

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a approuvé les projets de ce contrat de Quartier Durable en date du 15 décembre 2011.

L'opération 7.1 "Crèche chaussée de Ninove", prévoit l'extension de la crèche privée sise chaussée de Ninove 339 à Anderlecht. Le contrat de Quartier Durable finance la deuxième phase du projet, à savoir la démolition et la reconstruction de la crèche actuelle.

L'a.s.b.l. "Kinderdagverblijf Scheutje", dont le siège social est situé chaussée de Ninove 339 à 1070 Anderlecht, est responsable de la mise en œuvre du projet et de sa gestion future. L'association répond aux conditions et exigences demandées pour effectuer cette mission.

La présente convention fixe les modalités de l'intervention de la Région de Bruxelles-

Capitale dans le projet, dans le cadre du contrat de Quartier Durable Scheut.

Un montant de 2.355.649,00 EUR est prévu pour les frais liés à la mise en œuvre du projet. La Région de Bruxelles-Capitale, dans le cadre du contrat de Quartier Durable financera directement un montant de 500.000,00 EUR, selon les conditions reprises dans la convention.

Pour tous ces motifs, nous vous prions, Mesdames, Messieurs, d'approuver la convention tripartite avec l'a.s.b.l. "Kinderdagverblijf Scheutje" et la Région de Bruxelles-Capitale, telle qu'elle figure au dossier.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

39 votants : 39 votes positifs.

900 Gebouwen en huisvesting - 940 Stadsrenovatie

GR. Duurzaam Wijkcontract Scheut. Socio-economische projecten.

Driepartijenovereenkomst tussen de gemeente Anderlecht, de vzw

"Kinderdagverblijf Scheutje" en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Goedkeuring.

HET COLLEGE TOT DE RAAD,

Dames en heren,

In zitting van 20 oktober 2011 heeft de gemeenteraad het project van het vierjarenprogramma tot herwaardering van de wijk Scheut goedgekeurd, alsook zijn financiële tabel.

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering heeft de projecten van dit Duurzaam Wijkcontract op 15 december 2011 goedgekeurd.

Actie 7.1 "Kinderdagverblijf Ninoofsesteenweg" voorziet de uitbreiding van het kinderdagverblijf gelegen aan de Ninoofsesteenweg 339 te Anderlecht. Het duurzaam wijkcontract financiert de tweede fase van het project, namelijk het afbreken en het wederopbouwen van het huidige KDV.

De v.z.w. "Kinderdagverblijf Scheutje", waarvan de maatschappelijke zetel gelegen is aan de Ninoofsesteenweg 339 te 1070 Anderlecht, is verantwoordelijk voor de uitvoering van het project en voor het toekomstige beheer van het KDV. De vereniging beantwoordt aan de voorwaarden en de eisen die gevraagd worden om deze opdracht uit te voeren.

Deze overeenkomst bepaalt de modaliteiten van de tussenkomst van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het project, in het kader van het duurzaam wijkcontract Scheut.

Een bedrag van 2.355.649,00 EUR is voorzien voor de kosten die de uitwerking van het project met zich meebrengen. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zal, in het kader van het duurzaam wijkcontract, een uitgave van 500.000,00 EUR rechtstreeks financieren, volgens de in de overeenkomst gestelde voorwaarden.

Om al deze redenen, verzoeken wij u, dames en heren, de driepartijenovereenkomst met de v.z.w. "Kinderdagverblijf Scheutje" en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest goed te keuren, zoals deze zich in het dossier bevindt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
39 stemmers : 39 positieve stemmen.

23.06.2016/A/0036 **500 Matières communautaires (Fr) - 510 Enseignement (Fr)**
CC. Octroi d'un subside de 20.000,00 EUR à l'ASBL Musique plurielle. Exercice 2016.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et notamment l'article 9 de ladite loi;

Vu la demande de l'ASBL Musique plurielle en vue de l'obtention d'un subside pour son projet de Formation à la musique interculturelle;

Vu la dimension pédagogique dont bénéficient les élèves à travers ce projet,

D E C I D E:

1. d'accorder à l'ASBL Musique plurielle un subside de 20.000,00 EUR

2. d'imputer la dépense à l'article 722/332-02/-B du budget ordinaire de l'exercice 2016.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
39 votants : 39 votes positifs.

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de wet van 14 november 1983, betreffende de controle op de toekenning en de aanwending van sommige toelagen en in het bijzonder artikel 9 van desbetreffende wet;

Gelet op de aanvraag van de vzw Musique plurielle om subsidies te krijgen voor haar project Vorming tot interculturele muziek;

Gelet op de pedagogische dimensie waarvan de leerlingen genieten door dit project,

B E S L I S T :

1. aan de vzw Musique plurielle een subsidie van 20.000,00 EUR toe te kennen

2. de uitgave te boeken op artikel 722/332-02/-B van de gewone begroting van het dienstjaar 2016.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

Fadila Laanan quitte la séance / verlaat de zitting

Abdurrahman Kaya quitte la séance / verlaat de zitting

des bacs à plantes Place de la Vaillance et Rue du Chapitre.

Le Conseil prend connaissance.

100 Algemeen Secretariaat - B110 Protocol

GR. Interpellatie van A. VANDEN BOSCH, gemeenteraadslid, omtrent de toestand van de plantenbakken gelegen Dapperheidsplein en Kapittelstraat.

De Raad neemt kennis.

A. VANDEN BOSCH donne lecture du texte suivant :

A. VANDEN BOSCH geeft lezing van de volgende tekst :

Anderlecht, commune verte ?

Ce n'est certainement pas l'impression que les touristes, visiteurs de la Place de la Vaillance, garderont en mémoire.

Il y a 3 parterres entourés de billes de chemin de fer au coin et dans la rue du Chapitre qui offrent un bien piètre spectacle aux passants.

Le premier, au coin de De Rinck, rempli de coquelicots, donne un aspect champêtre très agréable à regarder mais on ne peut malheureusement pas baisser un peu les yeux. L'encadrement, c'est à dire les billes de chemin de fer, se dégingle complètement !

Quant aux 2 autres, leur état n'est guère meilleur et ... on y cultive des herbes. Non pas des herbes potagères mais bien des mauvaises herbes hautes de 60 cm.

Qu'attend le service des plantations pour remédier à cette lamentable image ? Un budget est-il prévu pour l'entretien et/ou la rénovation de ces parterres ?

Je vous remercie pour votre réponse.

Monsieur l'Échevin AKOUZ répond qu'un chantier assez important devait débiter il y a plusieurs mois pour De Rinck. Suite à l'intervention de Monsieur le Bourgmestre-Président à la fin mai, début juin, les bacs seront enlevés. Des bacs à fleurs pour remplacer les précédents ont déjà été commandés dans le cadre d'un marché-stock. Ce sont les mêmes que ceux installés à La Roue. Les bacs actuels seront donc supprimés, des pavés seront posés et, lors d'un chantier temporaire qui devrait débiter dans le courant de l'automne, sept bacs à fleurs seront installés et garnis. Le problème est donc en voie de résolution.

CC. Interpellation de P. DEBRY, Conseiller communal, relative à l'action en cessation environnementale contre les nuisances sonores provoquées par le survol des avions.

Le Conseil prend connaissance.

100 Algemeen Secretariaat - B110 Protocol

GR. Interpellatie van P. DEBRY, gemeenteraadslid, omtrent de milieustakingsvordering tegen geluidsoverlast door overvliegende vliegtuigen.

De Raad neemt kennis.

P. DEBRY donne lecture du texte suivant :

P. DEBRY geeft lezing van de volgende tekst :

Le 10 juin, le Gouvernement de la Région bruxelloise a annoncé qu'elle avait intenté trois actions en cessation environnementale devant le tribunal de première instance de Bruxelles.

La première action en cessation réclame l'allongement de la nuit sans survol (jusqu'à 7 h du matin au lieu de 6 actuellement) et cela pour tous les Bruxellois.

La deuxième exige la suppression de la route du Canal afin de soulager le nord et le centre de Bruxelles.

La dernière vise le resserrement du virage gauche (au décollage) qui place les avions au-dessus de l'est de Bruxelles.

Note commune est concernée par ces actions, en particulier par la deuxième qui vise à supprimer la route du canal, laquelle a un impact certain sur une partie importante de notre commune.

Selon les informations parues dans la presse, de nombreuses communes ont annoncé leur intention de s'associer aux actions introduites par la Région. Certaines communes, dont la commune voisine de Molenbeek, ont déjà pris la décision officiellement.

Selon une information parue sur le site de la RTBF le 13 juin, on se dirigerait même vers une unanimité des 19 communes, mais il resterait «à connaître la position d'Anderlecht, de Saint-Gilles et de Bruxelles-Ville».

Je voudrais donc savoir si le Collège entend s'associer aux actions en cessation environnementale et si oui, pourquoi aucune délibération allant dans ce sens n'a été inscrite à l'ordre du jour de ce Conseil ?

En égard à la motion votée par notre Conseil en octobre 2015, il serait incompréhensible de ne pas s'y associer.

Monsieur le Bourgmestre-Président répond que le Collège a été averti de la position du Gouvernement régional il y a treize jours. Lors de la séance tenue il y a dix jours, le Collège a pris la décision de principe d'introduire également une action en cessation environnementale en prenant le même avocat que les Communes de Saint-Gilles et

Forest. Or, le Collège a ensuite appris que les deux Communes n'avaient pas pris le même avocat. Lors de sa séance d'il y a deux jours, le Collège a décidé d'opter pour un autre avocat, point qui sera traité en huis-clos lors de la séance du Conseil de ce jour.

23.06.2016/A/0039 **100 Secrétariat général - B110 Protocole**

Application de l'article 53 du règlement d'Ordre intérieur - Questions et remarques orales.

Le Conseil prend connaissance.

100 Algemeen Secretariaat - B110 Protocol

Toepassing van het artikel 53 van de reglement van inwendige orde - Mondelinge vragen en opmerkingen.

De Raad neemt kennis.

- *N. VAN LYSEBETTEN* *vraagt of de gemeente rekeningen, beleggingen of andere spaarproducten bij de bank OPTIMA heeft.*

Monsieur l'Échevin CUMPS répond que la Commune n'a aucun engagement avec cette banque.

- *L. BOGEMANS* *vermeldt dat de toestand van de openbare weg in de Romain Rollandlaan en de Pierre Longinstraat heel slecht is. De straten en de voetpaden lijken op een safari. Sinds jaren zijn er putten in het wegdek, en de situatie is gevaarlijk voor het verkeer en de voetgangers. Ze zijn nu zo diep dat, gedurende de overstromingen veroorzaakt door de intense regenbuien, het water in de kelders en de garages van de inwoners stroomt. Wanneer zal men iets doen om dit langdurige probleem en de hinder op te lossen? In 2012 heeft de bevoegde schepen beloofd dat er werken uitgevoerd zullen worden, maar vier jaar later heeft men nog niets gezien. Ofwel doet men dringend iets, ofwel maakt men de Rollandlaan verkeersvrij om ongevallen te vermijden.*

Monsieur l'Échevin AKOUZ remercie les membres du Conseil communal présents au sein de VIVAQUA et d'HYDROBRU pour leur implication car ils vont permettre à la

Commune de refaire le collecteur et l'ensemble des égouts de ce quartier. Cela devrait se faire dans le cadre du plan 2017-2018. Concernant les trottoirs et la voirie, un autre plan d'action est prévu. La situation va se développer dans le courant de 2017. Le Collège n'a pas la maîtrise de ce qui se trouve en sous-sol.

- R. AHROUCH explique que la course à pied qui a été organisée le 17 juin pour la première fois à Anderlecht a entraîné des embarras de circulation. En effet, à proximité du Parc des Étangs, le tracé de la course traversait les voies du tram et la voie publique à un endroit fort fréquenté : avenue Marius Renard. Le blocage a été problématique, surtout lorsqu'on sait que l'ensemble des participants à une telle compétition ne passe pas au même point au même moment, la police a dû bloquer les automobilistes pour rien pendant plusieurs minutes. La STIB a aussi été ennuyée par cette compétition. A la fin de l'avenue Marius Renard, il aurait été plus facile de contourner le terminus du tram et de passer par le parc ? Il espère que pour les prochaines éditions de cette course, le tracé tiendra compte du franchissement des voies publiques pouvant présenter des problèmes. Il ne réfute toutefois pas le fait que cette course était un succès.

Madame l'Echevine BENNANI prend acte de cette remarque et en tiendra compte pour la prochaine édition de cette course.

Monsieur le Bourgmestre-Président précise que le parcours a été discuté entre les organisateurs et les services de police qui ont essayé de trouver le meilleur parcours possible. Ce désagrément sera gardé en mémoire pour la prochaine édition.

- F. RYGAERT fait remarquer que l'an passé, il avait interpellé le Collège sur le manque d'entretien de certains terrains non bâtis qui étaient un vivier pour les plantes et autres herbes folles dont la croissance est rapide en cette saison estivale. Un an après, ces mêmes endroits sont encore concernés par le même phénomène. Serait-il possible de faire intervenir le service ad hoc afin de réduire la végétation et augmenter la sécurité des usagers de la voie publique ?

Monsieur l'Échevin AKOUZ demande à F. RYGAERT de lui transmettre les adresses des lieux dont il parle, il transmettra la demande au service des Espaces verts.

- P. DEBRY explique que lorsqu'il a essayé de consulter le site internet communal sur

son SmartPhone, il est resté bloqué à la première page d'accueil. Il n'a pas été capable d'aller plus loin. Il a vérifié sur sa tablette et cela fonctionne très bien. Il en conclut donc qu'il y a un problème de compatibilité du site communal avec certains types d'appareils mobiles. Avec les "O.I.S." cela fonctionne mais pas avec les "Android". Il demande que le problème soit résolu dans la limite des capacités techniques.

Monsieur le Bourgmestre-Président transmettra la remarque au service informatique.

Levée de la séance à 21:00
Opheffing van de zitting om 21:00

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Bourgmestre-Président,
De Burgemeester-Voorzitter,

Marcel Vermeulen

Eric Tomas